



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 24 DECEMBRE 1898.

#### AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.  
4039

#### Proclamation

Canada }  
Province of } L. A. JETTÉ.  
Québec }

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, somnés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le SEPTIEME jour du mois de JANVIER mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf—

SALUT.

#### PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve prorogée au SEPTIEME jour du mois de JANVIER prochain :

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de nouveau au DOUZIEME jour du mois de JAN-

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 24th DECEMBER, 1898.

#### GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.  
4040

#### Proclamation

Canada, }  
Province of } L. A. JETTÉ.  
Quebec }

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the SEVENTH day of the month of JANUARY, one thousand eight hundred and ninety-nine—GREETING.

#### PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the SEVENTH day of the month of JANUARY next.

NEVERTHELESS, for certain causes and considerations, We have thought fit further to prorogue the same to the TWELFTH day of the month of

VIER prochain, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en notre cité de Québec, le dit SEPTIÈME jour de JANVIER prochain, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, JEUDI, le DOUZIÈME jour du mois de JANVIER prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières, qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles ont été apposés le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce PREMIER jour de DÉCEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit, et de Notre Règne la soixante et deuxième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec.

4477

JANUARY next, so that neither you nor any of you, on the said SEVENTH day of the month of JANUARY next, at our city of Quebec, to appear are to be held and constrained, for We will that you and each of you and all others in the behalf interested, that on THURSDAY, the TWELFTH day of the month of JANUARY next, at Our said City of Quebec, personally be and appear for the DESPATCH OF BUSINESS, to treat, do, act and conclude upon those things, which, in Our Legislature of the Province of Quebec, by the Common Council of Our said Province, may by the favor of God, be ordained.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this FIRST day of DECEMBER, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-eight, and in the sixty-second year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery,  
Québec.

4478

## Avis du Gouvernement

### ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Québec, 19 décembre 1898.

Avis est par le présent donné, en conformité aux règles 49 et 50 de l'Assemblée Législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre après le vingt-sixième jour de janvier prochain; qu'aucun bill privé ne pourra être présenté après le deuxième jour de février prochain; qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le neuvième jour du dit mois de février.

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de l'Assemblée Législative.

4759

### PROVINCE DE QUÉBEC.

Department des Terres, Forêts et Pêcheries.

### AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste:  
Adj. 6713.

Clyde.

Lot 11, du 3e rang, à Aug. Martin.  
Lot 12, du 3e rang, à Jos. Gerard.

E. E. TACHÉ,  
Assistant-Commissaire.

Department des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
Québec, 14 décembre 1898.

### PROVINCE DE QUÉBEC.

Department des Terres, Forêts et Pêcheries.

### AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que 60 jours

## Government Notices

### LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Québec, 19th December, 1898.

Notice is hereby given that, in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill shall be received by the House after the twenty-sixth day of January next; that no private bill shall be introduced after the second day of February next: that no report of any standing or select committee upon a private bill shall be received after the ninth day of said month of February.

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Legislative Assembly.

4760

### PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

### PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of this notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list:  
Adj. 6713.

Clyde

Lot 11, in the 3rd range, to Aug. Martin.  
Lot 12, in the 3rd range, to Jos. Gerard.

E. E. TACHE,  
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
Québec, 14th December, 1898.

### PROVINCE OF QUEBEC

Department of Lands, Forests and Fisheries.

### PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days

après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :  
Adj. 6711.

*Ditchfield.*

Lot 41, du 2e rang, à Allan Ritchie, a transporté à Thos. R. Ridgeway, et par ce dernier à Archibald Campbell.

E. E. TACHE,  
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
Québec, 9 décembre 1898.

PROVINCE DE QUÉBEC.

*Département des Terres, Forêts et Pêcheries.*

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :  
Adj. 6712.

*Marchand.*

Lot 8, du 5e rang, à Edmond Guérin.  
Lot 9, du 5e rang, à Arthur Limoges.  
Lot 10, du 5e rang, à Sylva Bélair.  
Lot 11, du 5e rang, à A. G. Marsan.  
Lot 12, du 5e rang, à A. J. H. St. Denis.  
Lot 13, du 5e rang, à Fra. A. Têtu.  
Lot 14, du 5e rang, à Wilfred Marsan.  
Lot 15, du 5e rang, à Dugald McDonald.  
Lot 16, du 5e rang, à Wilfred Marsan.  
Lot 17, du 5e rang, à W. P. Beaudoin.  
Lot 18, du 5e rang, à Louis Beaudoin.

E. E. TACHE,  
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries.  
Québec, 9 décembre 1898.

PROVINCE DE QUÉBEC.

*Département des Terres, Forêts et Pêcheries.*

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :  
Adj. 6715.

*Low.*

Lot 45 du 12e rang à Barney Mathews.  
E. E. TACHE,  
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,  
Forêts et Pêcheries. 4635-2  
Québec, 14 décembre 1898.

PROVINCE DE QUÉBEC.

*Département des Terres, Forêts et Pêcheries.*

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

*Canton Duquesne.*

## Rang A.

$\frac{1}{2}$  N. E., du lot 3, à Jos. Chénard.  
 $\frac{1}{2}$  N. E., du lot 9, à Amable Dubé.

after the posting of this notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sale and locations of the public lands mentioned in the following list :  
Adj. 6711.

*Ditchfield.*

Lot 41, in the 2nd range, to Allan Ritchie, and assigned to Thos. R. Ridgeway, and by the latter to Archibald Campbell.

E. E. TACHE,  
Assistant Commissioner.

Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
Quebec, 9th December 1898.

PROVINCE OF QUEBEC.

*Department of Lands, Forests and Fisheries.*

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :  
Adj. 6712.

*Marchand.*

Lot 8, in the 5th range, to Edmond Guérin.  
Lot 9, in the 5th range, to Arthur Limoges.  
Lot 10, in the 5th range, to Sylva Bélair.  
Lot 11, in the 5th range, to A. G. Marsan.  
Lot 12, in the 5th range, to A. J. H. St. Denis.  
Lot 13, in the 5th range, to Frs. A. Têtu.  
Lot 14, in the 5th range, to Wilfred Marsan.  
Lot 15, in the 5th range, to Dugald McDonald.  
Lot 16, in the 5th range, to Wilfred Marsan.  
Lot 17, in the 5th range, to W. P. Beaudoin.  
Lot 18, in the 5th range, to Louis Beaudoin.

E. E. TACHE,  
Assistant Commissioner.

Department of Lands,  
Forests and Fisheries.  
Quebec, 9th December, 1898.

PROVINCE OF QUEBEC.

*Department of Lands, Forests and Fisheries.*

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :  
Adj. 6715.

*Low.*

Lot 45 in the 12th range to Barney Mathews.  
E. E. TACHE,  
Assistant Commissioner.

Department of Lands,  
Forests and Fisheries. 4636  
Quebec, 14th December, 1898.

PROVINCE OF QUEBEC.

*Department of Lands, Forests and Fisheries.*

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Lands, Forests and Fisheries will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

*Township Duquesne.*

## Range A.

N. E.  $\frac{1}{2}$ , of lot 3, to Jos. Chénard.  
N. E.  $\frac{1}{2}$ , of lot 9, to Amable Dubé.

N. E., du lot 11, à La. Beaupré.  
 S. O., du lot 11, à Chs. Couillard.  
 S. O., du lot 12, à La. Beaupré.  
 N. E., du lot 13, à Geo. Robichaud.  
 S. O., du lot 13, à Jos. Beaupré, sr.  
 N. E., du lot 14, à La. Beaupré.  
 S. O., du lot 14, à Achille Beaupré.  
 S. O., du lot 15, à Et. Côté, jr.  
 Lot 16, à Joachim Durette.  
 N. E., du lot 17, à La. Beaupré.  
 S. O., du lot 17, à Alf. Dubé.  
 N. E., du lot 18, à Ed. Beaupré.  
 S. O., du lot 18, à Nap. Blais.  
 S. O., du lot 19, à Jos. Oct. Beaupré.  
 N. E., du lot 21, à Fab. St-Pierre.  
 S. O., du lot 21, à Ferd. LeBel.  
 Lot 22, à Nap. Durette.  
 Lot 25, à Anselme Vaillancourt.  
 Lots 32 et 33, à Anselme Gendreau, transportés à Pierre Gendreau.  
 Lots 35 et 36, à Alexis Burns.  
 Lot 37, à Isaac Burns.  
 S. O., du lot 38, à Isaac Burns.  
*Canton Normandin.*  
 Lot 55, du 10e rang, à La. Hardy.  
*Canton Port Daniel.*  
 8e rang.  
 Lot 1, à J. B. Blatch.  
 Lot 2, à Ph. R. Blatch.  
 Lot 3, à W. M. Horrie.  
 Lot 4, à Ph. Ottotte.  
 Lot 5, à Cornelius Journeau.  
 Lot 6, à Hon. Larivière.  
 Lot 7, à Dan. Journeau.  
 Lot 8, à Pat. Jos. Jones.  
 Lot 9, à J. Jones et D. Phelan.  
 Lot 10, à Paul McGie.  
 Lot 11, à H. W. Horrie.  
 Lot 12, à Joshua E. Beebe.  
*Canton Bégon.*  
 Lot 41, du 6e rang, à Dieudonné Dumond.  
*Canton Patton.*  
 1er rang.  
 Lot 3, à Cléoph. Bernier.  
 Lot 4, à Ed. Dion.  
 Lot 16, à Julien Bernier.  
 Lot 31, du 6e rang, à Jos. Côté.  
*Canton Montminy.*  
 Lot 25, du 5e rang S. O., à Prud. Laprise.  
*Canton Bourdages.*  
 Rang A.  
 Lot 11, à Chs. Bernier.  
 Lot 12, à Léon Bernier.  
 Lot 46, du 9e rang, à Geo. Boulet.  
*Canton Arago.*  
 4e rang.  
 Lot 26, à Alfred St-Pierre.  
 Lot 27, à Zotique Coulombe.  
 Lot 28, à Alph. Caouette.  
*Canton Beaubien.*  
 1er rang.  
 Lot 1, à Jos. Goudreau.  
 Lot 13, à Noël Gendreau.  
 2e rang.  
 Lot 20, à Jean Cloutier.  
 Lot 21, à Jean Tondreau.

E. E. TACHE,  
 Assistant-commissaire.

Département des Terres,  
 Forêts et Pêcheries.  
 Québec, 17 décembre 1898.

PARLEMENT DU CANADA.

EXTRAITS DES RÈGLES DU SÉNAT ET DE LA  
 CHAMBRE DES COMMUNES, RELATIVES  
 AUX BILLS PRIVÉS.

Toutes demandes de bills privés doivent être annoncées par un avis sur la signature et l'adresse des pétitionnaires ou de leurs solliciteurs, indiquant d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, et publié comme suit :

N. E., of lot 11, to La. Beaupré.  
 S. W., of lot 11, to Chs. Couillard.  
 S. W., of lot 12, to La. Beaupré.  
 N. E., of lot 13, to Geo. Robichaud.  
 S. W., of lot 13, to Jos. Beaupré, sr.  
 N. E., of lot 14, to La. Beaupré.  
 S. W., of lot 14, to Achille Beaupré.  
 S. W., of lot 15, to Et. Côté, jr.  
 Lot 16, to Joachim Durette.  
 N. E., of lot 17, to La. Beaupré.  
 S. W., of lot 17, to Alf. Dubé.  
 N. E., of lot 18, to Ed. Beaupré.  
 S. W., of lot 18, to Nap. Blais.  
 S. W., of lot 19, to Jos. Oct. Beaupré.  
 N. E., of lot 21, to Fab. St-Pierre.  
 S. W., of lot 21, to Ferd. LeBel.  
 Lot 22, to Nap. Durette.  
 Lot 25, to Anselme Vaillancourt.  
 Lots 32 and 33, to Anselme Gendreau, transferred to Pierre Gendreau.  
 Lots 35 and 36, to Alexis Burns.  
 Lot 37, to Isaac Burns.  
 S. W., of lot 38, to Isaac Burns.  
*Township Normandin.*  
 Lot 55, of 10th range, to La. Hardy.  
*Township Port Daniel.*  
 8th range.  
 Lot 1, to J. B. Blatch.  
 Lot 2, to Ph. R. Blatch.  
 Lot 3, to W. M. Horrie.  
 Lot 4, to Ph. Ottotte.  
 Lot 5, to Cornelius Journeau.  
 Lot 6, to Hon. Larivière.  
 Lot 7, to Dan. Journeau.  
 Lot 8, to Pat. Jos. Jones.  
 Lot 9, to J. Jones and D. Phelan.  
 Lot 10, to Paul McGie.  
 Lot 11, to H. W. Horrie.  
 Lot 12, to Joshua E. Beebe.  
*Township Bégon.*  
 Lot 41, to 6th range, to Dieudonné Durand.  
*Township Patton.*  
 1st range.  
 Lot 3, to Cléoph. Bernier.  
 Lot 4, to Ed. Dion.  
 Lot 16, to Julien Bernier.  
 Lot 31, of 6th range, to Jos. Côté.  
*Township Montminy.*  
 Lot 25, of 5th range S. W., to Prud. Laprise.  
*Township Bourdages.*  
 Range A.  
 Lot 11, to Chs. Bernier.  
 Lot 12, to Léon Bernier.  
 Lot 46, of 9th range, to Geo. Boulet.  
*Township Arago.*  
 4th range.  
 Lot 26, to Alf. St. Pierre.  
 Lot 27, to Zotique Coulombe.  
 Lot 28, to Alph. Caouette.  
*Township Beaubien.*  
 1st range.  
 Lot 1, to Joseph Goudreau.  
 Lot 13, to Noël Gendreau.  
 2nd range.  
 Lot 20, to Jean Cloutier.  
 Lot 21, to Jean Tondreau.

E. E. TACHE,  
 Assistant Commissioner.

Department of Lands,  
 Forests and Fisheries.  
 Quebec, 17th December, 1898.

PARLIAMENT OF CANADA.

EXTRACTS FROM RULES OF THE SENATE  
 AND HOUSE OF COMMONS, RELATING  
 TO PRIVATE BILLS.

All applications for Private Bills require a notice over the signature and address of the applicants or of their solicitors, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, published by advertisement as follows, viz :

quante centins par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

“ Les bills pour incorporer es villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés. ”

“ Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer. ”

“ Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production. ”

“ Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets. ”

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

(a) “ Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente. ”

The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets.

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) “ Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee. ”

L. G. DESJARDINS

4037

Greffier de l'Assemblée Législative.

L. G. DESJARDINS,

4038

Clerk of the Legislative Assembly.

## Demandes à la Législature

## AVIS PUBLIC

Est donné par les présentes que les "Syndics Apostoliques des Pères Franciscains de l'Observance," de Montréal feront application à la prochaine session de la législature de la Province de Québec pour faire passer un bill amendant la loi les incorporant en changeant leur nom corporatif et relativement à leurs pouvoirs.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,

Avocats des requérants.

Montréal, 15 décembre 1898. 4755

## AVIS PUBLIC

Est donné par les présentes que la "Fraternité du Tiers-Ordre de Saint-François d'Assise de Montréal" fera application à la prochaine session de la législature de la province de Québec pour faire passer un Bill amendant la loi les incorporant, et que les amendements demandés se rapportent à la reconstitution civile du dit Tiers-Ordre, à la création d'un Conseil Supérieur, à l'incorporation de chaque fraternité, aux finances et aux pouvoirs de chaque corporation, et en général à tout ce qui regarde l'organisation, les droits, les devoirs et l'administration tant de la corporation du dit Tiers-Ordre que de celles des fraternités.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,

Avocats des requérants.

Montréal, 15 décembre 1898. 4757

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par "l'Association des Dentistes de la province de Québec," pour refondre et amender ses statuts.

Les principaux amendements qui seront amendés se rapportent aux matières suivantes : élection du bureau de direction ; la tenue des assemblées générales ; le quorum des membres ; le mode des examens et le nombre des années requises pour compléter le cours des étudiants, et autres de moindre importance.

LEMIEUX, DÉCARIE & BRASSARD,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 20 décembre 1898. 4779

## AVIS PUBLIC

Canada,  
Province de Québec.  
District de Saint-François  
Comté de Wolfe.

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature provinciale de Québec, à sa prochaine session, à l'effet d'obtenir la passation d'un bill privé pour changer le chef-lieu du comté de Wolfe, de Ham-Sud le transférer à Garthby, au village de Beaulac, dans le dit comté.

OCT. GAUDET,

Solliciteur des requérants.

4813 Ham-Nord, comté de Wolfe.

Avis public est par le présent donné que les sous-signés propriétaires d'immeubles dans le village de Verdun, s'adresseront à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de permettre que les lots suivants, numéros de cadastre 4669 à 4687, dans le village de Verdun, étant tous les lots depuis les numéros 4669 à 4687, inclusivement, situés dans la section ouest de Verdun, y compris toute cette partie de l'Aqueduc de Montréal, située dans les susdites limites comme aussi l'Île Saint-Paul et l'Île au Heron, dans le district de Montréal, soient séparés du village de Verdun et annexés à la municipalité de la Côte Saint-Paul pour former partie d'icelle, sous le nom de la municipalité de la Côte Saint-Paul.

S. S. BAIN.

Montréal, 6 décembre 1898. 4793

## Applications to the Legislature

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given by these presents that the "Syndics Apostoliques des Pères Franciscains de l'Observance," of Montreal, will make an application at the next session of the Legislature of the Province of Quebec to pass a bill amending the law incorporating them in changing their corporate name and with relations to their powers.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 15th December, 1898. 4756

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given by the presents that the "Fraternity of the Third Order of Saint François d'Assise," of Montreal, will make an application at the next session of the Legislature of the Province of Quebec to pass a bill amending the law incorporating it, and that the amendments demanded relate to the civil reconstruction of the said Third Order, to the creation of a Superior Council, to the incorporation of each fraternity, to the finances and powers of each corporation, and generally to all that concern the organization, rights, duties and the administration of the corporation of said Third Order or of the fraternities.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 15th December, 1898. 4758

Public notice is hereby given that an application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, by the "Dental Association of the province of Quebec," to consolidate and amend its statutes.

The principal amendments sought refer to the following matters : election of members of the board of management ; the holding of general meetings ; the quorum of members ; the mode of examination and the number of years required for the student's course and other matters of less importance.

LEMIEUX, DÉCARIE & BRASSARD,

Solicitors for petitioners.

Montreal, 20th December, 1898. 4780

## PUBLIC NOTICE

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Saint-François,  
County of Wolfe.

Public notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of a private bill to change the *chef-lieu* of the county of Wolfe, from Ham South to transfer it to Garthby, in the village of Beaulac, in the said county.

OCT. GAUDET,

Solicitor for petitioners,

4814 Ham North, county of Wolfe.

Public notice is hereby given that the undersigned proprietors of real estate in the village of Verdun, will apply to the legislature, at its next session, for an act to permit the following lots, cadastral numbers 4669 to 4687, in the village of Verdun, being all the lots from numbers 4669 to 4687, inclusive, contained in the westerly section of Verdun, including all that portion of the Aqueduct of the Montreal Water Works, situate within the above boundaries as also Isle Saint Paul and Isle au Heron, in the district of Montreal, to be separated from the village of Verdun and annexed to the municipality of Côte Saint Paul to form part thereof, under the name of the municipality of Côte Saint Paul.

S. S. BAIN,

Montreal, 6th December, 1898. 4794

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer une compagnie, avec pouvoir d'agir comme fidei-commissaires, exécuteurs testamentaires, pour exécuter les mandats, administrer les successions et les fonds placés en fidei-commissis, agir comme procureurs pour les exécuteurs et fidei-commissaires, liquidateurs pour les compagnies à fonds social et pour d'autres fins.

CARON, PENTLAND & STUART,  
Solliciteurs des requérants.  
Québec, 21 décembre 1898. 4841

## AVIS PUBLIC.

La cité de Montréal s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir un acte pour autoriser et sanctionner la vente par la dite cité, à la compagnie du chemin de fer du Grand Tronc, d'un terrain situé sur la rue McGill, pour la construction des bureaux de la dite compagnie, et pour obtenir le consentement de la Couronne à telle vente.

L. O. DAVID,  
Greffier de la cité.  
Montréal, 8 décembre 1898. 4595-2

Province de Québec, }  
District des Trois-Rivières, }

Avis est par les présentes donné que le conseil municipal du village de Grand'Mère, demandera à la prochaine session de la législature provinciale de Québec, un amendement à sa charte, en même temps que l'annexion d'une partie de la paroisse de Sainte-Flore, savoir : partie des lots officiels de la dite paroisse de Sainte-Flore, connues sous les numéros 85, dans la concession Sainte-Catherine No. 2 ; 95 et 96, dans la concession de la Grand'Mère, et 137, 138, 139 et 140, dans la concession Saint-Olivier.

C. J. E. CHARBONNEAU,  
Secrétaire-trésorier du  
Village de Grand'Mère.  
4733-2

Avis public est par les présentes donné que la ville de Longueuil s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir un acte pour réviser sa charte et les actes qui l'amendent, pour lui conférer des pouvoirs plus étendus, et d'obtenir spécialement des dispositions législatives sur, entre autres sujets, les suivants :

Pour étendre les limites de la ville de Longueuil. Pour changer le jour de ses sessions, pour changer le mode de taxation, pour changer la date de l'année financière, pour changer le mode des élections et la formule du serment, pour voir à la nomination d'estimateurs permanents, pour amender la clause se rapportant aux auditeurs, pour avoir le privilège de construire, louer et exploiter une ligne de tramway dans les limites de la ville de Longueuil et en dehors de ses limites jusqu'à un point donné dans les limites de la ville de Saint-Lambert, pour amender la clause concernant la traverse d'hiver entre Longueuil et Montréal, pour voir à la nomination d'un inspecteur des bâtisses, pour forcer certains propriétaires demeurant en dehors des limites de la ville de Longueuil, à contribuer à la confection des travaux du ruisseau Saint-Antoine, pour réduire le taux de l'escompte sur paiement des taxes, pour forcer quiconque poursuivra le maire ou les conseillers pour quelque acte en exécution de leurs fonctions à fournir un cautionnement, pour changer la date de la confection du rôle d'évaluation, pour augmenter les pouvoirs de la ville quant à la construction des canaux d'égout, pour changer la clause relativement aux tuyaux de l'aqueduc, pour amender et corriger certaines erreurs de rédaction dans la charte et ses amendements.

JODOIN & JODOIN,  
4743-2 Procureurs de la ville de Longueuil.

Public notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act incorporating a company, with power to act as trustees, executors of wills, to execute trust, manage estates and trust funds, act as attorneys for executors and trustees, liquidators for joint stock companies, and for other purposes.

CARON, PENTLAND & STUART,  
Solicitors for applicants.  
Quebec, 21st December, 1898. 4842

## PUBLIC NOTICE.

The city of Montreal will apply to the Quebec legislature, at its next session, for an act to authorize and sanction the sale by said city, to the Grand Trunk Railway Company, of a strip of land situated on McGill street, for the construction of the offices of the said company, and to obtain the consent of the Crown to such sale.

L. O. DAVID,  
City clerk.  
Montreal, 8th december 1898. 4596

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers, }

Notice is hereby given that the municipal council of the village of Grand'Mère, will apply at the next session of the provincial legislature of Quebec, for an amendment to its charter, and for the annexation at the same time of a part of the parish of Sainte-Flore, to wit : part of the official lots of the said parish of Sainte-Flore, known as numbers 85, in the Sainte Catherine concession No. 2 ; 95 and 96, in the Grand'Mère concession, and 137, 138, 139 and 140, in the Saint Olivier concession.

C. J. E. CHARBONNEAU,  
Secretary treasurer of the  
Village of Grand'Mère.  
4734

Public notice is hereby given that the town of Longueuil will apply to the Quebec legislature, at its next session, to obtain an act to revise its charter and the acts amending it, to confer more extensive powers on it, and especially to obtain legislative enactments on the following subjects, amongst others :

To extend the limits of the town of Longueuil, to change the day of its meetings, the mode of taxation, the date of the financial year, the mode of elections and the formula of the oath, to provide for the appointment of permanent valuers, to amend the clause relating to auditors, to have the privilege of buildings and working a tramway line within the limits of the town of Longueuil and outside of them to a given point within the limits of the town of Saint Lambert, to amend the clause relating to the ferry between Longueuil and Montreal, to provide for the appointment of an inspector of buildings, to compel certain proprietors residing outside of the limits of the town of Longueuil to contribute to the performance of the works of the Ruisseau Saint Antoine, to reduce the rate of discount on the payment of taxes, to oblige any person who may sue the mayor or councillors for any act in the execution of their functions to give security, to change the date of making the valuation roll, to increase the powers of the town as to the construction of drains, to change the clause relating to the waterwork pipe, to amend and correct certain errors in drawing up the charter and its amendments.

JODOIN & JODOIN,  
4744 Attorneys for the town of Longueuil

Avis public est par le présent donné, que la cité de Saint-Henri s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender certaines dispositions de sa charte (60 Victoria, chapitre 61), ainsi que du statut 61 Victoria, chapitre 55, amendement la dite charte ; pour obtenir l'autorisation de contracter un emprunt et certains autres pouvoirs, le tout tel que plus bas énuméré :

1° Permettre au président d'élection, d'exiger que le bulletin de présentation soit accompagné d'un dépôt de cinq cents ou de deux cents dollars, selon qu'il s'agira d'un candidat à la mairie ou à l'échevinat.

2° Permettre au conseil de nommer un "Inspecteur des chaudières," et de donner à cet officier les pouvoirs inhérents à sa charge.

3° Permettre l'altération du plan de la cité, par le vote de la majorité des membres du conseil.

4° Autoriser les évaluateurs faisant la révision du rôle d'évaluation, à ne changer que dans certains cas la valeur des immeubles portée au dit rôle.

5° Permettre l'imposition d'une taxe sur les bicycles.

6° Permettre de taxer les poteaux télégraphiques, téléphoniques et électriques.

7° Permettre aux arbitres en expropriation d'adjudger quelles parties devront payer les frais d'arbitrage.

8° Relever la cité de l'obligation de continuer à exproprier conformément aux règlements et aux plans homologués de la cité.

9° Relever le recorder de la cité de certaines incapacités légales.

10° Permettre à la cité d'exproprier à certaines conditions les franchises, droits et privilèges par elle conférés à certaines personnes ou compagnies.

11° Définir l'année fiscale et déterminer pour quel espace de temps les taxes annuelles seront censées être imposées et prélevées.

12° Fixer le montant que la cité pourra dépenser annuellement.

13° Prendre personnellement responsable tout membre d'un comité qui autorisera une dépense d'argent excédant le montant légalement mis à la disposition du comité.

14° Ratifier toute dépense faite et autorisée jusqu'à ce jour par le conseil, et qui excède les appropriations, et relever les échevins de la responsabilité encourue de ce chef.

15° Autoriser la cité à emprunter une somme totale de \$226,000 ; la plus forte partie de cette somme devant être employée à consolider des obligations temporaires sur lesquelles la cité paie un intérêt moyen de 5½ pour cent ; et la balance devant servir à payer les dommages-intérêts relatifs aux expropriations que la présente loi dispense la cité de faire.

16° Déterminer la manière dont cet emprunt sera effectué et les conditions auxquelles il sera contracté.

17° Remettre en vigueur le pouvoir d'emprunt qu'avait la cité avant que l'article 665 de la charte fût sanctionné.

18° Transporter du secrétaire-trésorier au conseil le pouvoir conféré par l'article 666 de la charte.

19° Autoriser la cité à organiser un département en loi.

PRIMEAU & CODERRE,

Procureurs de la cité de Saint-Henri.

Saint-Henri, 7 décembre 1898.

4563-3

Public notice is hereby given that the city of Saint Henry will apply to the Quebec legislature, at its next session, to obtain certain amendments to the provisions of its charter (60 Victoria, chapter 61), and also to the statute 61 Victoria, chapter 55, amending the said charter ; to obtain authority to contract a loan and certain other powers, the whole as herein after set forth :

1. To allow the election president to require that the candidate's nomination paper be accompanied by a deposit of five hundred dollars or of two hundred dollars, according as it may be question of a candidate for the office of mayor or of alderman.

2. To allow the council to appoint "Boiler Inspectors" and to confer upon that officer the powers inherent to his office.

3. To allow the alteration of the city plan by the vote of the majority of the members of the council.

4. To authorize the valuers making the revision of the valuation roll to change only in certain cases the value of the lots entered on the said roll.

5. To authorize the imposition of a tax on bicycles.

6. To allow the taxation of telegraph, telephone and electric poles.

7. To allow expropriation arbitrators to decide what parties should pay the costs of arbitration.

8. To relieve the city from the obligation of continuing to expropriate according to the by-laws and homologated plans of the city.

9. To relieve the city recorder from certain legal disabilities.

10. To allow the city to expropriate on certain conditions, the franchises, rights and privileges by it conferred on certain persons and companies.

11. To define the fiscal year and determine the time of the yearly taxes imposed and levied.

12. To fix the amount which the city may spend yearly.

13. To hold responsible every member of a committee who will authorize any expenditure of money exceeding the amount legally placed at the disposal of the committee.

14. To ratify any expenditure made and authorized up to this date by the council and which exceeds the appropriations, and relieve the aldermen from the responsibility incurred under this head.

15. To authorize the city to borrow a total amount of \$226,000 ; the greater portion of this sum to be employed to consolidate the temporary obligations upon which the city pays an average interest of 5½ per cent, and the balance to be applied to the payment of the damages and interest relating to the expropriations which the present act dispenses the city from making.

16. To determine the manner in which this loan will be effected and the terms on which it will be contracted.

17. To put in force again the borrowing power which the city had before article 665 of the charter was sanctioned.

18. To transfer from the secretary treasurer to the council the power conferred by article 666 of the charter.

19. To authorize the city to organize a law department.

PRIMEAU & CODERRE,

Attorneys for the city of Saint Henry.

Saint Henry, 7th December, 1898.

4564

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer l'association connue sous le nom de "The Builders' Exchange", l'objet de la dite association étant de créer une bonne harmonie entre ses membres et de promouvoir les intérêts de ceux engagés dans le commerce de construction et d'entreprises et autres affaires y ayant rapport ; avec le droit d'acquérir et posséder des immeubles

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the legislature of the province of Quebec, for an act to incorporate the association known as "The Builders' Exchange," the object of such association being to create a good understanding amongst its members and to promote the interests of those engaged in the trades of building and contracting and other trades connected therewith or incidental thereto ; with the right to acquire and hold real estate for the purposes of

dans l'intérêt de la dite association et de les vendre, les échanger ou les hypothéquer.

HALL, CROSS, BROWN,  
SHARP & COOK.

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 8 décembre 1898. 4593-3

Avis public est par le présent donné que The Montreal Street Railway Company s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender et consolider les actes concernant la compagnie ; pour autoriser l'augmentation de temps à autre de son fonds social jusqu'au montant nécessaire dans l'intérêt de ses affaires ; pour ratifier et confirmer divers contrats faits par elle avec différentes corporations municipales et compagnies de chemin de fer ; pour autoriser le prolongement de sa ligne à aucun point dans un rayon de dix milles de la cité de Montréal, pour mettre en opération les dites lignes et pour d'autres fins.

CAMPBELL, MEREDITH,  
ALLAN & HAGUE,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 7 décembre 1898. 4589-3

AVIS

Les commissaires d'écoles de la municipalité de Westmount (ci-devant côte Saint-Antoine), demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi, pour augmenter le chiffre jusqu'à concurrence duquel ils pourront emprunter et contracter des dettes, pour simplifier et amender la procédure pour l'imposition et perception de taxes d'école, et pour d'autres fins.

CROSS & BERNARD,

Solliciteurs des requérants

Montréal, 7 décembre 1898. 4601 3

AVIS.

Avis est par le présent donné que la corporation de la ville de Farnham fera application à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'un acte pour amender et refondre la charte de la dite corporation et les actes qui l'amendent, aux fins de conférer à la dite corporation de plus amples pouvoirs et mieux définir les droits, attributions, et les devoirs des contribuables, et pour autres fins.

J. S. POULIN,

Procureur de la dite corporation.

Farnham, 1er décembre 1898. 4555-3

Avis public est par le présent donné que "The Montreal Loan and Investment Company", (incorporée en vertu des articles 5401 et suivants des statuts révisés de la province de Québec), s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte spécial d'incorporation et pour mieux définir ses pouvoirs.

SETH P. LEET,

Solliciteur des requérants.

Montréal, 7 décembre 1898. 4569-3

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la corporation du village de Verdun, pour obtenir un acte afin d'amender l'acte de la dite législature, 60 Victoria, chapitre 69, et pour étendre les pouvoirs de la dite corporation, en tant qu'ils se rapportent à l'imposition et la perception de taxes spéciales, cotisations et licences ; l'octroi de privilèges exclusifs et franchises aux personnes ou compagnies construisant, mettant en opération ou faisant circuler des omnibus, diligences, chars électriques ou à vapeur dans la municipalité, et pour d'autres fins.

RIELLE & BOND,

Procureurs de la requérants.

Montréal, 7 décembre 1898. 4609-3

such association and to sell, exchange or hypothecate the same.

HALL, CROSS, BROWN,  
SHARP & COOK.

Solicitors for applicants.

Montreal, 8th December, 1898. 4594

Public notice is hereby given by and on behalf of the Montreal Street Railway Company, that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for an act to amend and consolidate the acts relating to the company ; to authorize the increase from time to time of its capital stock to such extent as may be necessary for the purpose of its business ; to ratify and confirm divers contracts entered into by it with different municipal corporations and railway companies ; to authorize the extension of its line to any point within a radius of ten miles from the city of Montreal, and the operation of such lines ; and for other purposes.

CAMPBELL, MEREDITH,  
ALLAN & HAGUE,

Solicitors for applicants.

Montreal, 7th December, 1898. 4590

NOTICE

The school commissioners of the municipality of town of Westmont (formerly côte Saint-Antoine), will apply to the legislature of Quebec, at the next session thereof, for the passing of an act to increase the limit to the extent of which they may borrow, and incur debt, to simplify and amend the method of imposing and collecting school taxes, and for other purposes.

CROSS & BERNARD,

Solicitors for applicants.

Montréal, 7th December, 1898. 4602

NOTICE.

Notice is hereby given that the corporation of the town of Farnham will apply to the legislature of the province of Québec, at its next session, for an act to amend and consolidate the act incorporating the said town and the acts amending the same, for the purpose of conferring on the said corporation more ample powers and to define more clearly his rights and attributions, and the duties of the rate payers, and for other purposes.

J. S. POULIN,

Attorney for the said corporation.

Farnham, 1st December, 1898. 4556

Public notice is hereby given that the "Montreal Loan and Investment Company", (incorporated under articles 5401 and following of the revised statutes of the province of Québec), will apply to the legislature of the province of Québec, at its next session, for a special act of incorporation and to better define its powers.

SETH P. LEET,

Solicitor for applicants.

Montreal, 7th December, 1898. 4570

Public notice is hereby given that application will be made, at the next session of the legislature of the province of Québec, by the corporation of the village of Verdun, for the passage of an act to amend the act of the said legislature, 60 Victoria, chapter 69, and to extend the powers of the said Corporation, insofar as relates to the imposition and levying of special taxes, assessments and licenses ; the granting of exclusive privileges and franchises to persons or companies constructing, operating or running omnibuses, stages or electric or steam cars in the municipality, and for other purposes.

RIELLE & BOND,

Attorneys for the applicant.

Montreal, 7th December, 1898. 4610

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par le Rév. Gregory O'Bryan, B. A.; Isidore J. Kavanagh, B. A.; John C. Coffee; Louis J. Cotter; Rév. Owen B. Devlin, LL. B. et Rév. Gregory Féré, M. B. M. R. C. S., Londres, Angleterre, tous de la cité de Montréal, pour obtenir un acte afin d'incorporer "The Loyola College," pour les fins d'éducation avec pouvoir d'accorder des degrés dans les arts, et avec son siège dans la cité de Montréal.

FITZPATRICK, TASCHEREAU & ROY,  
4747-2 Solliciteurs des requérants.

Avis est donné par les présentes que la Société des Artisans Canadiens Français de la Cité de Montréal s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour refondre et amender sa charte, pour changer son nom corporatif en celui de "La Société des Artisans Canadiens-Français," et pour faire régir la dite corporation par une convention de délégués des diverses succursales, et autres clauses accessoires.

Pour la dite société,

T. A. GROTHÉ,  
Président général.  
J. G. W. MCGOWN,  
Secrétaire général.

Montréal, 13 décembre 1898.

4663-2

#### AVIS.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, par la Compagnie de pulpe du Lac Mégantic, pour obtenir un acte afin d'amender son acte d'incorporation, contenu dans le statut 56 Victoria, chap. 78, afin d'accorder à la dite compagnie des pouvoirs additionnels, comprenant le droit d'augmenter le capital action de la compagnie, et aussi celui d'emprunter de l'argent et de garantir sur des débiteures portant hypothèque ou autrement; d'ériger des pouvoirs d'eau, construire des écluses, ponts sur les rives et à travers de la rivière Chaudière et du Lac Mégantic; de manufacturer de la pulpe chimique, du papier et du bois sous toutes les formes et tout ce qui s'y rapporte ainsi que l'électricité; de construire des tramways et des embranchements de chemins de fer pour communiquer de certains points, sur le Québec Central et le chemin de fer Pacifique Canadien, dans le township de Whitton, aux établissements industriels de la compagnie, dans les townships de Whitton et de Spaulding; pour les fins ci-dessus, obtenir certains droits d'expropriation, aussi d'acquérir et construire des écluses, glissoires et autres travaux nécessaires pour faciliter le flottage de bois, dans certaines rivières, et pour d'autres pouvoirs.

Daté à Québec, ce 1er jour de décembre, 1898.

TASCHEREAU, LAVERY

4659-2 Solliciteurs de la Requête.

Canada  
Province de Québec  
District de Québec

#### AVIS PUBLIC

Avis public est par le présent donné que William Henri Brouage Chaussegros de Léry, écuyer, avocat, de la paroisse de Saint-François, Beauce, mademoiselle Marie Eliza Corinne Chaussegros de Léry, de la cité de Québec, George Auguste alias Gustave Fraser Chaussegros de Léry, écuyer, notaire, Dame Marie Louise Cummings, veuve de feu Louis Charles Alexandre Chaussegros de Léry, en son vivant, médecin, en sa qualité de légataire universelle en usufruit et comme exécutrice testamentaire de son dit feu mari, et aussi en sa qualité de tutrice, dûment nommée à sa fille Corinne, enfant issue de son mariage avec le dit Louis Charles Alexandre Chaussegros de Léry, ces trois derniers de la cité de Québec, et l'honorable John Sharples, aussi de la cité de

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, by the reverend Gregory O'Bryan, B. A.; Isidore J. Kavanagh, B. A.; John C. Coffee; Louis J. Cotter; Rev. Owen B. Devlin, LL. B. and Rev. Gregory Féré, M. B. M. R. C. S. Lond., Eng., all of the city of Montreal, for an act to incorporate the "Loyola College" for educational purposes with power to grant degree in arts, and with its corporate seat in the city of Montreal.

FITZPATRICK, TASCHEREAU & ROY,  
4748 Solicitors for applicants.

Notice is hereby given that "La Société des Artisans Canadiens Français de la Cité de Montréal" will apply to the legislature, at its next session, to consolidate and amend its charter, to change its corporate name to that of "La Société des Artisans Canadiens-Français," and to have the said corporation managed by a convention of delegates from the several branches, and other accessory clauses.

For the said society,

T. A. GROTHÉ,  
General president.  
J. G. W. MCGOWN,  
General secretary.

Montreal, 13th December, 1898.

4664

#### NOTICE

Notice is hereby given that The Lake Megantic Pulp Company will apply to the legislature of the province of Quebec, at the next session, for the passing of an act to amend its act of incorporation, contained in 56 Victoria, chapter 78, for the purpose of increasing the powers to them granted by the said act of incorporation, and especially for the purpose of increasing the capital stock of the company, of obtaining the right to borrow money and to secure the same by mortgage, debentures or otherwise, and of creating water-powers, constructing dams, erecting bridges upon the banks of and over the river Chaudière and Lake Megantic, and in the vicinity of Lake Megantic; for the purpose of manufacturing paper, lumber, and all incidentals thereto, chemical pulp, and also electricity for the purpose of light, heat or motive power, of constructing tramways and branches from points on the Quebec Central Railway and on the Canadian Pacific Railway, in the township of Whitton, to the establishments of said company, in the townships Whitton and Spaulding, and of obtaining for such purposes certain rights of expropriation; also of acquiring and constructing dams, slides or other works necessary to facilitate the driving of timber down rivers, and for other purposes.

Dated at Quebec, this 1st day of December, 1898.

TASCHEREAU, LAVERY

4660 Solliciteurs for the Petitioners.

Canada,  
Province of Québec,  
District of Québec.

#### PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that William Henri Brouage Chaussegros de Léry, esquire, advocate, of the parish of Saint Francis, Beauce, Miss Marie Eliza Corinne Chaussegros de Léry, of the city of Québec, George Auguste alias Gustave Fraser Chaussegros de Léry, esquire, notary, Dame Marie Louise Cummings, widow of the late Louis Charles Alexandre Chaussegros de Léry, during his lifetime, physician, in her quality of universal usufructuary legatee and executrix of her said deceased husband, and acting further in her quality of tutrix, duly appointed to her daughter, Corinne, issue of her marriage with the said Louis Charles Alexandre Chaussegros de Léry, these last three of the city of Quebec, and the Honorable John Sharples, also of

Québec, membre du conseil législatif de cette province, en sa qualité de tuteur, dûment élu en justice John Alexander Alleyn, Henri Richard Gustave Alleyn, Marie Marguerite Catherine *alias* Katieen Alleyn et Josephite Louise Blanche Alleyn, de la cité de Québec, enfants mineurs, issus du mariage de feu l'honorable Richard Alleyn, en son vivant un des juges de la cour supérieure de cette province, et de Dame Catherine Louise Josephite Chaussegros de Léry, s'adresseront à la législature de Québec, pendant la prochaine session, pour demander que le dit honorable John Sharples, en sa qualité de tuteur aux mineurs ci-dessus mentionnés soit autorisé à vendre conjointement avec les autres co-propriétaires certains droits de mine, situés dans la seigneurie de Rigaud-Vaudreuil, en la paroisse de Saint-François, en le district de Beauce, en bloc ou séparément, pour argent comptant ou à crédit, se'ou qu'ils le jugeront à propos, avec le consentement du subrogé-tuteur des dits mineurs, mais sans l'autorisation d'un conseil de famille ou autres formalités ou l'ordre d'une cour de justice ou d'un juge.

TASCHÉREAU, LAVERÉ  
& RIVARD,

Procureurs des requérants.

Québec, 12 décembre 1898. 4643-2

Avis public est par le présent donné que la ville de Lachine s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains pouvoirs et des amendements à sa loi d'incorporation, et entre autres : pour augmenter son pouvoir d'emprunt ; pour augmenter le nombre de ses conseillers ; pour changer la durée de la charge de son maire ; pour modifier le cens électoral municipal ; pour pourvoir à la construction d'égoûts généraux et au mode de paiement du coût d'iceux ; pour pourvoir à la création d'une Cour de Recorder ayant juridiction civile et criminelle, à la nomination d'un Recorder et des officiers de la dite cour ; pour abolir la juridiction de la Cour des Commissaires de la paroisse de Lachine, dans la ville de Lachine, lorsque la dite cour du recorder sera en opération, et pour obtenir d'autres pouvoirs et d'autres dispositions se rapportant à sa loi d'incorporation.

H. ROBERT,

Secrétaire-trésorier

de la ville de Lachine.

Ville de Lachine, 12 décembre 1898, 4677-2

#### AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné que P. Cyprien Beaumier, de Québec, présentera à la prochaine session de la législature, un bill pour être admis membre de l'association des dentistes de la province de Québec, après examen.

CHARLES DEGUISE,

Proc. du requérant.

Québec, 15 décembre 1898. 4693-2

Avis est donné que les exécuteurs testamentaires de feu Joel Leduc, en son vivant, négociant de Montréal, demanderont à la législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un bill augmentant leurs pouvoirs, et les autorisant à transiger avec les légataires et crédit-rentiers, à anticiper le paiement des dettes et des legs, et le partage de la succession.

BEIQUE, LAFONTAINE,  
TURGEON & ROBERTSON,

Procureurs des Requérants.

Montréal, 14 décembre 1898. 4709-2

Avis est donné que L'Association St. Jean-Baptiste de Montréal demandera à la législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un bill amendant sa charte 55-56 Vict., ch. 85, et lui accordant de nouveaux pouvoirs et spécialement celui de créer une caisse d'épargne et de secours.

BEIQUE, LAFONTAINE,  
TURGEON & ROBERTSON,

Procureurs de la requérante.

Montréal, 14 décembre 1898. 4707-2

the city of Quebec, member of the legislative council of this province, in his quality of tutor, duly appointed by the court, John Alexander Alleyn, Henri Richard Gustave Alleyn, Marie Marguerite Catherine *alias* Kathleen Alleyn and Josephite Louise Blanche Alleyn, of the city of Quebec, minor children, issue of the marriage of the late Honorable Richard Alleyn, during his lifetime one of the judges of the superior court of this province, and of Dame Catherine Louise Josephite Chaussegros de Léry, will apply to the Quebec legislature, at its next session, to ask that the said Honorable John Sharples, in his quality of tutor to the above mentioned minors, be authorized to sell jointly with the said other co-proprietors certain mining rights, situated in the seigniorie of Rigaud-Vaudreuil, in the parish of Saint Francis, in the district of Beauce, in one lot or in detail, for cash or credit, as they may think proper, with the consent of the subrogate tutor to the said minors, but without the authorization of a family council or other formality, or the order of a court of justice or a judge.

TASCHÉREAU, LAVERÉ

& RIVARD,

Attorneys for the petitioners.

Quebec, 12th December, 1898. 4644

Public notice is hereby given that the town of Lachine will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain certain powers and amendments to its law of incorporation, and amongst them : to increase its borrowing power ; to increase the number of its councillors ; to change the duration of the term of office of its mayor ; to modify the municipal electoral qualification ; to provide for the construction of general drainage and for the mode of payment of the cost of the same ; to provide for the creation of a Recorder Court having civil and criminal jurisdiction, for the nomination of a Recorder and the officers of the said court ; to abolish the jurisdiction of the Commissioners Court of the parish of Lachine, in the town of Lachine when the said recorder court will be in operation, and to obtain other powers and dispositions relative to its act of incorporation.

H. ROBERT,

Secretary treasurer

of the town of Lachine.

Town of Lachine, 12th December, 1898. 4678

#### PUBLIC NOTICE

Is hereby given that at the coming session of the Quebec legislature, P. Cyprien Beaumier, of Quebec, will introduce a bill to be admitted a member of the dental association of the province of Quebec, after examination.

CHARLES DEGUISE,

Atty. for petitioner.

Quebec, 15th December, 1898. 4694

Notice is given that the testamentary executors of the late Joel Leduc, in his lifetime, trader, of Montreal, will apply to the Quebec legislature, at its next session, for the passage of a bill to increase their powers, and authorizing them to transact with the legatees and rent creditors, to anticipate payment of the debts and legacies, and the partition of the estate.

BEIQUE, LAFONTAINE,  
TURGEON & ROBERTSON,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 14th December, 1898. 4710

Notice is given that "L'Association St. Jean-Baptiste de Montréal" will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an act to amend its charter 55-56 Vict., ch. 85, and to confer on it new powers and especially that of creating a savings and aid fund.

BEIQUE, LAFONTAINE,  
TURGEON & ROBERTSON,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 14th December, 1898. 4708

Avis public est par le présent donné que The Petroleum Oil Trust (Limited), de Londres, Angleterre et de Gaspé, dans la province de Québec, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte l'autorisant à construire et mettre en opération une ligne de tuyaux ou conduits, depuis les terres à l'huile, dans le comté de Gaspé jusqu'à un point à eau profonde dans le dit comté; de construire la dite ligne de tuyaux sur, au-dessus ou au dessous de la surface des terres, rivières, lacs, etc., appartenant à la Couronne et aux propriétaires privés, accordant aussi les pouvoirs nécessaires d'expropriation lorsqu'il sera nécessaire; de construire et mettre en opération les machines, engins, pompes et autres instruments de même nature, et de construire des réservoirs, magasins et quais nécessaires pour mettre la dite ligne de tuyaux en opération.

W. H. DAVIDSON,  
Solliciteur de la requérante.  
4721-2

Avis public est donné, par les présentes, que la corporation de la ville de Magog, corps politique et dûment incorporé, ayant son bureau et établissement principaux dans la ville de Magog, dans la province de Québec, demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, de passer un acte confirmant et ratifiant un certain règlement municipal adopté par la dite ville de Magog, le huit juillet 1898, et connu comme le règlement numéro soixante et qui exempt pour une période de vingt-cinq années, du paiement des taxes et autres cotisations municipales, la Dominion Cotton Mills Company, limited, corps politique et dûment incorporé, et ayant son bureau et établissement principaux dans les cité et district de Montréal.

Daté à Magog, ce treizième jour de décembre, mil huit cent quatre-vingt-dix-huit.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,  
LAFLAMME & DICKSON,  
4713-2 Procureurs de la requérante.

AVIS

Avis public est par les présentes donné que Henri Bourassa, de Papineauville, dans le district d'Ottawa, député aux communes du Canada, s'adressera au parlement de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir un bill autorisant le bureau de la province de Québec à admettre le dit Henri Bourassa au nombre des avocats de cette province, après avoir subi son examen à la pratique de cette profession.

ALBERT MALOUIN,  
Procureur du requérant.  
Québec, 3 décembre 1898. 4483-3

AVIS

Les Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Montréal s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'autorisation de prélever une répartition sur les francs-tenanciers catholiques de la dite paroisse, conformément aux résolutions des francs-tenanciers, en date du 27 février 1898 et du 8 d'août 1898, cette répartition devant comprendre et annuler celle qui existe aujourd'hui.

M. AUCLAIR,  
Curé.  
G. LÉVEILLÉ,  
Marguillier compt.  
Montréal, 28 novembre 1898. 4475-3

Public notice is hereby given that the Petroleum Oil Trust (Limited) of London, England, and of Gaspé, in the province of Quebec, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act authorizing it to construct and operate a line of pipes or conduits, from the oil lands, in the county of Gaspé to a point at deep water in the said county; to build the said pipe line on, above or below the surface of the lands, rivers, lakes, etc., belonging to the Crown, as well as those belonging to private proprietors, granting also the necessary powers to expropriate where necessary; to erect and operate all machinery, engines, pumps, and other appliances of a like nature, and to construct the tanks, warehouses and wharves necessary for the operating of the said pipe line.

W. H. DAVIDSON,  
Solicitor for applicant.  
4722

Public notice is hereby given by the corporation of the town of Magog, a body politic and corporate, duly incorporated, and having its head office and place of business in the town of Magog, in the province of Quebec, that it will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for an act to ratify and confirm a certain by-law passed by the said town of Magog, on the 8th day of July, 1898, and known as by law No. 60, the effect of the said by-law being to exempt the Dominion Cotton Mills Company, Limited, a body politic and corporate with its head office and place of business in the city and district of Montreal, from municipal taxes and assessments for a period of twenty-five years.

Dated at Magog, this 13th day of December, one thousand eight hundred and ninety-eight.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,  
LAFLAMME & DICKSON,  
4714 Solicitors for applicants

NOTICE

Public notice is hereby given that Henri Bourassa, of Papineauville, in the district of Ottawa, member for the House of Commons of Canada, will make application to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to authorize the bar of the province of Quebec to admit the said Henri Bourassa among its members, after passing the requisite examination.

ALBERT MALOUIN,  
Attorney for the petitioner.  
Quebec, 3rd December, 1898. 448

NOTICE

The Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Montréal, will apply to the Quebec legislature, at its next session, to obtain an authorization to levy an assessment on the catholic freeholders of the said parish, pursuant to the resolutions of the freeholders, dated the 27th of February, 1898, and the 8th of August, 1898, such assessment to comprise and annul the one now existing.

M. AUCLAIR,  
Parish priest.  
G. LÉVEILLÉ,  
Churchwarden and accountant.  
Montreal, 28th November, 1898. 4476

## AVIS.

Avis est par les présentes donné que Léopold Guérin, étudiant en droit, de la cité et du district de Montréal, dans la province de Québec, fera application à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'un acte autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession d'avocat, après avoir passé les examens requis.

LEOPOLD GUERIN,  
Requérant.  
Montréal, 7 décembre 1898. 4579-3

## AVIS PUBLIC.

Une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, de passer un bill pour transporter le bureau d'enregistrement du comté de Labelle de la ville de Buckingham, où il est maintenant, au chef-lieu du comté.

ALBERT MALOUIN,  
Procureur du requérant.  
Québec, 3 décembre 1898. 4487-3

Avis public est donné que "La Compagnie de Brasserie de Beauport" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender et ratifier la charte qui lui a été octroyée par lettres-patentes, et obtenir de plus amples pouvoirs, et notamment le droit d'augmenter son capital et d'émettre des bons.

N. E. ROUSSEAU,  
Secrétaire de la dite compagnie.  
Québec, 7 décembre 1898. 4553-3

## AVIS.

Avis est par le présent donné qu'application sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, par Joseph Fontaine, barbier, de Montréal, Joseph Ernest Bouchard, Alfred Bédard, Elzéar Lacroix, Jean-Baptiste Longtin et Alexandre Jean, tous barbiers de Québec, pour l'incorporation des barbiers de la province, sous le nom de "Association des Barbiers de la province de Québec," et ce, pour régulariser la pratique du dit métier, la licence des personnes l'exerçant pour en assurer le meilleur apprentissage et pour faire respecter par ses membres les règles de l'hygiène.

PH. V. CHALOULT,  
Proc. des réq.  
Québec, 5 décembre 1898. 4543-3

Avis public est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, application sera faite pour l'incorporation du "Lycée Catholique de Montréal" (Catholic High School of Montreal.)

La nature et l'objet de telle application sont de donner une succession perpétuelle et un sceau commun aux pétitionnaires et à leurs successeurs afin d'établir une école dans la cité de Montréal, pour être connue sous le nom de "Lycée Catholique de Montréal" (Catholic High School of Montreal), ainsi que des succursales dans la cité de Montréal et ailleurs, et d'y donner un cours d'instruction comprenant l'enseignement de la religion, les langues française, anglaise, latine, grecque et autres, la lecture, l'arithmétique les mathématiques, l'histoire, la littérature et les arts, comprenant les beaux arts, la sculpture, le dessin, l'art de faire des modèles en plâtre ou autrement, l'architecture, les arts mécaniques et les métiers en général, et toutes les autres branches des sciences et de l'éducation générale qu'il sera jugé à propos d'introduire de temps à autre; avec pouvoir d'affiliation à toute université, collège ou école, si tel paraît être de l'intérêt de la dite corporation; avec pouvoir aux pétitionnaires sous le nom de "Lycée Catholique de Montréal" (Catholic High School of Montreal), d'acheter, acquérir, recevoir et posséder et d'hériter

## NOTICE.

Notice is hereby given that Léopold Guérin, of the city and district of Montreal, in the province of Quebec, student at law, will make application to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to authorize the bar of the province of Quebec to admit him to the practice and the profession of the law, after passing the requisite examinations.

LEOPOLD GUERIN,  
Petitioner.  
Montreal, 7th December, 1898. 4579

## PUBLIC NOTICE.

Application will be made to the legislature of Quebec, for the passing of an act to transfer the registry office of the county of Labelle from the town of Buckingham, where it is now to the *chef lieu* of the county.

ALBERT MALOUIN,  
Attorney for promoters.  
Quebec, 3rd December, 1898. 4488

Public notice is given that the "Beauport Brewing Company," (La Compagnie de Brasserie de Beauport) will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to have the charter granted to it by letters patent amended and confirmed, and to obtain more ample powers, and especially the power to increase its capital stock and to issue debentures.

N. E. ROUSSEAU,  
Secretary of said company.  
Quebec, 7th December, 1898. 4554

## NOTICE.

Notice is hereby given that application will be made to the Quebec Legislature, at its next session, by Joseph Fontaine, barber, of Montreal, Joseph Ernest Bouchard, Alfred Bédard, Elzéar Lacroix, Jean Baptiste Longtin and Alexandre Jean, all barbers of Quebec, for the incorporation of the barbers of the province, under the name of "The Barbers' Association of the Province of Quebec", and this, to regularize the practice of the said trade, the licensing of the persons exercising it, to insure a better apprenticeship and to have its members observe the rules of hygiene.

PH. V. CHALOULT,  
Atty. for petitioners.  
Quebec, 5th December, 1898. 4544

Public notice is hereby given that at the next session of the legislature of the province of Quebec, application will be made for the incorporation of the Catholic High School of Montreal.

The nature and the object of such application are to give a perpetual succession and a common seal to the applicants and their successors, for the purpose of establishing a school in the city of Montreal, to be known as the "Catholic High School of Montreal," as well as branches thereof in the city of Montreal and elsewhere, and to give therein a course of instruction of religion, of english and french, latin, greek and other languages, of reading, arithmetic, mathematics, history, literature and arts including fine arts, sculpture, drawing, modelling in clay or otherwise, architecture and mechanical arts and trades generally, and all other branches of the science and of education generally which may be deemed advisable to be introduced from time to time; with power of affiliation to any university, college or school, should it be deemed advisable; with power under the name of the "Catholic High School of Montreal" for the applicants to purchase, acquire, receive and possess and inherit for themselves and their successors for the purposes of the said corporation without any other authorization, every kind of movable or immovable property;

pour eux et leurs successeurs pour les fins de la dite corporation, sans autre autorisation ultérieure, toute espèce de bien-fonds immeubles ou héritages ou aucun bien-meubles de quelque nature qu'ils soient ; avec pouvoir de les vendre et aliéner et en acheter, acquérir et disposer et d'en posséder d'autres à leur place pour les fins susdites ; avec pouvoir d'emprunter et d'émettre des billets, papiers négociables et débetures, sous son propre crédit, et de contracter et de s'obliger pour l'achat de bien-meubles ou de propriétés immobilières pour toutes les fins tendant à promouvoir et atteindre le succès dans les fins pour lesquelles la dite corporation est demandée ; avec pouvoir de construire des maisons d'école et d'autres maisons ; avec pouvoir sous le dit nom d'estimer en justice et d'être poursuivie dans toutes les cours de loi ou d'équité quelconques, de la même manière que le pourrait faire tout autre corps politique ou incorporé dans cette province, et avec pouvoir et autorité de faire établir des règles, ordres et ordonnances qui ne sont en rien contraires aux lois du pays pour le gouvernement de la dite corporation et de ses affaires et propriétés tant pour la réception, démission ou qualification des membres de la dite corporation que pour toutes autres fins tendant à promouvoir le bien-être de l'intérêt de la dite corporation et aussi avec pouvoir d'amender, changer ou abroger de temps à autres les dites règles, ordres et ordonnances en la manière qu'elle le jugera nécessaire ou expédient et généralement d'administrer toutes les affaires se rapportant aux fins de la dite corporation sous son nom corporé avec tous les droits s'y rapportant et sans aucune responsabilité personnelle contre aucun des membres d'icelle pour les dettes, engagements ou obligations de la dite corporation.

MADORE, GUERIN & PERRON,  
Procureurs des pétitionnaires.  
Montréal, 6 décembre 1898. 4535-3

CITÉ DE QUÉBEC.

Hôtel de Ville, 5 décembre 1898.

Avis public est par le présent donné que la cité de Québec s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour obtenir certains pouvoirs et des amendements à sa loi d'incorporation, et, entre autres : pour pourvoir au mode d'aider à la construction du chemin de fer le Grand Nord ; pour régulariser l'usage des rues par des compagnies pour l'érection de poteaux en icelles pour soutien de fils électriques ; pour être autorisée à emprunter une certaine somme d'argent pour payer le coût de travaux à faire et de terrains à acquérir pour ouverture, prolongement, élargissement, pavage de rues, places publiques, améliorations et travaux publics d'une manière permanente, et autres pouvoirs et dispositions.

C. A. P. PELLETIER,  
4523-3 Procureur de la cité.

Avis est par les présentes donné que Antoine Philippe Eugène Panet, avocat, de la ville de Windsor, dans la province d'Ontario, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte l'envoyant en possession définitive des biens de son frère Joseph Félix Lussier Panet, absent.

ST-JULIEN & DE BOUCHERVILLE,  
Avocats du dit A. P. E. Panet.  
Montréal, 6 décembre 1898. 4531-3

Avis public est par le présent donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Saint-Henri, dans le comté d'Hochelaga, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir que la loi 61 Victoria, chapitre 62, soit amendée de manière à faire disparaître les doutes qui pourraient s'élever quant au droit d'imposer la taxe spéciale créée en vertu de la dite loi sur tous les biens immeubles imposables dans la dite municipalité, et plus spécialement sur

with power to sell, alienate and dispose of the same, and to purchase, acquire and possess any other property in their place for the purposes herein mentioned ; with power to borrow money and to issue notes, negotiable paper and debentures, upon its own credit, and to contract and obligate itself for the purchase of real or movable property for all matters concerning the successful prosecution of the objects for which the incorporation is sought, with power to build schools and other houses ; with power under said name to sue and to be sued in all courts of law or equity, in the same manner as any body politic incorporated in said province, and with power and authority to establish all rules, regulations and ordinances which may not be contrary to the laws of this country for the government of the said corporation and of its affairs and property, as well as for the admission, dismissal or qualification of all members of said corporation as for all other purposes tending to promote the welfare and interest of the said corporation, and also with power to amend, change or abrogate from time to time the said rules, regulations and ordinances in such manner as the corporation may deem necessary and expedient, and generally to transact all business incidental to the objects of such corporation in its corporate name with all the rights incidental thereto, and without any personal responsibility devolving upon any member thereof for the debts, engagements or obligations of the said corporation.

MADORE, GUERIN & PERRON,  
Attorneys for petitioners.  
Montreal, 6th December, 1898. 4536

CITY OF QUEBEC.

City Hall, 5th December, 1898.

Public notice is hereby given that the city of Quebec will apply to the legislature of this province, at its next meeting, to obtain certain powers and amendments to its charter and among others : to provide to the mode of helping the construction of the Great Northern Railway ; to regulate the use of the streets by companies to erect poles thereon for sustaining electric wires ; to be authorized to borrow a certain sum of money to pay the cost for works to be done, and grounds to be acquired for opening, prolonging, widening, paving streets, public places, improvements and public works of permanent nature, and other powers and provisions.

C. A. P. PELLETIER,  
4524 City solicitor

Notice is hereby given that Antoine Philippe Eugène Panet, advocate, of the town of Windsor, province of Ontario, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to have an absolute possession of the properties belonging to his brother Joseph Félix Lussier Panet, absentee.

ST-JULIEN & DE BOUCHERVILLE,  
Attorneys for the said A. P. E. Panet.  
Montreal, 6th December, 1898. 4532

Public notice is hereby given that the school commissioners of the municipality of the city of Saint-Henry, in the county of Hochelaga, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act to amend the law 61 Victoria, chapter 62, in such a manner as to dispel all doubts which might arise as to the right to impose the special tax instituted by the said law, on all taxable immovable properties of said municipality, and more specially on the lands and real estate of

les biens immeubles des corporations et des compagnies légalement constituées dans la dite municipalité.

HUSMER LANCTOT,

Procureur des requérants.

Montréal, 6 décembre 1898.

4537-3

AVIS PUBLIC.

Avis public est par les présents donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi afin de constituer en une corporation de ville, sous le nom de "Viauville", le territoire suivant, situé dans le comté d'Hochelaga, à savoir :

1° Une partie de la ville de Maisonneuve, comprenant les lots officiels (en grande partie subdivisés) Nos un, un et deux (1, 1a et 2), du village incorporé d'Hochelaga; ces trois lots contigus l'un à l'autre, sont traversés par le chemin public ou la rue Notre-Dame projetée, tiennent devant au sud-est, au fleuve Saint-Laurent; derrière, au nord-ouest, aux limites de la municipalité du village incorporé de la Côte de la Visitation, telles que déterminées par la proclamation du 25 octobre 1870, érigeant la dite municipalité du côté sud-ouest, partie au lot officiel No. 3 (trois), du dit village incorporé d'Hochelaga, et partie au lot officiel No cent quatre-vingt-cinq (185), du dit village incorporé de la Côte de la Visitation, et du côté nord-est aux limites de la paroisse de Saint-François d'Assise de la Longue Pointe.

2° Cette partie de la dite paroisse de Saint-François d'Assise de la Longue Pointe, aussi traversée par le chemin public, et comprenant les lots officiels Nos un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept et huit (1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8), de cette même paroisse; bornée en front au sud-est par le fleuve Saint-Laurent, derrière au nord-ouest par le lot officiel No cent quatre-vingt-six (186), du dit village incorporé de la Côte de la Visitation; du côté sud-ouest par l'étendue de terre ci-dessus désignée, y contigue, et du côté nord-est par le lot officiel No neuf (9), de la dite paroisse de la Longue Pointe; les susdits lots officiels Nos cinq et huit, tenant en arrière au nord-ouest, au susdit lot officiel No cent quatre-vingt-six (186), du dit village de la Côte de la Visitation, le dit No huit, de la dite paroisse de la Longue Pointe, se prolongeant en front jusqu'au fleuve Saint-Laurent, tandis que le susdit numéro cinq, de la même paroisse, ne se prolonge qu'au chemin public; les susdits Nos quatre et six, de la dite paroisse, se trouvent au nord-ouest de ce même chemin, et les autres Nos un, deux, trois et sept (1, 2, 3 et 7), de la susdite paroisse, se trouvent entre le dit chemin et le fleuve Saint-Laurent; et afin de donner à la dite corporation de ville tous les pouvoirs nécessaires à son existence et à l'administration de ses affaires, comme corporation de ville. Elle sera soumise à la loi concernant les corporations de ville, excepté quant aux matières suivantes: les électeurs municipaux, les élections municipales, les rôles d'évaluation, les cotisations et taxes, les emprunts, les pouvoirs du conseil, l'administration financière, et autres matières d'une importance moindre.

LEMIEUX, DECARIE & BRASSARD,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 3 décembre 1898.

4495-3

Avis public est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un acte autorisant la vente et l'aliénation des parts de la banque Molson, dont il est fait mention dans le testament de feu Dame Anne Kelly, en son vivant marchande de la ville de Sorel, et veuve de feu Martin Foy.

ELIE MAURALT,

Avocat.

Sorel, 12 décembre 1898.

4645-2

corporations and incorporated companies of the said municipality.

HUSMER LANCTOT,

Attorney for petitioners.

Montreal, 6th December, 1898.

4538

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to erect into a town, under the name of "Viauville", the following territory, situated in the county of Hochelaga, to wit :

1. A part of the town of Maisonneuve, comprising the official lots (in great part subdivided) Nos. one, onea and two (1, 1a and 2), of the incorporated village of Hochelaga; these three lots contiguous to each other, are crossed by the public road or the projected Notre Dame street, and bounded in front to the south-east by the river Saint Lawrence, in rear, to the north-west by the limits of the municipality of the incorporated village of Côte de la Visitation, such as fixed by the proclamation of the 25th of October, 1870, erecting the said municipality on the south-west side, partly by the official lot No. 3 (three), of the incorporated village of Hochelaga, and partly by the official lot number one hundred and eighty-five (185), of the said incorporated village of Côte de la Visitation, and on the north-east side by the limits of the parish of Saint Francis of Assise of Longue Pointe.

2. That part of the said parish of Saint Francis of Assise of Longue Pointe, also crossed by the public road, and comprising the official Nos. one, two, three, four, five, six, seven and eight (1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8), of the same parish; bounded in front to the south-east by the river Saint Lawrence, in rear to the north-west by the official lot No. one hundred and eighty-six (186), of the said incorporated village of Côte de la Visitation, on the south-west side by the tract of territory herein above described, contiguous thereto; on the north-east side by the official lot No. 9 (nine), of the said parish of Longue Pointe; the said official lots Nos. five and eight, bounded in rear to the north-west by the said official lot No. 186 (one hundred and eighty-six), of the said village of Côte de la Visitation, said No. eight, of the said parish of Longue Pointe, extending in front to the river Saint Lawrence, while the said number five, of the same parish, reaches only to the public road; said Nos. four and six, of the said parish, are to the north-west of this same road, and the others Nos. one, two, three and seven (1, 2, 3 and 7), of the said parish, are between the said road and the river Saint Lawrence; and for the purpose of granting to the said town corporation all the powers necessary to its existence and to the administration of its business as a town corporation. It will be subject to the law concerning town corporations, except as to the following matters: municipal elections, municipal elections, assessments and taxes, the loans, the powers of the council, the financial administration, and other matters of less importance.

LEMIEUX, DECARIE & BRASSARD,

Solicitors for petitioners.

Montreal, 3rd December, 1898.

4496

Public notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to authorize the sale and conveyance of the shares of the Molson Bank, the mention thereof is made in the will of the late Dame Anne Kelly, in her lifetime merchant of the town of Sorel, and widow of the late Martin Foy.

ELIE MAURALT,

Advocate.

Sorel, 12th December, 1898.

4646

## AVIS

Est par les présentes donné que Honoré Riendeau, Pierre Mailloux, Alphonse Desmarais, Jean Lafond, Louis Tremble, Gaston Pessant, Louis Marcotte, Alexandre R. Mitchell, John Papps, John Noonan, Edward O'Kane, et autres ouvriers mouleurs, tous de la cité de Montréal, formant partie de l'association existant actuellement sous le nom de "l'Union des Mouleurs de Montréal," s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une charte incorporant la dite association sous le nom susdit, ou tout autre, et lui donnant les pouvoirs nécessaires à ces fins.

LEMIEUX, DECARIE & BRASSARD,  
Procureurs des requérants.  
Montréal, 25 novembre 1898. 4389-4

Avis est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la législature de Québec, demande sera faite pour obtenir un bill érigeant en municipalité séparée la paroisse de Saint-Elie d'Orford, dans le canton d'Orford, dans le comté de Sherbrooke, sous le nom de municipalité de la paroisse de Saint-Elie d'Orford, la dite nouvelle municipalité devant comprendre le territoire composant la dite paroisse de Saint-Elie d'Orford, tel que canoniquement érigée, à savoir :

1° Tous les lots du 5e rang du canton d'Orford, depuis le 1er au 12e inclusivement ; 2° Tous les lots du 6e rang du dit canton, depuis le 1er jusqu'au 14e inclusivement ; 3° Tous les lots du 7e rang du dit canton, depuis le 1er jusqu'au 16e inclusivement ; 4° Tous les lots du 8e rang du dit canton, depuis le 1er jusqu'au 8e inclusivement, et depuis le lot 15 jusqu'au 17e inclusivement, dans le même rang ; 5° Tous les lots du 9e rang, depuis le 1er jusqu'au 8e inclusivement, et le lot 15 jusqu'au lot 18 du même rang inclusivement ; 6° Tous les lots du 10e rang, depuis le 1er jusqu'au 9e inclusivement, et depuis le 16e jusqu'au 19e inclusivement ; 7° Tous les lots du 11e rang, depuis le 1er jusqu'au 10e inclusivement, et depuis le 17e jusqu'au lot 20e inclusivement ; 8° Tous les lots du 12e rang, depuis le 1er jusqu'au 11e inclusivement, et depuis le 18e jusqu'au 23e inclusivement ; 9° Tous les lots du 13e rang, depuis le 18e jusqu'au 23e inclusivement ; 10° Tous les lots renversés des rangs A et B du dit canton d'Orford, depuis le lot 16 jusqu'au lot 33 inclusivement.

JULES RICHARD,  
Procureur des requérants.  
Sherbrooke, 28 novembre 1898. 4419-4

Avis est par le présent donné par les Très Révérends Michel Thomas Labrecque, Evêque de Chicoutimi, François Xavier Belley, Vicaire-Général, et les Révérends Chs Léon Parent, Vicaire-Forain, Victor A. Huart, J. Alfred Tremblay, Elzéar Delamarre et Eugène Lapointe, qu'ils demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, leur incorporation sous le nom de "La Société Ecclésiastique de Secours Mutuels du Sacré-Coeur de Jésus de Chicoutimi", dont l'objet est de secourir ses membres actuels et tous ceux qui pourront le devenir, en cas d'infirmité, maladie, veillesse ou incapacité, avec droit d'acquérir, posséder des biens mobiliers et immobiliers pour les fins de la dite société, soumis aux règles, statuts et règlements actuellement en force de la dite société ou qui pourront devenir en force.

L. G. BELLEY,  
Procureur des requérants.  
Chicoutimi, 23 novembre 1898. 4411-4

## AVIS.

La compagnie Canadienne d'Aqueduc et de Force Motrice s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour un acte d'incorporation, la constituant en une compagnie à fonds social avec un capital de \$100,000.00, dans le but de

## NOTICE

Is hereby given that Honoré Riendeau, Pierre Mailloux, Alphonse Desmarais, Jean Lafond, Louis Tremble, Gaston Pessant, Louis Marcotte, Alexandre R. Mitchell, John Papps, John Noonan, Edward O'Kane, and other moulders, all of the city of Montreal, and belonging to the association now existing under the name "The Moulders' Union of Montreal," will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain a charter incorporating the said association, under the said name or any other, and conferring on it the powers necessary for its purposes.

LEMIEUX, DECARIE & BRASSARD,  
Attorneys for petitioners.  
Montreal, 25th November, 1898. 4390

Notice is hereby given that at the next session of the legislature of Quebec, a petition will be presented asking for a Bill erecting into a separate municipality, the parish of Saint Elie d'Orford, in the township of Orford, in the county of Sherbrooke, under the name of municipality of the parish of Saint Elie d'Orford, the said new municipality to include the territory composing the said parish of Saint Elie d'Orford, as canonically erected, to wit :

1. All the lots in the 5th range of the township of Orford, from the 1st to the 12th inclusively ; 2. All the lots in the 6th range of the said township, from the 1st to the 14th inclusively ; 3. All the lots in the 7th range of the said township, from the 1st to the 16th inclusively ; 4. All the lots of the 8th range of the said township, from the 1st to the 8th inclusively, and from the lot 15th to the 17th inclusively, in the same range ; 5. All the lots of 9th range from the 1st to the 8th inclusively, and the lot 15th to the lot 18th of the same range inclusively ; 6. All the lots of the 10th range, from the 1st to the 9th inclusively, and from the 16th to the 19th inclusively ; 7. All the lots of the 11th range from the 1st to the 10th inclusively, and from the 17th to the lot 20th inclusively ; 8. All the lots of the 12th range, from the 1st to the 11th inclusively, and from the 18th to the 23rd inclusively ; 9. All the lots of the 13th range from the 18th to the 23rd inclusively ; 10. All the reversed lots of the ranges A and B of the said township of Orford, from the lot 16th to the lot 33 inclusively.

JULES RICHARD,  
Attorney for the petitioners.  
Sherbrooke, 28th November, 1898. 4420

Notice is hereby given by the Very Reverend Michel Thomas Labrecque, Bishop of Chicoutimi, François Xavier Belley, Vicar General, and the Reverend Chs Léon Parent, Vicar Forain, Victor A. Huart, J. Alfred Tremblay, Elzéar Delamarre and Eugène Lapointe, that they will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for their incorporation under the name of "La Société Ecclésiastique de Secours Mutuels du Sacré-Coeur de Jésus de Chicoutimi," whose object is to help its actual members and those who will become so, in case of infirmity, sickness, old age or incapacity, with the right to acquire and hold movable property and real estate for the purposes of the said society, subject to the rules, statutes and by-laws of the said society now in force or which may hereafter come into force.

L. G. BELLEY,  
Attorney for petitioners.  
Chicoutimi, 23rd November, 1898. 4412

## NOTICE

The Canadian Water and Power Company will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for charter incorporating it as a joint stock company, with a capital of \$100,000.00, for the purpose of building, establishing, maintaining

construire, établir, maintenir et exploiter des aqueducs, des pouvoirs électriques, des téléphones et autres industries, dans les comtés du nord de la province de Québec, aussi avec le pouvoir d'acquiescer des aqueducs, des téléphones et des établissements électriques déjà existants, et de se faire transporter les privilèges et droits actuellement accordés dans la ville de Lachute, comté d'Argenteuil, et dans la paroisse de Sainte-Agathe des Monts, comté de Terrebonne, aussi avec pouvoir d'établir des bureaux dans la province de Québec.

**CHS. ARCHER,**  
Procureur des applicants.  
Saint-Jérôme, 24 novembre 1898. 4437-4

Avis public est par le présent donné que Dame Marie Salomé Labbé, de Québec, veuve de Jean Alphonse Guillet dit Tourangeau, en son vivant du même lieu, écuyer, notaire, en sa qualité de tutrice aux mineurs Alphonse, Alice, Albertine, Roch, Bella et Edith Guillet dit Tourangeau, Demoiselle Henriette Guillet dite Tourangeau, de Québec, fille majeure, Adolphe Guillet dit Tourangeau, de Metzgermette, cultivateur, Demoiselles Anna, Marie-Louise, Adèle et Corinne Guillet dites Tourangeau, de Québec, filles majeures, capitaine John Archibald Fages et capitaine Alfred Octave Fages, de l'endroit appelé Saint Jean d'Iberville, ayant, par jugement rendu par la cour supérieure, à Québec, le 15 juin dernier, fait ordonner le partage définitif des meubles et le partage provisoire des immeubles dont ils sont propriétaires indivis en vertu du testament de feu Jean Guillet dit Tourangeau, s'adresseront à la législature de cette province, pour faire et statuer que le partage provisoire des dits immeubles, prononcé par le dit jugement, soit déclaré définitif; et la dite Dame Marie Salomé Labbé, demandera aussi à la dite législature qu'il lui soit permis de consentir des actes de concession et de vente à constitution de rente foncière des biens immeubles appartenant aux dits mineurs, comme tutrice aux dits mineurs, sans les formalités exigées par la loi pour l'exécution de vente de biens immeubles appartenant à des mineurs.

**DROUIN, PELLETIER & FISET,**  
Procureurs des requérants.  
Québec, 29 novembre 1898. 4421 4

#### AVIS PUBLIC

Est par le présent donné par "The Montreal Protestant House of Industry and Refuge," qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un amendement à sa charte, tel qu'amendé, réduisant la qualification des Gouverneurs à vie de l'Institution.

**ROBERTSON, FLEET & FALCONER,**  
Procureurs des requérants.  
Montréal, 22 novembre 1898. 4313-5

Avis est par les présentes donné que Henry Hogan, propriétaire d'hôtel de la cité et du district de Montreal, et les autres propriétaires intéressés dans l'expropriation de la rue Notre-Dame est, dans le quartier Hochelaga, depuis la rue Frontenac à la rue Moreau, et de la rue Préfontaine aux limites est de la cité de Montréal, demanderont à la législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un acte pour autoriser la cité de Montréal à procéder à l'expropriation des lots et bâtisses nécessaires pour l'élargissement de la rue Notre-Dame, suivant le plan homologué du quartier Hochelaga, avec pouvoir par la cité d'emprunter l'argent nécessaire pour la dite expropriation, et aussi avec pouvoir de prélever sur les propriétés situées sur la rue Notre-Dame, dans le dit quartier, la moitié du coût de l'expropriation, y compris les dommages soufferts par le fait que les procédés en expropriation ont été suspendus et aussi pour autres fins.

**CHS. ARCHER,**  
Procureur des requérants.  
Montréal, 10 décembre 1898. 4667-2

and working water works, electric power, telephone and other industries, in the northern counties of the province of Quebec, with power to acquire water works, telephone and electric establishments already existing, and to obtain a transfer of the privileges and rights at present granted in the town of Lachute, county of Argenteuil, and in the parish of Sainte Agathe des Monts, county of Terrebonne, also with power to establish offices in the province of Quebec.

**CHS. ARCHER,**  
Attorney for applicants.  
Saint Jérôme, 24th November, 1898. 4438

Notice is hereby given that Dame Marie Salomé Labbé, of Quebec, widow of Jean Alphonse Guillet dit Tourangeau, in his lifetime of the same place, esquire, notary, in her quality of tutrix to the minors Alphonse, Alice, Albertine, Roch, Bella and Edith Guillet dit Tourangeau, Miss Henriette Guillet dite Tourangeau, of Quebec, spinster, Adolphe Guillet dit Tourangeau, of Metzgermette, farmer, Misses Anna, Marie Louise, Adèle and Corinne Guillet dites Tourangeau, of Quebec, spinsters, captain John Archibald Fages, and captain Alfred Octave Fages, of the place called Saint Jean d'Iberville, having, by judgment rendered by the superior court, at Quebec, on the 15th of June last, obtained an order for the final partition of the movable effects and the provisional partition of the real estate whereof they are undivided owners in virtue of the will of the late Jean Guillet dit Tourangeau, will apply to the Legislature of this province to declare that the provisional partition of the said real estate, pronounced by the said judgment, be declared definitive; and that the said Dame Marie Salomé Labbé, will also apply to the said Legislature that she be allowed to make deeds of conveyance and of sale upon constituted ground rent of the real estate belonging to the said minors, as tutrix to the said minors, without the formalities required by law for the execution of the sale of real estate belonging to minors.

**DROUIN, PELLETIER & FISET,**  
Attorneys for petitioners.  
Quebec, 29th November, 1898. 4422

#### PUBLIC NOTICE

Is hereby given by "The Montreal Protestant House of Industry and Refuge," that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an amendment to its charter, as amended, reducing the qualification for Life Governors of the Institution.

**ROBERTSON, FLEET & FALCONER,**  
Attorneys for applicants.  
Montreal, 22nd November, 1898. 4314

Notice is hereby given that Henry Hogan, hotel keeper, of the city and district of Montreal, and other proprietors interested in the expropriation of Notre Dame street east, in Hochelaga ward, from Frontenac street to Moreau street, and from Préfontaine street to the east limits of the city of Montreal, will apply to the legislature, at its next session, to obtain the passing of an act for the purpose of authorizing the city of Montreal to proceed to the expropriation of the lots and buildings necessary for widening said Notre Dame street, according to the homologated plan of Hochelaga ward, with power by the said city to borrow the money needed for the said expropriation, as also the power to levy on the properties situated on Notre Dame street, in the said ward, one half of the cost of said expropriation, including the damages suffered by the said interested parties, by the fact of the suspension of the expropriation proceedings, and for other purposes.

**CHS. ARCHER,**  
Attorney for petitioners.  
Montreal, 10th December, 1898. 4668

## AVIS PUBLIC.

La cité de Montréal s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir un acte pour réviser et refondre sa charte et les actes qui l'amendent, pour lui conférer les pouvoirs les plus étendus de législation et d'autonomie, et d'obtenir spécialement des dispositions législatives sur, entre autres sujets, les suivants :

1° Les limites de la cité de Montréal, sa division en quartiers, et sa représentation dans le conseil.

2° La composition du dit conseil, le cens d'éligibilité, ainsi que les droits et pouvoirs du maire et des échevins et les élections.

3° La nomination de commissions, comités, d'officiers et de départements civiques.

4° Le pouvoir de faire tous les règlements nécessaires à l'administration, au bon ordre, à la police, à la paix, à la santé publique, au drainage et aux bâtiments, dans la dite cité, de recenser sa population de temps à autre, de pourvoir aux moyens les plus efficaces de protéger la dite cité contre les épidémies, le feu et les inondations, et d'établir un système de statistiques vitales et des dispositions hygiéniques.

5° L'établissement d'une cour du recorder, ses droits et pouvoirs.

6° Les rôles d'évaluation, les taxes et licences, la prescription, la dépense, le revenu, et le pouvoir d'emprunt.

7° Les rues, les améliorations et travaux municipaux, les expropriations.

8° L'aqueduc, et la taxe de l'eau, les égouts, les trottoirs, la procédure pour la perception des taxes, l'adoption de la mise en vigueur et l'exécution des règlements, le droit d'imposer des pénalités et de condamner à l'amende et à l'emprisonnement, et en général, tous les sujets, matières, droits, pouvoirs, et obligations concernant l'intérêt et la bonne administration de la cité de Montréal.

9° Pour sanctionner les paiements de comptes et de réclamations, jugements, etc., ainsi que les avances faites pour divers services et travaux urgents et indispensables, sous la responsabilité du maire et du trésorier de la cité, et pour autres dépenses minimes, et aussi pour autoriser la dite cité à emprunter certaines sommes d'argent pour faire face à ces obligations et autres de même nature, pour régler et consolider la dette contractée en vertu des statuts 60 et 61 Vict., pour dépenses sur le fonds d'emprunt, pendant les années 1897 et 1898, et qui deviendra due et échu le 1er mai 1899; et aussi pour compléter la contribution d'un million de dollars que le conseil de la dite cité avait été autorisé à emprunter pour les améliorations du hâvre.

L. O. DAVID,  
Greffier de la cité.

Montréal, 8 décembre 1898. 4597-3

Avis est par le présent donné par Vital Raby, marchand épicier, Louis Roch Montbriand, architecte, Amédée Bouchard, notaire, Edouard Latreille, entrepreneur, et Clément Robillard, manufacturier, tous de la cité de Montréal, district de Montréal, qu'ils demanderont à la législature de Québec, à sa prochaine session, leur incorporation sous le nom de "La Compagnie d'assurance de Montréal contre le feu," la dite compagnie devant avoir son bureau principal en la cité de Montréal.

CRESSÉ & DESCARRIES,  
Avocats des requérants.

Montréal, 7 décembre 1898. 4611-3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite par "The Merchants Cotton Company", ci-devant "Merchants Manufacturing Company", à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender l'acte passé par la dite législature, chapitre 67, des statuts 49 et 50 Victoria, sanctionné le vingt-unième jour de juin 1886, à savoir : en augmentant le montant des obli-

## PUBLIC NOTICE.

The city of Montreal shall apply to the legislature of Quebec, at its next session, for an act to revise and consolidate its charter, and the acts amending the same, to confer to said city the most extensive powers of legislation and autonomy, and specially to obtain legislative provisions upon, amongst others, the following subjects :

1. The boundaries of the city of Montreal, its division into wards and its representation in the council.

2. The composition of said council, the qualification, powers and rights of the mayor and aldermen and the elections.

3. The appointment of civic commissions, committees, officials and departments.

4. The power to make by-laws required for the administration, good order, police, peace, public health, drainage and buildings within said city, to take a census of its population from time to time, to provide for the most efficient means of protecting said city against epidemics, fire and floods, and to establish a system of vital statistics and hygienic regulations.

5. The establishment of a Recorder's Court, its rights and powers.

6. The assessment rolls, taxes and licenses, prescription, expenditure, revenue and borrowing power.

7. The streets, municipal improvements and works, and expropriations.

8. The water-works, and water rates, the sewers, sidewalks, the proceedings in connection with the collection of taxes, the passing and enforcement of by-laws, the right to impose penalties, and to condemn to a fine and to imprisonment, and generally, all subjects, matters, rights, powers, and obligations concerning the interest and the good administration of the city of Montreal.

9. To sanction the payment of accounts, claims, judgments, etc., as well as the advances made for various urgent and indispensable services and works, under the responsibility of the Mayor and the City Treasurer, and for other minor expenses, and also to authorize the said city to borrow certain sums of money to meet such liabilities, and other obligations of the same nature, to settle and consolidate the debts incurred under the statutes 60 and 61 Victoria, for expenditure ex-Loan Fund, during the years 1897 and 1898, and which will mature on the 1st of May, 1899; and also to complete the contribution of one million dollars which the council of the said city was authorized to borrow for the harbor improvements.

L. O. DAVID,  
City clerk.

Montreal, 8th December, 1898. 4598

Notice is hereby given by Vital Raby, merchant grocer, Louis Roch Montbriand, architect, Amédée Bouchard, notary, Edouard Latreille, contractor, Clément Robillard, manufacturer, all of the city of Montreal, district of Montreal, that they will apply to the Quebec legislature, at its next session, its incorporation under the name of "La Compagnie d'assurance de Montréal contre le feu", said company to have its chief office in the city of Montreal.

CRESSÉ & DESCARRIES,  
Attorneys for petitioners.

Montreal, 7th December, 1898. 4612

Notice is hereby given that application will be made on behalf of the Merchants Cotton Company, heretofore the Merchants Manufacturing Company, to the legislature of Quebec, at its next session, for an act to amend the act passed by the said legislature, being chapter 67, of the statutes of the year 49 and 50 Victoria, assented to on the twenty-first day of June, 1886, to wit : by increasing the

gations que la dite compagnie est autorisée en vertu du dit acte à émettre de \$200,000 à \$400,000, quatre cent mille piastres et autorisant des obligations jusqu'au montant ci-dessus en dernier lieu mentionné avec ou sans coupons, et avec le pouvoir de donner une hypothèque sur la propriété immobilière de la compagnie en faveur des fidéi-commissaires comme garantie aux porteurs des dites obligations, et dans le but de ratifier et confirmer le règlement No 22 passé par la dite compagnie, le trente-unième jour de mars 1898, avec tous les droits, pouvoirs, privilèges ordinaires, nécessaires ou y ayant rapport qui peuvent être nécessaires ou en rapport à l'émission de telles obligations ou utiles pour atteindre les objets du dit règlement.

McGOUN & ENGLAND,  
Pr. cureurs des requérants,  
The Merchants Cotton Company.  
Montréal, 7 décembre 1898. 4587-3

Avis public est par le présent donné que la compagnie du chemin de fer de Châteauguay et Nord s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour prolonger le temps pour l'achèvement de son chemin de fer et autres travaux, pour vendre un courant de force électrique pour lumière et autres fins et en disposer, pour prolonger sa ligne de chemin de fer jusqu'à la ville de Berthier, au moyen d'un embranchement, pour ratifier la convention entre la compagnie et la municipalité de la paroisse de la Pointe aux Trembles, pour changer la date de son assemblée annuelle, pour acquérir, louer, posséder, gérer et mettre en opérations des hôtels, restaurants, parcs et lieux d'amusement, pour ratifier toutes conventions avec The Montreal Island Belt Line Railway Company, pour augmenter le fonds social de la compagnie et pour d'autres fins.

J. P. MULLARKEY,  
Secrétaire.  
Montréal, 5 décembre 1897. 4599-3

Avis public est par le présent donné que The Windsor Hotel Company, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de consolider les actes concernant la compagnie, pour autoriser l'émission d'un fonds social additionnel et pour obtenir des pouvoirs additionnels concernant l'émission de débetures; pour obtenir le pouvoir d'augmenter de temps à autre le dit fonds social additionnel, selon que la compagnie le jugera à propos dans l'intérêt de ses affaires et pour d'autres fins.

CAMPBELL, MEREDITH,  
ALLAN & HAGUE,  
Solliciteurs des requérants.  
Montréal, 7 décembre 1898. 4591-3

Avis public est par les présentes donné que Jacques Cartier, écrivain, cultivateur, et Delle Virginie Cartier, fille majeure, tous deux de la paroisse de Saint-Antoine, dans le comté de Verchères, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les autorisant, à titre de propriétaires ou autrement, à retirer les dix dix-septièmes des rentes constituées non encore acquittées, créées au nom de Charles Lamothe, en son vivant huissier de la paroisse de Saint-Denis; énumérées les dites rentes constituées, dans un acte de compte-rendu fait par A. M. Archambault, notaire, le 5 mars 1883 et autres documents.

Au cas de paiement du capital des dites rentes à le recevoir, en donner des quittances valables et à ratifier celles données avant aujourd'hui. A poursuivre en justice le recouvrement des dites rentes à défaut de paiement, le tout pour les dix dix-septièmes.

A. M. ARCHAMBAULT,  
Pour les requérants.  
Saint-Antoine 5 décembre 1898. 4565-3

amount of bonds which the said company is authorized to issue from \$200,000 to \$400,000, four hundred thousand dollars and authorizing bonds to the amount last above mentioned with or without coupons, and with power to grant a hypothec upon the immovable property of the company in favour of trustees as security for the holders of such bonds, and for the purpose of ratifying and confirming by-law No. 22 passed by the said company on the thirty-first day of March, 1898, with all the other usual, necessary or incidental rights, powers or privileges that may be necessary or incidental to the issue of such bonds, or conducive to the attainment of the objects of the said by-law.

McGOUN & ENGLAND,  
Attorneys for applicants,  
The Merchants Cotton Company.  
Montreal, 7th December, 1898. 4588

Public notice is hereby given that the Châteauguay and Northern Railway Company will make application to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to extend the time for the completion of its railway and other works, to sell and dispose of electric current and energy for lighting and other purposes, to extend its line of railway to the town of Berthier, by means of a branch line, to ratify the agreement between the company and the municipality of the parish of Pointe aux Trembles, to change the date of its annual meeting, to purchase, lease, own, manage and operate hotels, restaurants, parks and places of amusement, to ratify all agreements with the Montreal Island Belt Line Railway Company, and to increase the capital stock of the Company, and for other purposes.

J. P. MULLARKEY,  
Secretary.  
Montreal, 5th December, 1898. 4600

Public notice is hereby given by and on behalf of the Windsor Hotel Company, that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for an act to consolidate the acts relating to the company; to authorize the issue of additional capital stock, and for additional powers in connection with the issue of debentures, for the purpose of raising from time to time such additional capital as the company may require for the purpose of its business and for other purposes.

CAMPBELL, MEREDITH,  
ALLAN & HAGUE,  
Solicitors for applicants.  
Montreal, 7th December, 1898. 4592

Public notice is hereby given that Jacques Cartier, Esq., farmer, and miss Virginie Cartier, spinster, both of the parish of Saint Antoine, in the county of Verchères, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act authorizing them, as proprietors or otherwise, to withdraw the ten seventeenths of constituted rents not yet paid, created in the name of Charles Lamothe, in his lifetime bailiff, of the parish of Saint Denis; said constituted rents being enumerated in a deed of rendering of account, made by A. M. Archambault, notary, on the 5th of March, 1883, and other documents.

In case of payment of the capital of the said rents, to receive it, give good and valid discharges therefor and to ratify those already given; to sue for the recovery of the said rents in default of payment, the whole for the ten seventeenths.

A. M. ARCHAMBAULT,  
For the petitioners.  
Saint-Antoine, 5th December, 1898. 4566

## AVIS.

Les syndics de la paroisse du Saint-Enfant Jésus du Coteau Saint-Louis s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'autorisation de prélever une répartition sur les franc-tenanciers catholiques de la dite paroisse, ainsi que certains privilèges et pouvoirs, tels que la confirmation de leur élection comme syndics et le droit de contracter des emprunts, conformément aux résolutions des franc-tenanciers, en date du 11 décembre 1898.

G. M. LEPAILLEUR, Ptre Curé,  
Président des syndics.  
Ville Saint-Louis, 12 décembre 1898. 4655-2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer une Compagnie avec pouvoir de contracter pour compléter et mettre en opération aucune entreprise ayant pour objet de fournir la chaleur, lumière, service d'eau ou pouvoir d'eau ou tramway dans aucune municipalité, de placer ses fonds sur premières hypothèques et sur débetures d'aucune corporation municipale ou dans les fonds, bons ou débetures d'aucune compagnie incorporée pour aucuns des susdits objets ou pour d'autres fins.

P. S. G. MACKENZIE,  
Procureur des requérants.  
Richmond, 15 décembre 1898. 4731-2

## Avis Divers

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle* de Québec, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la Compagnie proposée en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "La Compagnie d'Amusements et d'Exhibitions de Valleyfield."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont :

(A) De construire dans la province de Québec, et particulièrement dans la ville de Salaberry de Valleyfield, un patinoir et rond avec auditoire pour le jeu de hockey, pour des joutes de hockey, mascarades et autres jeux d'hiver semblables, d'y tenir des concerts, d'y donner des représentations dramatiques et musicales, construire des baignoires, procurer des jeux et exercices et récréations hygiéniques et instructives, tenir des expositions, conventions, exhibitions, bazars ou tous autres amusements semblables.

(B) De construire, établir, acheter, acquérir, vendre, louer ou entretenir tous terrains et toutes bâtisses qui peuvent être nécessaires pour les dits objets; emprunter sur bons ou autrement, hypothéquer, aliéner ou autrement disposer des dits immeubles et en acquérir d'autres en remplacement.

(C) De louer les dites bâtisses ou aucune d'elle à une ou plusieurs personnes ou compagnies.

(D) Exercer tous les pouvoirs conférés par la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements.

3° La principale place d'affaires et le principal bureau de la Compagnie seront dans la ville de Salaberry de Valleyfield.

4° Le fonds social de la dite Compagnie sera de \$10,000, divisé en quatre cents actions de vingt-cinq piastres, chacune.

5° Les requérants sont : George M. Loy, gérant

## NOTICE.

The trustees of the parish of Saint-Enfant Jésus du Coteau Saint-Louis will apply to the Quebec legislature, at its next session, to obtain an authorization to levy an assessment on the catholic freeholders of the parish, together with certain privileges such as the ratification of their election as trustees, and the power to negotiate loans, pursuant with the resolutions of the freeholders, dated the 11th December, 1898.

G. M. LEPAILLEUR, Parish-priest,  
President of the trustees.  
Ville Saint Louis, 12th December, 1898. 4656

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate a company with power to contract for, complete and operate any enterprise having for its object the supplying of heat, light, water or power or tramway service in any municipality, to invest its funds in first hypothecs and in the debentures of any municipal corporation or in the stock, bonds or debentures of any company incorporated for any of the foregoing objects, or for other purposes.

P. S. G. MACKENZIE,  
Attorney for applicants.  
Richmond, 15th December, 1898. 4732

## Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that, within one month from the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec in council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the "Joint Stock Companies' Act," incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter set forth :

1. The proposed name of the company will be "La Compagnie d'Amusements et d'Exhibitions de Valleyfield."

2. The purposes for which its incorporation is sought are :

(A) To erect in the province of Quebec, and particularly in the town of Salaberry de Valleyfield, a skating rink with a hall for the game of hockey, hockey matches, mascarades and other such winter sports, to hold concerts there and to give musical and dramatic representations, to construct baths, to procure hygienic and instructive games and exercises, to hold exhibitions, meetings, bazars or other like amusements.

(B) To erect, establish, buy, purchase, sell, lease or otherwise hold all lands and all buildings that may be necessary for the said purposes; to borrow on debentures or otherwise, to hypothecate, alienate or otherwise dispose of the said immovables and to acquire others to replace them.

(C) To lease the said buildings or any of them to one or more persons or companies.

(D) To exercise all the powers given by the joint stock companies act and amendments.

3. The principal place of business and the head office of the said company will be in the town of Salaberry de Valleyfield.

4. The capital stock of the said company will be \$10,000, divided into four hundred shares of twenty-five dollars each.

5. The petitioners are : George M. Loy, factory

de manufacture ; Narcisse Langevin, marchand ; David Frank Smith, comptable ; Joseph Adélaré Trottier, bijoutier, et Charles T. Verner, imprimeur, demeurant tous en la ville de Salaberry de Valleyfield, dans le district de Beauharnois, lesquels seront les premiers directeurs de la Compagnie et sont tous sujets de Sa Majesté.

R. S. JORON,

Procureur des requéants.

Salaberry de Valleyfield, 15 décembre 1898.

4753

Province de Québec, }  
District de Montréal. }

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par William Mitchell, de Drummondville, dans la province de Québec, gérant du chemin de fer ; David Mitchell, de Forestdale, dans la dite province de Québec, marchand de bois ; Vivian Burrill, de Forestdale susdit, marchand ; Charles Burrill, de Shawenegan, dans la dite province de Québec, contre-maître de moulin, et Joseph Patrick, de la dite cité de Montréal, marchand, pour l'incorporation par lettres-patentes d'une compagnie en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, sous le nom de "The Burrill Lumber Company", dans les buts en général de manufacturer, faire des affaires et vendre comme marchands en général et plus particulièrement pour manufacturer, vendre toute espèce de bois, écorces de pruche, dormants de chemin de fer, poteaux de télégraphe et de téléphone, bois de pulpe, bois de corde, charbon et combustible et en faire le commerce. De manufacturer toute espèce de bois dur et articles en bois dur et en faire le commerce. De posséder et mettre des moulins à scie en opération. De manufacturer la pulpe et le bois de pulpe et de posséder et mettre en opérations des moulins et manufactures pour manufacturer la pulpe, d'acquérir et travailler des limites à bois et des terres à bois et en disposer. De posséder, construire, maintenir et mettre en opérations des écluses, glissoires, sluices, etc., dans les buts d'acquérir des pouvoirs d'eau pour la descente du bois, etc. De posséder, construire, maintenir et mettre en opération tous chemins ou voies et tramways mus par chevaux, vapeur, pouvoir électrique ou autre pouvoir convenable, et dans ce but de posséder, ériger, mettre en opération et maintenir des lignes et poteaux de télégraphe et de téléphone ; et en général d'acquérir, posséder et maintenir tous les meubles et immeubles qui peuvent être utiles aux objets de la compagnie et lorsqu'il sera à propos de les vendre et en disposer. D'agir comme agents pour autres faisant les mêmes affaires ou affaires semblables ou aucune partie ou parties d'icelles.

La principale place d'affaires sera à Burrill's Siding, paroisse de Shawenegan, dite province de Québec.

Le fonds social sera de trente mille piastres, divisé en trois cents actions de cent piastres chacune.

Les dits William Mitchell, David Mitchell, Vivian Burrill, Charles Burrill et Joseph Patrick seront les premiers directeurs de la compagnie, lesquels sont tous résidents en Canada et sont sujets de Sa Majesté.

LIGHTHALL & LIGHTHALL,

Notaires des requérants.

Montréal, 2 décembre 1898.

4501-3

AVIS PUBLIC

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite par les requérants ci-dessous mentionnés, à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, pour obtenir une charte par lettres patentes, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, les constituant en corporation et corps politique, sous le nom et pour les fins ci-après :

manager ; Narcisse Langevin, merchant ; David Frank Smith, accountant ; Joseph Adélaré Trottier, jeweller, and Charles T. Verner, printer, all residing in the town of Salaberry de Valleyfield, in the district of Beauharnois, who will be the company's first directors and who are all subjects of Her Majesty.

R. S. JORON,

Attorney for petitioners.

Salaberry de Valleyfield, 15th December, 1898.

4754

Province of Québec, }  
District of Montréal. }

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to the lieutenant governor of the province of Québec, by William Mitchell, of Drummondville, in the province of Québec, railroad manager ; David Mitchell, of Forestdale, in said province of Québec, lumber merchant ; Vivian Burrill, of Forestdale aforesaid, merchant ; Charles Burrill, of Shawenegan, in said province of Québec, mill foreman, and Joseph Patrick, of the said city of Montréal, merchant, for incorporation by letters patent as a company under the Joint Stock Companies Incorporation Act ; under the name of "The Burrill Lumber Company," for the purposes generally of manufacturing, trading and selling as general merchants and more particularly for the manufacture, dealing in and selling of all kinds of timber and lumber, hemlock bark, railway ties, telegraph and telephone poles, pulp wood, cord wood, coal and fuel. To manufacture and deal in all kinds of hard wood and hard wood wares. To own and to operate saw mills. To manufacture pulp and pulp wood and to own and to operate mills and factories for the manufacture of pulp. To acquire, work and dispose of timber limits and timber lands. To own, build, maintain and operate dams, slides, sluices, &c., for water power purposes and for driving lumber, timber, &c. To own, build, maintain and operate all such roads, road ways and tramways to be operated by horse, steam, electric or other suitable power ; and for all and each of the purposes of the business to own, erect, operate and maintain telegraph and telephone lines and poles ; and generally to acquire, own and hold all such real estate and moveable property as may be expedient for the purposes of the company and when expedient to sell and dispose of the same. To act as the agents of others doing the same or analogous business or any part or parts thereof.

The chief place of business shall be at Burrill's Siding, parish of Shawenegan, said province of Québec.

The capital stock shall be thirty thousand dollars in three hundred shares of one hundred dollars each.

The said William Mitchell, David Mitchell, Vivian Burrill, Charles Burrill and Joseph Patrick are to be the first directors of the company and all are resident in Canada and are subjects of Her Majesty.

LIGHTHALL & LIGHTHALL,

Notaries for the applicants.

Montreal, 2nd December, 1898.

4502

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that application will be made by the undersigned petitioners to His Honor the lieutenant governor in Council, for a charter under letters patent in virtue of the law governing the incorporation of joint stock companies, incorporating them as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter set forth, viz :

1° Le nom de la dite compagnie sera "La Compagnie de ferronnerie du Canada, (Limitée)" "The Canada Hardware Company, (Limited)".

2° Les fins pour lesquelles l'incorporation est demandée sont : vendre et faire le commerce de ferronneries et quincailleries et de toutes matières se rapportant au dit commerce ; d'objets en métal, bois, cuir, papier-maché, caoutchouc, colluloïde ou autres substances analogues ou pouvant en tenir lieu.

3° Le principal établissement de la dite compagnie sera à Montréal.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de cinquante mille dollars, divisé en actions de cent dollars chacune.

5° Les noms, profession et résidence des requérants sont comme suit : Israël Louis Lafleur, marchand de fer, de la cité de Montréal, domicilié en la paroisse de Notre-Dame de Grâce ; Joseph Adolphe Médéric St-Arnaud, commis-voyageur, de Montréal ; François-Xavier Eugène Panneton, marchand, de la ville des Trois-Rivières ; P. Elisée Panneton, banquier, de la ville des Trois-Rivières, et Hyacinthe Beauchemin, contracteur, de la ville de Sorel, tous ces dits lieux dans la province de Québec, qui seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

EMARD, MARECHAL &  
TASCHEREAU,

Procureurs des requérants.

Montréal, 30 novembre 1898.

4417-4

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres-patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, et dans les buts ci-après mentionnés, à savoir :

(a) Le nom collectif proposé de la Compagnie sera The J. S. Prince Company (en commandite).

(b) L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de faire en général le commerce d'ameublement de bureaux et de maisons ; de manufacturer, acheter, importer, vendre, louer ou échanger tous les articles, biens ou effets qui entrent ou peuvent entrer dans le fonds de commerce de telles affaires, et de plus d'acquérir et prendre toutes affaires semblables déjà établies et transigées dans la cité de Montréal.

(c) Le montant du fonds social de la dite Compagnie sera de \$20,000, divisé en 400 actions de \$50 chacune.

(d) La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal.

(e) Les noms, résidences et professions des requérants sont comme suit : John Samuel Prince, gérant ; Rasmus Nelson Tombyll, manufacturier ; Thomas Ligget, marchand ; Thomas John McCarthy, commerçant ; Thomas Tombyll, marchand ; et Dame Alida Bruton, commerçante, tous de la cité de Montréal. Les dits John Samuel Prince, Thomas Ligget et Thomas John McCarthy seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

D. R. MURPHY,

Solliciteur des requérants.

Montréal, 13 décembre 1898.

4675-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, sous le Grand Sceau, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir

1. The name of the company shall be "The Canada Hardware Company (Limited)". "(La compagnie de ferronneries du Canada, (Limitée))."

2. The purposes for which the incorporation is asked for are : to sell and deal in hardware and all matters pertaining to said trade ; and in articles in metal, wood, leather, *paper maché*, rubber, celluloid or other substances of a similar nature or which may take the place thereof.

3. The principal place of business of the company shall be in the city of Montreal.

4. The amount of the capital stock of the company shall be fifty thousand dollars, divided into shares of one hundred dollars each.

5. The names, occupation and residence of the petitioners are as follows : Israël Louis Lafleur, hardware merchant, of the city of Montreal, domiciled in the parish of Notre Dame de Grâce ; Joseph Adolphe Médéric St-Arnaud, commercial traveller, of Montreal ; François-Xavier Eugène Panneton, merchant, of the city of Three Rivers ; P. Elisée Panneton, banker, of the city of Three Rivers ; and Hyacinthe Beauchemin, contractor, of the city of Sorel, all those places in the province of Quebec, who shall be the first directors of the said company.

EMARD, MARECHAL &  
TASCHEREAU,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 30th November, 1898.

4418

Notice is hereby given that within one month from the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant-governor of the province of Quebec in council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the "Joint Stock Companies' Act", incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter set forth, viz :

(a) The proposed corporate name of the company is "The J. S. Prince Company, Limited" ;

(b) The object for which incorporation is sought is to carry on the business of general dealers in office and household furniture and furnishings ; to manufacture, buy, import, sell, lease or exchange all articles, chattels or goods that enter or may enter into the stock-in-trade of such a business ; and further to acquire and take over any similar business already established and carried on in the city of Montreal ;

(c) The amount of the capital stock of the said company shall be \$20,000, divided into 400 shares of \$50 each ;

(d) The principal place of business of the said company shall be in the city of Montreal ;

(e) The names, occupation and residence of each of the applicants is as follows : John Samuel Prince, manager ; Rasmus Nelson Tombyll, manufacturer ; Thomas Ligget, merchant ; Thomas John McCarthy, trader ; Thomas Tombyll, merchant, and Dame Alida Bruton, trader, all of the city of Montreal. The said John Samuel Prince, Thomas Ligget and Thomas John McCarthy shall be the first, or provisional, directors of the said company.

D. R. MURPHY,

Solicitor for Applicants.

Montreal, 13th December, 1898.

4676

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor in council for a charter of incorporation by letters patent under the great Seal, under "The Joint Stock Companies' Incorporation Act" and amendments, constituting the petitioners and such other as may hereinafter become shareholders in the company projected, a

actionnaires de la compagnie projetée, en corps politique et incorporé, sous le nom et pour les fins ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la compagnie sera " La compagnie d'éclairage électrique du village de Mégantic."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont :

(a) De construire, ériger, mettre en opérations et exploiter des usines fonctionnant soit par la vapeur, soit par l'eau pour produire de l'électricité aux fins de fournir aux habitants et aux corporations des villages de Mégantic, comté de Compton, et d'Agnès, comté de Beauce, ainsi qu'à toutes autres personnes ou corporations résidant dans les limites des dits comtés, l'éclairage, le chauffage et des pouvoirs moteurs électriques.

(b) D'avoir le privilège de planter des poteaux et de poser des fils et des lampes dans les rues, ruelles, places publiques et sur les routes et chemins dans toutes cités, villes, municipalités de village ou rurale dans les dits comtés de Compton et de Beauce, et spécialement dans les villages de Mégantic et d'Agnès, quand la compagnie le jugera à propos ; aussi d'obtenir le droit de poser des fils et des tuyaux sous terre quand cela paraîtra nécessaire.

(c) De se servir de tout pouvoir d'eau, et à cette fin de construire et entretenir des écluses et autres constructions tels que canaux pour l'utilité des travaux soit sur la rive, soit dans le lit de toute rivière située dans les dits comtés de Compton et de Beauce ; pour cela entrer sur les lots ou terrains, examiner et arpenter sur la ligne des cours d'eau et y construire tous ponts, traverses, aqueducs ou canaux, y planter des poteaux et y poser des fils conducteurs, le tout sous ou sur tout terrain public ou privé.

(d) De vendre, louer ou donner à bail à toutes personnes, compagnies et corporations aux prix, taux et conditions à être débattus entre la compagnie et ses clients, les fils, lampes, compteurs, moteurs, appareils de chauffage et tous autres appareils et fournitures se rattachant à l'électricité, poser et installer les dits appareils.

(e) Enfin et de plus faire les affaires de manufacturiers et marchands en général pour toutes les fins des opérations de la compagnie.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans le village de Mégantic, dans le comté de Compton, province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de \$10,000.

5° Le nombre des actions est de 200 et le montant de chaque action est de \$50.

6° Les noms, adresses et professions de chaque requérant, sont : le révérend Joseph Eugène Choquette, prêtre, desservant de la mission de Sainte-Agnès de Ditchfield, comté de Beauce ; Louis Bécigneul, marchand, Michel Couture, marchand, Georges Amédée Codère, médecin, Albert E. Morissette, agent de station, Frank J. Murray, hôtelier, et Charles Alphonse Léger, marchand, tous du village de Mégantic, comté de Compton. Les cinq requérants en premier lieu nommés seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la compagnie.

A. BÉCIGNEUL,

Procureur des requérants.

Village de Mégantic, 2 décembre 1898. 4539.3

#### AVIS PUBLIC

Avis public est par le présent donné que Rufus Georges Kimpton, hôtelier, d'Abenakis Spring, Henry Wilfrid Prendergast, liquidateur, de la cité de Montréal, Carl W. Kimpton, agent d'assurance, de Philadelphie, dans l'état de Pensilvanie, des États-Unis d'Amérique, Jules Allard, avocat, de Saint-François du Lac, James W. Withell, bourgeois, de la cité de Montréal, s'adresseront par une requête à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, pour obtenir l'émission de lettres patentes sous le grand Sceau, octroyant une charte à l'effet de cons-

body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is "The Electric Lightning Company of the village of Megantic."

2. The purposes for which its incorporation is required are :

(a) To construct, erect and operate any manufactories running either by steam or by water power to generate electricity for the purposes of supplying the inhabitants and corporations of the village of Mégantic, county of Compton, and of the village of Agnès, county of Beauce, as well as all other persons or corporations within the limits of the said counties, the electric light, the heating and electric motors.

(b) To have the privilege of placing poles, wires and lamps in the streets, lanes and public places, and along and across public roads and highways in any city, town, village or rural municipality in the said counties of Compton and Beauce, and specially in the villages of Mégantic and Agnès, when the same may be found advisable by the company ; still the right to lay its wires and pipes underground when the same is necessary.

(c) To use any water-power, and for such purpose may construct and maintain the necessary dams and other constructions and such canal as may be required for their works either on the bank or in the bed of any river situated in the said counties of Compton and Beauce, and for such purpose may enter into and survey lots on the line of waterways and make all bridges, crossings, aqueducts or canals, to place poles and wires, under or over any public or private grounds, for the purposes above mentioned.

(d) To sell, hire and rent to any persons, companies or corporations, at the prices, rates and conditions to be agreed upon by the company and its customers, the wires, lamps, meters, heating apparatus and all other gearings and accessories connected with electricity and to set the said apparatus and accessories.

(e) And further to carry on the business of manufacturers and general merchants, for all the purposes of the operations of the company.

3. The chief place of business of said company is to be in the village of Megantic, in the county of Compton, province of Quebec.

4. The proposed amount of the capital stock is \$10,000.

5. The number of shares is 200 and the value of each share is \$50.

6. The names, address and calling of each of the petitioners, are : the reverend Joseph Eugène Choquette officiating curate of the mission of Sainte-Agnès de Ditchfield, county of Beauce, Louis Bécigneul, merchant, Michel Couture, merchant, Georges Amédée Codère, physician, Albert E. Morissette, station agent, Frank J. Murray, hotel keeper, and Charles Alphonse Léger, merchant, all of the village of Megantic, county of Compton. The five petitioners firstly above named will be the first or provisional directors of the said company.

A. BECIGNEUL,

Attorney for petitioners.

Village of Megantic, 2nd December, 1898. 4540

#### PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given that Rufus Georges Kimpton, hotelkeeper, of Abenakis Spring, Henry Wilfrid Prendergast, liquidator, of the city of Montreal, Carl W. Kimpton, insurance agent, of Philadelphia, in the State of Pennsylvania, in the United States of America, Jules Allard, advocate, of Saint François du Lac, James W. Withell, gentleman, of the city of Montreal, will apply by petition to His Honor the lieutenant governor, to obtain the issue of letters patent, under the great Seal, granting a charter to incorporate the petitioners and any other

tituer les requérants et toutes autres personnes qui pourraient devenir actionnaires de la compagnie dont ils projettent la formation en corporation et corps politique.

Le nom de cette compagnie sera "The Abenakis Spring Hotel Company, (Limitée)." "

L'objet de cette compagnie est d'acheter, louer, construire et exploiter un ou plusieurs hôtels, d'acheter des terrains dans le but de construire des hôtels, les exploiter ou les faire exploiter.

Le principal lieu d'affaires de la compagnie sera la cité de Montréal, dans le district de Montréal, dans la province de Québec.

Le chiffre de son fonds social sera de \$50,000, à être divisé par 5,000 parts de \$10.00 chacune.

Les dits requérants, qui sont tous sujets de Sa Majesté et résident tous dans la province de Québec, à l'exception de Carl W. Kimpton, seront les premiers directeurs de la compagnie.

GONZALVE DESAULNIERS,

Procureur des requérants.

Montréal, 1er décembre 1898. 4451-4

Je, soussigné, donne avis par les présentes, qu'à une assemblée générale des actionnaires de la société d'imprimerie de Waterloo, tenue à son bureau d'affaires, à Waterloo, P. Q., le dixième jour de décembre courant, il a été passé une résolution pour la liquidation et la dissolution de la dite société.

J. A. CHAGNON,

Sec. Soc. d'Imp. de Waterloo.

Waterloo, 17 décembre 1898. 4775

**CORPORATION MUNICIPALE DU COMTE DE PORTNEUF.**

Avis public est par les présentes donné par Léonidas Praxède Bernard, secrétaire-trésorier.

Que le conseil municipal du comté de Portneuf, à une session générale, tenue à Cap Santé, le quatorzième jour du mois de septembre dernier (1898), a adopté une résolution, conformément à l'article 41 du code municipal, annexant à la municipalité du canton Bois, les 9e, 10e, 11e et 12e rangs du canton Colbert, et cette partie de la seigneurie Perthuis, située au nord-ouest de la rivière Noire.

Que cette résolution a été approuvée par arrêté en conseil de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, en date du trente novembre dernier, conformément au dit article 41 C. M.

A Cap Santé, bureau du conseil municipal du comté de Portneuf, ce 9e jour de décembre 1898.

L. P. BERNARD,

Sec.-Trés. C. M. C. P.

4623-2

Province de Québec, }  
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*  
No 239.

Mary Ann Law Guilmartin, de la paroisse de Saint-Michel, épouse de Onésiphore Ernest Talbot, du même lieu, cultivateur, et membre de la Chambre des Communes du Canada, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Onésiphore Ernest Talbot, de la paroisse de Saint-Michel, dans le district de Montmagny, Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur.

CARON, PENTLAND & STUART,

Procureurs de la demanderesse.

Montmagny, 21 décembre 1898. 4781

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Saint-François }  
No. 101.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, dans la dite Cour, par Dame Délima Forgues, du canton de Dudswell, dans le district de

persons who may become shareholders in the proposed company a body politic.

The name of this company shall be "The Abenakis Spring Hotel Company (Limited)."

The object of this company is to buy, rent, construct, carry on and conduct hotels, purchase lands with the object of building, conducting or having conducted hotels.

The head office of the said company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal, in the province of Quebec.

The amount of its capital stock will be \$50,000, to be divided into 5,000 shares of \$10.00 each.

The said petitioners who are all subjects of Her Majesty and all residents in the province of Quebec, to the exception of Carl W. Kimpton, will be the first directors of the company.

GONZALVE DESAULNIERS,

Solicitor for applicants.

Montreal, 1st December, 1898. 4452

I, the undersigned, hereby give notice that at a general meeting of the shareholders of La Société d'Imprimerie de Waterloo, held at its place of business, at Waterloo, P. Q., on the tenth day of December instant, a resolution was passed for the liquidation and dissolution of the said society.

J. A. CHAGNON,

Sec. Soc. d'Imp. de Waterloo.

Waterloo, 17th December, 1898. 4776

**MUNICIPAL CORPORATION OF THE COUNTY OF PORTNEUF.**

Public notice is hereby given by Léonidas Praxède Bernard, secretary treasurer.

That the municipal council for the county of Portneuf, at an ordinary session held, the fourteenth day of the month of September last, (1898), has adopted a resolution pursuant to the article 41 of the municipal code, annexing to the municipality of the township Bois, the 9th, 10th 11th and 12th ranges, of the township Colbert, and that part of the seignory Perthuis, situated on the north west side of the river Noire.

That this resolution has been approved by an order in council of His Honor the Lieutenant Governor, the thirtieth day of the month of November last, pursuant to the said article 41 M. C.

At Cap Santé, office of the municipal council for the county of Portneuf, this 9th day of December, 1898.

L. P. BERNARD,

Secy treas. M. C. P. C.

4624

Province of Quebec, }  
District of Montmagny. } *Superior Court.*  
No. 239.

Mary Ann Law Guilmartin, of the parish of Saint-Michel, wife of Onésiphore Ernest Talbot, of the same place, farmer, and member of the House of Commons of Canada, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

Onésiphore Ernest Talbot, of the parish of Saint-Michel, in the district of Montmagny, Defendant.

An action in separation from bed and board and in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant.

CARON, PENTLAND & STUART,

Attorneys for plaintiff.

Montmagny, 21st December, 1898. 4782

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Saint Francis, }  
No. 101.

An action for separation of property has been, this day, instituted in the said Court by Dame Delima Forgues, of the township of Dudswell, in the

Saint-François, épouse commune en biens de Pierre A. Lessard, du même lieu, marchand de bois, dûment autorisée à poursuivre son dit époux Pierre A. Lessard.

JOHN LEONARD,  
Procureur de la demanderesse.

Daté, 20 décembre 1898. 4833

Canada, }  
Province de Québec, }  
District de St-François }  
No 122. } *Cour Supérieure.*

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, dans la dite cour, par Dame Hattie Louisa Stacy, du canton de Dudswell, dans le district de Saint-François, épouse de Stewart William Bishop, ci-devant du canton de Dudswell, dans le dit district, commerçant, maintenant absent aux États-Unis d'Amérique dans des lieux inconnus à la demanderesse, dûment autorisée à poursuivre son dit époux, Stewart William Bishop.

JOHN LEONARD,  
Procureur de la demanderesse.

Daté, 20 décembre 1898. 4831

Province de Québec, }  
District de Beauharnois. }  
No 473. } *Cour Supérieure.*

Dame Isabella Kerr, de Athelstan, dans le canton Hinchinbrooke, et district de Beauharnois, épouse commune en biens de Bernard O'Connor, fromager, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Bernard O'Connor, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le dit défendeur.

MCCORMICK & CLAXTON,  
Procureurs de la demanderesse.

Beauharnois, 2 décembre 1898. 4621-2

Province de Québec }  
District de Joliette }  
No. 2988. } *Cour Supérieure*

Dame Héloïse Goulet, de la paroisse de Saint-Cuthbert, district de Joliette, épouse de Onésime Bourgeault, cultivateur, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse. a, ce jour, instituée une action en séparation de biens contre le dit Onésime Bourgeault, du même lieu, défendeur.

VICTOR ALLARD,  
Avocat de la demanderesse.

Joliette, 5 décembre 1898. 4689-2

Province de Québec, }  
District de Bedford. }  
No 6407. } *Cour Supérieure.*

Dame Angéline Grégoire, du village de Granby, dans le district de Bedford, épouse de Ludger Gauthier, commerçant, du même lieu, Demanderesse ;

vs.

Le dit Ludger Gauthier, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, en cette cause.

THIBAUT & JACQUES,  
Avocats de la demanderesse.

Sweetsburg, 29 novembre 1898. 4455-4

Province de Québec, }  
District de Montréal. }  
No. 1540. } *Cour Supérieure*

Malvina Rousseau, de Montréal, épouse de Maxime Gervais, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Maxime Gervais, contracteur, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens est intentée en cette cause.

LOUIS MASSON,  
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 6 décembre 1898. 4529-3

district of Saint Francis, wife commune en biens of Pierre A. Lessard, of the same place, lumber merchant, duly authorized to sue her said husband Pierre A. Lessard.

JOHN LEONARD,  
Attorney for Plaintiff.

Dated, December 20th, 1898. 4834

Canada, }  
Province of Quebec, }  
District of Saint Francis. }  
No. 122. } *Superior Court.*

An action for separation of property has been, this day, instituted in the said court, by Dame Hattie Louisa Stacy, of the township of Dudswell, in the district of Saint Francis, wife of Stewart William Bishop, heretofore of the township of Dudswell, in said district, trader, and now absent in some place unknown to plaintiff, in the United States of America duly authorized to sue her said husband, Stewart William Bishop.

JOHN LEONARD,  
Attorney for plaintiff.

Dated, 20th December, 1898. 4832

Province of Quebec, }  
District of Beauharnois. }  
No. 473. } *Superior Court.*

Dame Isabella Kerr, of Athelstan, in the township of Hinchinbrooke, and district of Beauharnois, wife common as to property of Bernard O'Connor, cheese-maker of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Bernard O'Connor, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, against the said defendant.

MCCORMICK & CLAXTON,  
Attorneys for plaintiff.

Beauharnois, 2nd December, 1898. 4622

Province of Quebec, }  
District of Joliette. }  
No. 2988. } *Superior Court.*

Dame Heloise Goulet, of the parish of Saint Cuthbert, district of Joliette, wife of Onésime Bourgeault, farmer, and duly authorized to sue, plaintiff, has, this day, instituted an action for separation of property against the said Onésime Bourgeault, of the same place, defendant.

VICTOR ALLARD,  
Attorney for plaintiff.

Joliette, 5th December, 1898. 4690

Province of Quebec, }  
District of Bedford. }  
No. 6407. } *Superior Court.*

Dame Angéline Grégoire, of the village of Granby, in the district of Bedford, wife of Ludger Gauthier, trader, of the same place, Plaintiff ;

vs.

The said Ludger Gauthier, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, this day.

THIBAUT & JACQUES,  
Attorneys for plaintiff.

Sweetsburg, 29th November, 1898. 4456

Province of Quebec, }  
District of Montreal. }  
No. 1540. } *Superior Court.*

Malvina Rousseau, of Montreal, wife of Maxime Gervais, of the same place, duly authorized to sue, Plaintiff ;

vs.

Maxime Gervais, contractor, of the same place, Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this cause.

LOUIS MASSON,  
Attorney for plaintiff.

Montreal, 6th December, 1898. 4530

Province de Québec, }  
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure*  
No. 587.

Dame Victoria Leblanc, de la cité de Hull, dans le district d'Ottawa, épouse commune en biens de Maxime Lavigne, du même lieu, marchand et commerçant, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Maxime Lavigne, de la dite cité de Hull, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le dit défendeur.

MAJOR & GOYETTE,  
Procureurs de la demanderesse.  
Hull, 5 décembre 1898. 4671-2

Province de Québec, }  
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*

Avis est par les présentes donné que Dame Malvina Charpentier, de la paroisse de Saint-Alexandre, dans le district d'Iberville, épouse de Solyme Allard, du même lieu, mais actuellement et temporairement dans la paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand, dit district, a institué une action en séparation de biens contre son dit époux devant la dite cour.

P. A. CHASSÉ,  
Avocat de la demanderesse.  
Saint-Jean, 26 novembre 1898. 4305-5

*Cour Supérieure—Quebec.*  
No 1376.

Henriette Cardinal, épouse commune en biens de Prosper Boulanger, de Québec, entrepreneur maçon, dûment autorisée, Demanderesse ;

vs

Le dit Prosper Boulanger, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

DROUIN, PELLETIER & FISET.  
Québec, 23 novembre 1898. 4331-5

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Saint-François.

Alice B. Sweeney, du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, épouse de Walter H. Sylvester, du dit canton de Stanstead, cultivateur, Demanderesse ;

et

Le dit Walter H. Sylvester, Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

CATE, WELLS & WHITE,  
Procureurs de la demanderesse.  
Sherbrooke, 15 novembre 1898. 4447-4

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Saint-François.  
No 106.

Dame Lillian Albertia Meigs, de la ville de Magog, dans le district de Saint-François, épouse de John Patrick Heath, du même lieu, commis, dûment autorisée pour les fins présentes à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit John Patrick Heath, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

L. C. BELANGER,  
Procureur de la demanderesse.  
Sherbrooke, 5 décembre 1898. 4581-3

Province of Quebec, }  
District of Ottawa. } *Superior Court.*  
No. 587.

Dame Victoria Leblanc, of the city of Hull, in the district of Ottawa, wife common as to property of Maxime Lavigne, of the same place, merchant and trader, and duly authorized to ester in justice, Plaintiff ;

vs.

The said Maxime Lavigne, of said city of Hull, Defendant.

An action of separation as to property has been instituted, this day, against the said defendant.

MAJOR & GOYETTE,  
Attorneys for plaintiff.  
Hull, 5th December, 1898. 4680

Province of Quebec, }  
District of Iberville. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Dame Malvina Charpentier, of the parish of Saint-Alexandre, in the district of Iberville, wife of Solyme Allard, of the same place, but actually and temporarily residing in the parish of Saint-Grégoire-le-Grand, said district, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband before the said court.

P. A. CHASSÉ,  
Attorney for plaintiff  
Saint Johns, 26th November, 1898. 4306

*Superior Court—Quebec.*  
No. 1376.

Henriette Cardinal, wife common as to property of Prosper Boulanger, of Quebec, contractor, duly authorized, Plaintiff ;

vs.

The said Prosper Boulanger, Defendant.

An action of separation as to property has been issued in this cause.

DROUIN, PELLETIER & FISET.  
Québec, 23rd November, 1898. 4332

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Saint Francis.

Alice B. Sweeney, of the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, wife of Walter H. Sylvester, of the said township of Stanstead, farmer, Plaintiff ;

and

The said Walter H. Sylvester, Defendant.

An action for separation from bed and board has been, this day, instituted in this cause.

CATE, WELLS & WHITE,  
Attorneys for plaintiff.  
Sherbrooke, 15th November, 1898. 4448

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Saint Francis.  
No. 106.

Dame Lillian Albertia Meigs, of the town of Magog, in the district of Saint Francis, wife of John Patrick Heath, of the same place, clerk, duly authorized for the ends hereof to ester in justice, Plaintiff ;

vs.

The said John Patrick Heath, Defendant.

An action for separation of property has been instituted, this day, by plaintiff against defendant.

L. C. BELANGER,  
Attorney for plaintiff.  
Sherbrooke, 5th December, 1898. 4582

**Paissance du Canada,**  
**Province de Québec,**  
**District de Montréal.** } *Cour Supérieure.*  
 No 2586.  
**Francis John Hicks, des cité et district de Mont-**  
**réal, commerçant,** Demandeur ;  
 vs.  
**Dame Mary Griffith, du même lieu, épouse com-**  
**munne n biens du dit Francis J. Hicks, et par lui**  
**dûment autorisée,** Défenderesse.  
 Une action en séparation de corps et de biens a  
 été instituée ce jour.  
**GILMAN & BOYD,**  
 Procureurs du demandeur.  
 Montréal, 17 novembre 1898. 4301-5

**Dominion of Canada,**  
**Province of Quebec,**  
**District of Montreal,** } *Superior Court.*  
 No. 2586.  
**Francis John Hicks, of the city and district of**  
**Montreal, trader,** Plaintiff ;  
 vs.  
**Dame Mary Griffith, of the same place, wife com-**  
**mon as to property of said Francis J. Hicks, and**  
**by him duly authorized,** Defendant.  
 An action for separation as to bed and board has  
 been instituted this day.  
**GILMAN & BOYD,**  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 17th November, 1898. 4302

**BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.**

**SECTION DE BEDFORD—SECTION OF BEDFORD.**

Candidats aux examens du mois de janvier 1899.—Candidates at the examinations of the month of January, 1899.

Noms. — Names	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.	Maisons d'éducation. — Education establishment.
Ahern . . . .	Thomas Patrick . .	25 ans—years . .	Sweetsburg . . . . .	Collège St-Joseph, Memramcook, N. B. Berthier Grammar School ; Bishop's College School, Lennoxville ; McGill University College, and private tutor —et professeur privé.
Baker . . . .	George Harold . . .	21 " " . . . . .	" " " " . . . . .	

F. X. A. GIROUX,  
 Secrétaire du Barreau de Bedford.—Secretary of the Bar of Bedford.  
 Sweetsburg, 10 décembre—10th December, 1898. 4761-62

**BARREAU DE QUÉBEC—BAR OF QUEBEC.**

**SECTION DE QUÉBEC—SECTION OF QUEBEC.**

Examens de janvier 1899—Examinations of January, 1899.

Candidats à la Pratique—Candidates to Practice law.

Noms—Names.	Prenoms—Surnames.	Age.	Résidence.
Desjardins . . . . .	Louis Georges Alphonse . .	Plus de 21 ans—More than 21 years . . . . .	Québec.
Gagnon . . . . .	Emile . . . . .	Plus de 21 ans—More than 21 years . . . . .	
Lesage . . . . .	Jules Siméon . . . . .	Plus de 21 ans—More than 21 years . . . . .	Baie Saint-Paul, Charlevoix. Québec.

L. OMER BEAUBIEN,  
 Sec. B. Q.—Sec'y, B. Q.  
 Québec, 22 décembre—22nd December, 1898. 4861-62

## BARREAU DE QUEBEC.—BAR OF QUEBEC.

SECTION DE QUÉBEC.—SECTION OF QUEBEC.

Examens de janvier 1899.—Examinations of January, 1899.

Candidats à l'étude.—Candidates to the study of law.

Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.	Collèges où ils ont étudié. — Colleges where educated.
Drouin ...	Ferdinand Omer.	22 ans—years..	Québec. ....	Ecole Normale, Québec.—Normal School, Quebec.
Lemieux ...	Marc Aurèle....	19 " ..	Québec. ....	Collège des Jésuites—Jesuits College, Montreal.—Séminaire de—Seminary of Quebec.
Dionne ...	Jean-Baptiste....	21 " ..	Québec. ....	Séminaire de—Seminary of Quebec.
French ...	Peter. ....	18 " ..	Saint-Joseph de Lévis .....	Collège de—College of Lévis.
Bernatchez	Joseph Aurélien .	22 " ..	Saint-Thomas, Montmagny....	Collège de—College of Lévis.—Séminaire de—Seminary of Quebec.

L. OMER BEAUBIEN,  
Sec. B. Q.—Sec'y B. Q.

Québec, 10 décembre—10th December, 1898.

4641-42-2

Liste des candidats pour l'admission à la pratique de la profession légale.

List of candidates for admission to practice law.

Noms.—Names.	Prénoms.—Surnames.	Résidences.	Age.
Paquette.....	Arthur Ernest.....	Coaticook.....	Au-dessus de 21 ans.—Over 21 years.
Tracy .....	William Cahill.....	Sherbrooke.....	" "
Duffett.....	Henry James.....	" .....	" "

Pour l'admission à l'étude de la profession légale.—For admission to study law.

Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Résidence.	Age.	Ecoles et collèges où ils ont étudié. — Schools and colleges where educated.
Enright...	Frederick P. ....	Sherbrooke.....	20 ans—years..	Waterloo Academy, Sherbrooke, High School, Montreal Col. Ins., McGill University
Rugg .....	Frederick Samuel	Stanstead.....	19 " ..	Sherbrooke Central School, Stanstead Wesleyan College.

JOS. ED. GENEST,

Secrétaire du Barreau de Saint-François.—Secretary Saint Francis Bar.  
Sherbrooke, 9 décembre—9th December, 1898.

4681-82-2

COMPAGNIE DE NAVIGATION RICHELIEU ET ONTARIO. RICHELIEU AND ONTARIO NAVIGATION COMPANY.

Vente d'effets non réclamés.

Sale of unclaimed goods.

Montréal, mardi, 31 janvier 1899.

Montreal, Tuesday, January 31st, 1899.

4639-2

MARCOTTE & FRERE,  
Encanteurs.

4640

MARCOTTE & FRERE,  
Auctioneers.

## Avis de Faillites

Province de Québec, }  
 District de Saint-François, } *Cour Supérieure.*  
*In re* J. A. Miron (Blanchette & Cie), Failli.  
 Avis est par le présent donné que le 16e jour de  
 décembre 1898, par ordre de la cour, j'ai été nommé  
 curateur à la succession du susnommé failli.

Les réclamations doivent être produites sous un  
 mois de cette date.

J. P. ROYER,  
 Curateur.

Bureau de J. P. Royer,  
 87, rue Wellington,  
 Sherbrooke, 16 décembre 1898. 4771

Dans l'affaire de Céline Sanche (J. Z. Desormeau &  
 Co.), Montréal, Failli.  
 Un bordereau de dividendes des produits de la  
 vente d'immeubles, le 21 juillet 1898, aussi un pre-  
 mier et dernier bordereau de dividendes des pro-  
 duits de la vente de meubles, ont été préparés dans  
 cette affaire, payable le 16e jour de janvier 1899.

H. FROST,  
 Curateur.

69, Imperial Building,  
 Montréal, 15 décembre 1898. 4773

Canada, }  
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 District de Chicoutimi. }

Avis est par le présent donné que Boily & Claveau,  
 marchands, de Chicoutimi, ont fait cession de  
 leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, le 19  
 décembre 1898, au bureau du protonotaire de la  
 cour supérieure pour le district de Chicoutimi, con-  
 formément à la loi.

PARADIS & JOBIN,  
 Comptables publics.

Bureau, 44, rue Dalhousie,  
 Bâtisse de la Cie Richelieu.  
 Québec, 22 décembre 1898. 4849

Province de Québec, }  
 District de Montréal, } *Cour Supérieure.*  
 C. Mignault, Demandeur;

vs.

Fred. Dubois, restaurateur de la cité de Mont-  
 réal, Défendeur.

Avis public est par le présent donné que, par ordre  
 de la cour, le 20e jour de décembre 1898, j'ai  
 été nommé curateur aux biens du dit failli, qui en a  
 fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses  
 créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon  
 bureau sous un mois.

ALEX. DESMARTEAU,  
 Curateur.

Nos. 1598 et 1608, rue Notre-Dame.  
 Montréal, 20 décembre 1898. 4785

Canada, }  
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 District du Saguenay. }

Dans l'affaire de Zéphirin Harvey, Saint-Hilarion,  
 Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un  
 ordre de la cour, en date du 20 décembre 1898,  
 nous avons été nommés curateurs aux biens de  
 cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre  
 cette succession sont requises de les produire devant  
 nous dans les trente jours de cette date.

PARADIS & JOBIN,  
 Curateurs conjoints.

Bureau: 44, rue Dalhousie,  
 Bâtisse de la Cie Richelieu.  
 Québec, 22 décembre 1898. 4847

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
 District of Saint Francis, } *Superior Court.*  
*In re* J. A. Miron (Blanchette & Cie), Insolvent.  
 Notice is hereby given that on the 16th day of  
 December, 1898, by order of the court, I was ap-  
 pointed curator to the estate of the above named  
 insolvent.

Claims must be filed at my office within one  
 month.

J. P. ROYER,  
 Curator.

Office of J. P. Royer,  
 87, Wellington street,  
 Sherbrooke, 16th December, 1898. 4772

In the matter of Céline Sanche, (J. Z. Desormeau  
 & Co), Montréal, Insolvent.  
 A dividend sheet for the proceeds of sale of im-  
 moveables, on the 21st July, 1898, also a first and  
 final dividend sheet for the proceeds of sale of  
 moveables, have been prepared in this matter,  
 payable on the 16th day of January, 1899.

H. FROST,  
 Curator.

69, Imperial Building,  
 Montréal, 15th December, 1898. 4774

Canada, }  
 Province of Quebec, } *Superior Court.*  
 District of Chicoutimi. }

Notice is hereby given that Boily & Claveau, mer-  
 chants, of Chicoutimi, have, on the 19th of December,  
 1898, made a judicial assignment of their property  
 for the benefit of their creditors, at the protono-  
 tary's office of the superior court for the district of  
 Chicoutimi, according to law.

PARADIS & JOBIN,  
 Public accountants.

Office: 44, Dalhousie street,  
 Richelieu and Ontario Nav. Co. Building.  
 Québec, 22nd December, 1898. 4850

Province of Quebec, }  
 District of Montreal, } *Superior Court.*  
 C. Mignault, Plaintiff;

vs.

Fred. Dubois, restaurant keeper, of the city of  
 Montreal, Defendant.

Notice is hereby given that, on the 20th day of  
 December, 1898, by order of the court, I was ap-  
 pointed curator to the estate of the said defendant,  
 who has made a judicial abandonment of all his  
 assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed in my office within a month.

ALEX. DESMARTEAU,  
 Curator.

No. 1598 and 1608, Notre Dame street.  
 Montréal, 20th December, 1898. 4786

Canada, }  
 Province of Quebec, } *Superior Court.*  
 District of Saguenay. }

In the matter of Zéphirin Harvey, Saint Hilarion,  
 Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order  
 of the court, dated 20th December, 1898, we have  
 been appointed curators to this estate.

All persons having claims against this estate are  
 requested to file them with us within 30 days of  
 this date.

PARADIS & JOBIN,  
 Joint curators.

Office: 44, Dalhousie street,  
 Richelieu & Ontario Nav. Co. Building.  
 Québec, 22nd December, 1898. 4848

Province de Québec, }  
 District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de Wilson & McGregor, manufacturiers et commerçants, de Calumet, Qué., Faillits ;  
 et

W. J. Simpson, Curateur.  
 Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 20e jour de janvier 1899, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau.

W. J. SIMPSON,  
 Curateur.  
 Lachute, 19 décembre 1898. 4817

Canada, }  
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 District de Montmagny. }  
 Dans l'affaire de J. T. Pouliot, L'Islet,

Insolvable.  
 Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 12 décembre 1898, nous avons été nommés curateurs aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant nous, dans les trente jours de cette date.

PARADIS & JOBIN,  
 Curateurs conjoints.  
 Bureau : 44, rue Dalhousie,  
 Bâtisse de la Cie du Richelieu.  
 Québec, 22 décembre 1898. 4845

Canada, }  
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 District de Québec. }  
 Dans l'affaire de Anthime Jacques, Lotbinière,

Insolvable.  
 Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 20 décembre 1898, nous avons été nommés curateurs aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant nous dans les trente jours de cette date.

PARADIS & JOBIN,  
 Curateurs conjoints.  
 Bureau : 44, rue Dalhousie,  
 Bâtisse de la Cie du Richelieu.  
 Québec, 22 décembre 1898. 4843

Canada, }  
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 District de Québec. }  
 Dans l'affaire de P. C. D'Auteuil & Cie, Québec,

Insolubles.  
 Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 11 janvier 1899, après laquelle date ce dividende sera payable à notre bureau.

PARADIS & JOBIN,  
 Curateurs conjoints.  
 Bureau : 44, rue Dalhousie,  
 Bâtisse de la Cie du Richelieu.  
 Québec, 22 décembre 1898. 4852

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
 No 1408.

The Gault Bros Co. (Limitée), Demanderesse ;  
 vs.

Ferdinand Cloutier, de la cité de Winnipeg, dans la province de Manitoba, marchand, Défendeur.

Avis est donné par les présentes, que le 23 novembre dernier (1898), le défendeur a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, en la cité de Montréal.

GEOFFRION, GEOFFRION & ROY,  
 Avocats du défendeur.  
 Montréal, 20 décembre 1898. 4777

Province of Quebec, }  
 District of Terrebonne. } *Superior Court*  
 In re Wilson & McGregor, manufacturers and traders, of Calumet, Que., Insolvents ;  
 and

W. J. Simpson, Curator.  
 A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 20th day of January, 1899, after which date dividends will be payable at my office.

W. J. SIMPSON,  
 Curator.  
 Lachute, 19th December, 1898. 4818

Canada, }  
 Province of Quebec, } *Superior Court.*  
 District of Montmagny. }  
 In the matter of J. T. Pouliot, L'Islet,

Insolvent.  
 Notice is hereby given that in virtue of an order of the court dated 12th of December, 1898, we have been appointed curators to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with us, within thirty days of this date.

PARADIS & JOBIN,  
 Joint curators.  
 Office : 44, Dalhousie street,  
 Richelieu & Ontario Nav. Co. Building.  
 Québec, 22nd December, 1898. 4846

Canada, }  
 Province of Quebec, } *Superior Court.*  
 District of Québec. }  
 In the matter of Anthime Jacques, Lotbinière,

Insolvent.  
 Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated 20th of December, 1898, we have been appointed curators to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with us within thirty days of this date.

PARADIS & JOBIN,  
 Joint curators.  
 Office : 44, Dalhousie street,  
 Richelieu and Ontario Nav. Co., Building.  
 Québec, 22nd December, 1898. 4844

Canada, }  
 Province of Québec, } *Superior Court.*  
 District of Québec. }  
 In the matter of P. C. D'Auteuil & Cie, Québec,

Insolvents.  
 Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 11th of January, 1899, after which date dividend will be payable at our office.

PARADIS & JOBIN,  
 Joint curators.  
 Office : 44, Dalhousie street,  
 Richelieu & Ontario Nav. Co. Building.  
 Québec, 22nd December, 1898. 4852

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 1408.

The Gault Bros Co. (Limited), Plaintiffs ;  
 vs.

Ferdinand Cloutier, of the city of Winnipeg, in the province of Manitoba, merchant, Defendant.

Notice is hereby given that on the twenty-third day of November last (1898), the defendant has made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the clerk of the superior court in the city of Montreal.

GEOFFRION, GEOFFRION & ROY,  
 Attorneys for defendant.  
 Montreal, 20th December, 1898. 4778

Province de Québec, }  
 District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*  
 No 131.  
 Dans l'affaire de Laurent Moreau,  
 Créancier-requérant ;  
 et  
 Charles Brosseau, Débiteur-insolvable ;  
 et  
 Le dit Laurent Moreau, Curateur.  
 Un premier et dernier dividende est préparé dans  
 cette affaire et sera payable à mon bureau, le  
 dixième jour de janvier prochain.  
**LAURENT MOREAU,**  
 Curateur.  
 Saint Jean, 24 décembre 1898. 4829

Province de Québec, }  
 District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*  
 In re Thomas Girard, fils, marchand, de Napierville,  
 Failli ;  
 et  
 Alex. Desmarteau, Curateur.  
 Un premier et dernier bordereau de dividende a  
 été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection  
 jusqu'au 10ème jour de janvier 1899, après  
 laquelle date les dividendes seront payables à mon  
 bureau, No 1598, rue Notre-Dame.  
**ALEX. DESMARTEAU,**  
 Curateur.  
 Montréal, 21 décembre 1898. 4787

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de Aimé Geoffrion, marchand, de  
 Montréal, Failli.  
 Avis est par le présent donné que le 17e jour de  
 décembre 1898, le dit failli a fait cession de tous ses  
 biens pour le bénéfice de tous ses créanciers, au  
 bureau du protonotaire de la cour supérieure pour  
 le district de Montréal.  
**A. LAMARCHE,**  
 Subrogé gardien provisoire  
 Montréal, 24 décembre 1898. 4789

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de E. L. Denis, marchand, Lachine,  
 Québec, Failli.  
 Avis est par le présent donné, que le dit insol-  
 vable a fait cession de ses biens pour le bénéfice de  
 tous ses créanciers au bureau du protonotaire de la  
 cour supérieure du district de Montréal, en date du  
 16 décembre 1898.  
**A. LAMARCHE,**  
 S. G. P.  
 Montréal, 16 décembre 1898. 4791

### Règles de Cour

#### ACTE DE FAILLITE DE 1869.

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Le vingt-deuxième jour de novembre mil huit cent  
 quatre-vingt-dix-huit.  
 Présent :—L'honorable Juge Mathieu.  
 Dans l'affaire de F. J. Dufault, Failli ;  
 et  
 Tancrede Sauvageau, Syndic ;  
 et  
 Charles H. Burman, Requérant.  
 Il est ordonné sur requête du dit requérant  
 qu'une assemblée des créanciers du dit failli, soit  
 tenue dans la chambre No. 31, au palais de justice  
 à Montréal, le quatrième jour de janvier prochain,  
 à onze heures de l'avant-midi, pour nommer un  
 syndic au lieu et place du dit Tancrede Sauvageau,  
 décédé.  
**L. H. COLLARD,**  
 Député protonotaire de la  
 Cour Supérieure.  
 4819

Province of Quebec, }  
 District of Iberville. } *Superior Court.*  
 No. 131.  
 In the matter of Laurent Moreau,  
 Petitioner ;  
 and  
 Charles Brosseau, Insolvent ;  
 and  
 The said Laurent Moreau, Curator.  
 A first and final dividend is prepared and will be  
 payable at my office, on the tenth day of January  
 next.  
**LAURENT MOREAU,**  
 Curator.  
 Saint Johns, 24th December, 1898. 4830

Province of Quebec, }  
 District of Iberville. } *Superior Court.*  
 In re Thomas Girard, jr., merchant, of Napierville,  
 Insolvent ;  
 and  
 Alex. Desmarteau, Curator.  
 A first and final dividend sheet has been pre-  
 pared in this matter, and will be open to objection  
 until the 10th day of January, 1899, after which  
 date dividends will be payable at my office, 1598,  
 Notre Dame street.  
**ALEX. DESMARTEAU,**  
 Curator.  
 Montreal, 21st December, 1898. 4788

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 In the matter of Aimé Geoffrion, merchant, of Mon-  
 treal, Insolvent.  
 Notice is hereby given that the said insolvent  
 has, on the 17th day of December 1898, made a ju-  
 dicial abandonment of his assets for the benefit of  
 his creditors, at the prothonotary's office of the su-  
 perior court of the district of Montreal.  
**A. LAMARCHE,**  
 Subrogate provisional guardian.  
 Montreal, 24th December, 1898. 4790

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 In the matter of E. L. Denis, merchant, Lachine,  
 Quebec, Insolvent,  
 Notice is hereby given that on the 16th day of  
 December 1898, the said insolvent has made a ju-  
 dicial abandonment of his property for the benefit  
 of his creditors, at the prothonotary's office of the  
 superior court for the district of Montreal.  
**A. LAMARCHE,**  
 S. P. G.  
 Montreal, 16th December 1898. 4792

### Rules of Court

#### INSOLVENT ACT OF 1869.

Province of Quebec }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 The twenty-second day of November one thousand  
 eight hundred and ninety-eight.  
 Present :—Honorable Justice Mathieu.  
 In the matter of F. J. Dufault, Insolvent ;  
 and  
 Tancrede Sauvageau, Assignee ;  
 and  
 Charles H. Burman, Petitioner.  
 It is ordered on the petition of said petitioner  
 that a meeting of the creditors of said insolvent be  
 held in room No. 31, at the court house of Mont-  
 real, on the fourth day of January next, at eleven  
 of the clock in the forenoon, to appoint an as-  
 signee to the insolvent estate in the place and  
 stead of said Tancrede Sauvageau, deceased  
**L. H. COLLARD,**  
 Deputy protonotary of the  
 Superior Court.  
 4820

Province de Québec, } *Cour de Circuit, pour le*  
 District de Kamouraska. } *District de Kamouraska.*  
 No. 1140 (826).

Le dix décembre mil huit cent quatre-vingt-huit.

Présent :—L'hon. Monsieur le juge Ernest Cimon, Pierre Dionne, tanneur, de la paroisse de Saint-Alexandre, comté de Kamouraska, Demandeur ;

vs

Guillaume Morin, de Notre-Dame du Lac, comté de Témiscouata, Défendeur ;

et

Thomas Davidson, marchand, de la cité de Québec, et y faisant commerce sous la raison sociale de Thos. Davidson & Co., et y ayant son principal bureau d'affaires, Tiers-saisi.

Vu la requête en cette cause et la déclaration de l'insolvabilité du défendeur, il est ordonné que les créanciers du défendeur produisent au greffe de cette cour, leurs réclamations assermentées dans les quinze jours de la date de la première publication du présent ordre dans la *Gazette Officielle de Québec*, s'ils veulent partager les deniers déposés en cour par les tiers-saisis.

Par ordre,

T. LANGLAIS,  
 Greffier de la dite cour.

J. CAMILLE POULIOT, Procureur du demandeur. 4665-2

Province de Québec, } *Cour Supérieure pour le*  
 District de Montréal. } *Bas-Canada*  
 No 2704.

Dame Mary Stuart, Demanderesse ;

vs.

Dame A. A. Lassisserraye et al., Défendeurs ;

et

Le Cercle Franco-Canadien et al., Tiers-saisi ;

et

C. A. Sylvestre, Opposant.

Sur ordre de cette cour, donné le 29 novembre dernier, 1898, les créanciers de la dite Dame A. A. Lassisserraye, la défenderesse en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, accompagnées d'un état ou compte assermenté, en conformité à l'article 673 du code de procédure civile, accompagné d'un affidavit déclarant que le montant est dû.

L. D. GAREAU,  
 Dép. P. C. S.

4617-2

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 District de Bedford. }  
 No 6387.

Sweetsburg, le neuvième jour de décembre 1898.

Présent : L'honorable juge LYNCH, J. C. S. Jacob N. Galer, Demandeur ;

vs.

Lorenzo L. Thomas, de la paroisse de Saint-Armand Est, dans le dit district de Bedford, et Dame Martha Bertha Whitman, épouse du dit Lorenzo L. Thomas ; et ce dernier, aux fins d'assister sa dite épouse en cette cause, Défendeurs ;

et

Dame Mary Ayer, Opposante.

Il est ordonné par le juge, sur motion du demandeur et l'insolvabilité alléguée des défendeurs, que les créanciers des défendeurs, qui n'ont pas encore produit leurs réclamations, soient appelés par un avis à être publié deux fois en langues française et anglaise, dans la *Gazette Officielle de Québec*, et que les dits créanciers soient requis de produire leurs réclamations en cette cause, sous quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la dite *Gazette Officielle de Québec*, conformément aux dispositions de l'article 673 du code de procédure civile.

LEONARD & NOYES,  
 P. C. S.

4739-2

Province of Quebec, } *Circuit Court for the*  
 District of Kamouraska. } *district of Kamouraska.*  
 No. 1140 (826)

On the tenth of December one thousand eight hundred and ninety-eight.

Present :—The Honorable Judge Ernest Cimon, Pierre Dionne, tanner, of the parish of Saint-Alexandre, county of Kamouraska, Plaintiff ;

vs.

Guillaume Morin, of Notre-Dame du Lac, county of Temiscouata, Defendant ;

and

Thomas Davidson, merchant, of the city of Quebec, and carrying on trade there under the style and firm of Thos. Davidson & Co., and having his principal business office there, Garnishee.

Seeing the petition in this cause and the allegation of the defendant's insolvency, it is ordered that the creditors of the defendant do file their claims sworn to, within fifteen days from the date of the first publication of the present notice, in the *Quebec Official Gazette*, if they wish to share in the moneys deposited in court by the garnishees.

By order,

T. LANGLAIS,  
 Clerk of the said court.

J. CAMILLE POULIOT, Attorney for plaintiff. 4666

Province of Quebec, } *Superior Court for Lower*  
 District of Montreal. } *Canada.*  
 No. 2704.

Dame Mary Stuart, Plaintiff ;

vs.

Dame A. A. Lassisserraye et al., Defendants ;

and

"Le Cercle Franco-Canadien," et al., Tiers-saisi ;

and

C. A. Sylvestre, Opposant.

Under the order of this court, given on the 29th of November last, 1898, the creditors of the said Dame A. A. Lassisserraye, one of the defendant in this cause, who have not already filed their claims, are now called upon to file them in this cause, in the office of the protonotary of this court, within fifteen days after the date of the first insertion of the present notice, in the *Quebec Official Gazette*, accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with article 673 of the code of civil procedure, accompanied of an affidavit that the sum claimed is due.

L. D. GAREAU,  
 Dep. P. S. C.

4618

Province of Quebec, } *Superior Court.*  
 District of Bedford. }  
 No. 6387.

Sweetsburg, the ninth day of December, 1898.

Present : The honorable Mr. justice LYNCH, J. S. C. Jacob N. Galer, Plaintiff ;

vs.

Lorenzo L. Thomas, of the parish of Saint Armand East, in said district of Bedford, and Dame Martha Bertha Whitman, wife of said Lorenzo L. Thomas ; and the said Lorenzo L. Thomas for the purposes of assisting his said wife herein, Defendants ;

and

Dame Mary Ayer, Opposant.

It is ordered by the judge, upon motion of the plaintiff and the alleged insolvency of the defendants, that the creditors of said defendants, who have not already filed their claims, be called in by two publications in the french and english languages, in the *Quebec Official Gazette*, and that said creditors do file their claims herein within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in said *Quebec Official Gazette*, in accordance with the provisions of article 673 of the code of civil procedure.

LEONARD & NOYES,  
 P. S. C.

4740

## Licitation

## Licitation

Province de Québec,  
District d'Iberville, }  
No 5.

Cour Supérieure.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Saint-Jean, dans le district d'Iberville, le 5 décembre 1893, dans une cause dans laquelle Dame Rose Eglantine Lamarche, de la paroisse de Saint-Blaise, dans le district d'Iberville, épouse contractuellement séparée de biens d'Alexis Bouthillier, médecin, du même lieu, et de ce dernier dûment autorisée à l'effet des présentes, et Dame Marie-Louise Valentine Lamarche, de la dite paroisse de Saint-Blaise, épouse contractuellement séparée de biens de Lucien Valentin Boissonneault, commerçant, du même lieu, et de ce dernier dûment autorisé à l'effet des présentes, et les dits Alexis Bouthillier et Lucien Valentin Boissonneault aux présentes pour les fins de telle autorisation, sont demandeurs; et Dame Aglaé Roy, de la cité et du district de Montréal, épouse de Bernard Bernard, commerçant, du même lieu, et de ce dernier dûment autorisée à ester en justice, demoiselle Elise Roy, fille majeure et usant de ses droits, de la dite cité de Montréal, et le dit Bernard Bernard, aux présentes tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

1° Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Blaise, au côté nord du chemin de la première Grande-Ligne, contenant quatre arpents de front sur vingt-huit arpents de profondeur, plus ou moins; tenant en front au dit chemin, en profondeur à Pierre Roy, fils de Laurent, au côté nord à Narcisse Perron, au côté est à Laurent Poissant, représentant Marcel Poissant—avec une maison en pierre, deux granges, étables, écurie et autres bâtisses y érigées, lequel immeuble est maintenant connu et désigné pour les fins d'enregistrement, par le numéro cent deux (No 102), des plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie.

2° Un autre terrain situé au côté sud du chemin de la première Grande-Ligne susdite, contenant deux arpents de front au dit chemin jusqu'à la profondeur de vingt arpents, et de là, quatre arpents de largeur, élargissant vers le sud sur huit arpents de profondeur, tenant en front au dit chemin, en profondeur; à Narcisse Grégoire et un nommé Célestin, au côté sud-est à Augustin Cartier et Laurent Boileau, et au côté nord-ouest à François Molléur, et maintenant connu et désigné pour les fins d'enregistrement, sous les numéros vingt-neuf A et trente (Nos 29 A et 30), des plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie.

3° Un autre terrain sis et situé au même lieu, au côté sud du chemin public de la première Grande-Ligne, de la contenance de sept perches et demie de largeur sur vingt-huit arpents de profondeur, plus ou moins, et sans garantie de mesure précise, et connu et désigné pour les fins d'enregistrement sous le numéro huit (No 8), des plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie—sans bâtis-es.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le PREMIER jour de FEVRIER prochain (1899), à DIX heures de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, du dit district d'Iberville, située dans la dite ville de Saint-Jean; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme sus-

Province of Quebec,  
District of Iberville, }  
No. 5.

Superior Court.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Saint John, in the district of Iberville, on the 5th December, 1893, in a cause in which Dame Rose Eglantine Lamarche, of the parish of Saint Blaise, in the district of Iberville, wife separated by contract as to property of Alexis Bouthillier, physician, of the same place, and by the latter authorized in so far as needed for the purposes hereof, and Dame Marie Louise Valentine Lamarche, of the said parish of Saint Blaise, wife separated by contract as to property of Lucien Valentin Boissonneault, trader, of the same place, and by the latter authorized in so far as needed for the purposes hereof, and the said Alexis Bouthillier and Lucien Valentin Boissonneault to authorize their wives in so far as needed for the purposes hereof, are plaintiffs; and Dame Aglaé Roy, of the city and district of Montreal, wife of Bernard Bernard, trader, of the same place, and by the latter duly authorized to appear in these judicial proceedings of the said city of Montreal, and the said Bernard Bernard, personally and to authorize his said wife, are defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit:—

1. A certain lot of land situate in the parish of Saint Blaise, on the north side of the road of the first Grand-Ligne, measuring four arpents in front by twenty eight arpents in depth, more or less; bounded in front by the said road, in depth by Pierre Roy, son of Laurent, on the north side by Narcisse Perron, on the east side by Laurent Poissant, representing Marcel Poissant—with a stone house, two barns, stables and other buildings there constructed, which immovable is now known and designated for the registry purposes, as the lot number one hundred and two (No 102), of the official plan and in the book of reference of the parish of Sainte Marguerite de Blairfindie;

2. Another lot of land situate on the south side of the road of the aforesaid first Grand-Ligne, measuring two arpents in front on the said road so far as a depth of twenty arpents, and thence, four arpents in breadth widening towards the south north by eight arpents in depth; bounded in front by the said road, in depth by Narcisse Grégoire and by a certain Célestin, on the south east side by Augustin Cartier and Laurent Boileau, and on the north west side by François Molléur, and now known and designated for the registry purposes, as the numbers twenty-nine A and thirty (Nos 29 A and 30), of the official plan and in the book of reference of the said parish of Sainte Marguerite de Blairfindie;

3. Another lot of land situate in the same place, on the south side of the public road of the first Grand-Ligne, measuring seven perches and a half in breadth by twenty-eight arpents in depth, more or less, and without guarantee of exact measure, and known and designated for the registry purposes as the number eight (No. 8), of the official plan and in the book of reference of the said parish of Sainte Marguerite de Blairfindie,—without buildings.

The properties above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on the FIRST day of FEBRUARY next, (1899), at the hour of TEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in the court house, at Saint John aforesaid; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that

dit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

A. MORIN,  
Protonotaire de la dite cour.

P. A. CHASSÉ,  
Procureur des demandeurs.  
Saint Jean, 23 décembre 1898. 4809  
[Première publication, 24 décembre 1898.]

### Ventes par le Sheriff—Arthabaska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*  
Arthabaska, à savoir : } DENIS McCAIG, De-  
No 26. } mandeur ; contre  
DAME MARY ANN KENNEDY ET VIR, Défenderesse.

1° Un emplacement situé dans le village de Bernierville, étant le numéro trois cent trente-six (336), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Ferdinand d'Halifax—avec les bâtisses dessus construites.

2° Une terre située dans le deuxième rang du canton d'Irlande, contenant vingt-cinq acres de terre en superficie, plus ou moins, étant le quart indivis du lot numéro cent treize (113), des plan et livre de renvoi officiels du dit canton d'Irlande.

3° Une terre située dans le septième rang du canton d'Irlande, étant le numéro trois cent soixante et seize (376), des plan et livre de renvoi officiels du dit canton d'Irlande—circonstances et dépendances.

Pour être vendus, l'immeuble en premier eu décrit, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ferdinand d'Halifax, le QUATRIÈME jour de JANVIER prochain (1899), à NEUF heures de l'avant-midi, et les immeubles en deuxième et troisième lieux décrits, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Adrien d'Irlande, le MEME JOUR, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. O. MILOT,  
Bureau du Sheriff, Député-Sheriff.  
Arthabaskaville, 30 novembre 1898. 4433-2  
[Première publication, 3 décembre 1898.]

### Ventes par le Sheriff—Beauce

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour Supérieure.—District de Beauce.*  
Beauce, à savoir : } L INIERE TASCHEREAU  
No 2834. } ET AL., Demandeurs ; vs.  
ISRAEL DROUIN, Défendeur, savoir :

Une terre située en la paroisse de Saint-Joseph de la Beauce, en le rang Sainte-Adèle, de la contenance de quatre arpents de front sur vingt-quatre arpents de profondeur, connue sous les numéros neuf cent soixante-six et neuf cent soixante-sept (966 et 967), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Joseph de la Beauce—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

A. MORIN,  
Prothonotary of the said court.

P. A. CHASSÉ,  
Attorney for Plaintiffs.  
Saint Johns, 23rd December, 1898.  
[First published, 24th December, 1898.] 4810.

### Sheriff's Sales—Arthabaska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
*Superior Court.—District of Arthabaska.*  
Arthabaska, to wit : } DENIS McCAIG, Plain-  
No. 26. } tiff ; against DAME  
MARY ANN KENNEDY ET VIR., Defendant.

1. An emplacement situate in the village of Bernierville, being number three hundred and thirty-six (336), on the official plan and book of reference for the parish of Saint-Ferdinand of Halifax—with the buildings thereon erected.

2. A piece of land situate in the second range of the township of Ireland, containing twenty-five acres of land in superficies, more or less, being the undivided quarter of lot number one hundred and thirteen (113), on the official plan and book of reference for the said township of Ireland.

3. A farm situate in the seventh range of the township of Ireland, being number three hundred and seventy-six (376), on the official plan and book of reference for the said township of Ireland.

To be sold, the immovable firstly described, at the parochial church door of Saint-Ferdinand of Halifax, on the FOURTH day of JANUARY next (1899), at NINE o'clock in the forenoon, and the immovables secondly and thirdly described, at the parochial church door of Saint-Adrien of Ireland, on the SAME DAY, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. O. MILOT,  
Sheriff's office, Deputy-Sheriff.  
Arthabaskaville, 30th November, 1898. 4434  
[First published, 3rd December, 1898.]

### Sheriff's Sales—Beauce

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court.—District of Beauce.*  
Beauce, to wit : } L INIERE TASCHEREAU ET  
No. 2834. } AL., Plaintiffs ; vs. ISRAEL  
DROUIN, Defendant, to wit :

A land situate in the parish of Saint Joseph de la Beauce, in the Sainte Adèle range, of four arpents in front by twenty-four arpents in depth, known as numbers nine hundred and sixty-six and nine hundred and sixty-seven (966 and 967), of the official cadastre of the said parish of Saint Joseph de la Beauce—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph de la Beauce, le CINQUIÈME jour de JANVIER prochain, à MIDI.

JOS. POIRIER,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Village de Saint-Joseph, Beauce, 25 novembre 1898. 4391-2

[Première publication, 3 décembre 1898.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour Supérieure—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } DAME ROSALIE GRE-  
No 2815. } DNIER, Demanderesse ; vs.  
PIERRE POULIN, fils de Gabin, Défendeur, sa-  
voir :

Une terre connue aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Victor de Tring, sous le numéro quatre cent vingt trois (423) et maintenant située dans la paroisse de Saint-Benoit-Labre—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Benoit-Labre, le QUATRIÈME jour de JANVIER prochain, à MIDI.

JOS. POIRIER,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Village de Saint-Joseph, Beauce, 25 novembre 1898. 4393-2

[Première publication, 3 décembre 1898.]

### Ventes par le Sheriff—Iberville

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de circuit pour le comté de Rouville, dans le district de Saint-Hyacinthe.*

Canada, Province de Québec, District d'Iberville, No. 4742. } CLOVIS CHICOINE, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, dans le comté de Rouville, dans le district de Saint-Hyacinthe, Demandeur ; contre JEAN-BAPTISTE MARTEL, cultivateur, du township de Brompton, dans le district de Saint-François, Défendeur, à savoir :

Un lopin de terre situé sur le rang de la Montagne, en la paroisse de Saint-Grégoire le Grand, dans le district d'Iberville ; connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Grégoire le Grand, sous le numéro cent cinquante-quatre (No. 154), de la contenance de vingt-deux arpents et cinquante perches en superficie—sans bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Grégoire le Grand, le VINGT-CINQUIÈME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS. ARPIN,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Jean, 20 décembre 1898. 4765

[Première publication, 24 décembre 1898.]

### Ventes par le Sheriff—Kamouraska

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit de Temiscouata.*

Kamouraska, à savoir : } JOSEPH RIOUX, marchand, de la paroisse des Trois-Pistoles, Demandeur ; contre OLIVIER

To be sold at the church door of the parish of Saint Joseph de la Beauce, on the FIFTH day of JANUARY next, at NOON.

JOS. POIRIER,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Village of Saint Joseph, Beauce, 25th November, 1898. 4392

[First published, 3rd December, 1898.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } DAME ROSALIE GRE-  
No. 2815. } DNIER, Plaintiff ; vs. PIERRE  
POULIN, son of Gabin, Defendant, to wit :

A land known on the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Saint Victor de Tring, as number four hundred and twenty-three (423), and now situate in the parish of Saint Benoit Labre—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Benoit Labre, on the FOURTH day of JANUARY next, at NOON.

JOS. POIRIER,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Village of Saint Joseph, Beauce, 25th November, 1898. 4394

[First published, 3rd December, 1898.]

### Sheriff's Sales—Iberville

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court for the county of Rouville, in the district of Saint-Hyacinthe*

Canada, Province of Québec, District of Iberville, No. 4742. } CLOVIS CHICOINE, farmer, of the parish of Sainte Marie de Monnoir, in the county of Rouville, in the district of Saint Hyacinth, Plaintiff ; against JEAN BAPTISTE MARTEL, farmer, of the township of Brompton, in the district of Saint Francis, Defendant, to wit :

A piece of ground situate on the Rang de la Montagne, in the parish of Saint-Grégoire le Grand, in the district of Iberville ; known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint-Grégoire le Grand, under the number one hundred and fifty-four (No. 154), containing twenty-two arpents and fifty perches in superficies—without buildings.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Grégoire le Grand aforesaid, on the TWENTY-FIFTH day of JANUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS. ARPIN,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint John, 20th December, 1898. 4766

[First published, 24th December, 1898.]

### Sheriff's Sales—Kamouraska

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**ALIAS FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court of Temiscouata.*

Kamouraska, to wit : } JOSEPH RIOUX, merchant, of the parish of Trois-Pistoles, Plaintiff ; against OLIVIER DU-

DUMONT, cultivateur, de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de l'Isle Verte, à présent absent aux Etats-Unis d'Amérique, Défendeur; c'est à savoir:

Une terre située en le quatrième rang de la paroisse de l'Isle Verte, étant la partie nord-est du lot numéro six cent soixante-cinq (No 665) du cadastre officiel pour la dite paroisse de l'Isle Verte, contenant environ quatre arpents de front sur la profondeur des terres du dit 4ième rang; bornée au nord au 3ième rang, au sud au fronton du dit 4ième rang, au nord-est au No 666, et au sud-ouest à l'autre partie du dit lot No 665, déjà vendu par le shérif, le 10 août 1898—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de l'Isle Verte, MERCREDI, le VINGT-CINQUIEME (25ième) jour de JANVIER prochain (1899), à DIX heures avant midi. Bref rapportable, suivant la loi.

F. A. SIROIS,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Fraserville, 20 décembre 1898. 4783  
[Première publication, 24 décembre 1898.]

### Ventes par le Shérif—Montreal

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### MANDAT DE CURATEUR. FIERI FACIAS DE TERRIS.

*District de Montreal.*

Montréal, à savoir: } HENRY FROST, curateur,  
No. 42. } dûment autorisé en vertu de l'article 877 du Code de procédure civile, comme curateur aux biens d'ALFRED RENAUD, failli, et WILLIAM JOHN PRICE, commerçant, des cité et district de Montréal, requérant, et ZENON MORIN, curateur à la succession vacante d'ALFRED RENAUD.

Les cinq sixième indivis d'un lot de terre sis et situé dans le village de Lorimier; borné en front par le chemin Papineau, connu et désigné sous le numéro cent cinquante-trois, de la subdivision officielle de la partie nord du lot numéro cent cinquante-trois (No. 153-153), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation—avec les bâtisses sus-érigées et avec l'usage en commun dans les ruelles avec ceux y ayant droit.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de JANVIER prochain (1899), à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 21 décembre, 1898. 4803  
[Première publication, 24 décembre 1898.]

#### MANDAT DE CURATEUR. FIERI FACIAS DE TERRIS.

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } JOSEPH N. BROSSARD  
No. 14. } ET HECTOR PREVOST,  
curateurs, de la cité de Montréal, dûment autorisés sous l'article 879 du code de procédure civile, comme curateurs aux biens de Napoléon Dorval et Dame Aurélie Dorval, épouse séparée de biens de Guillaume Mann, architecte, tous trois des cité et district de Montréal, et cette dernière dûment autorisée par son époux à faire affaires comme marchandepublique, et faisant tous deux affaires en société, à Montréal, pour l'exploitation de l'hôtel Vancouver, sous la raison sociale de "Jos. Dorval," faillis, et DOMINIQUE MOROGH, Requérant.

MONT, farmer, of the parish of Saint Jean Baptiste de l'Isle Verte, now absent in the United States of America, Defendant, to wit:

A land situate in fourth range of the parish of l'Isle Verte, being the north east part of number six hundred and sixty five (No. 665), of the official cadastre of the said parish of l'Isle Verte, containing about four arpents in front by the depth of the lands of the said 4th range; bounded on the north by the 3rd range, on the south by the front line of the said 4th range, on the north east by No. 666, and on the south west by the other part of the said lot No. 665, already sold by the sheriff on the 10th of August, 1898—with building, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jean Baptiste de l'Isle Verte, on WEDNESDAY, the TWENTY-FIFTH day of JANUARY next, 1899, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

F. A. SIROIS,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Fraserville, 20th December 1898. 4784  
[First published, 24th December 1898.]

### Sheriff's Sales—Montreal

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

#### CURATOR'S WARRANT FIERI FACIAS DE TERRIS.

*District of Montreal.*

Montreal, to wit: } HENRY FROST, curator,  
No. 42. } duly authorized under article 879 of the Code of civil procedure, as curator to the property of ALFRED RENAUD, insolvent, and WILLIAM JOHN PRICE, trader, of the city and district of Montreal, petitioner, and ZENON MORIN, curator, to vacant estate of ALFRED RENAUD.

The undivided five sixth of a lot of land situate in the village of DeLorimier; bounded in front by the Papineau road, known and designated as number one hundred and fifty-three of the official subdivision of the north part of lot number one hundred and fifty-three (No. 153-153), of the official plan and the book of reference for the incorporated village of the Côte de la Visitation—together with the buildings thereon erected, with the use in common of the lanes, with those entitled thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SEVENTH day of JANUARY next (1899), at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 21st December, 1898. 4807  
[First published, 24th December, 1898.]

#### CURATOR'S WARRANT. FIERI FACIAS DE TERRIS.

*District of Montreal.*

Montreal, to wit: } JOSEPH N. BROSSARD  
No. 14. } AND HECTOR PREVOST,  
curators, of the city of Montreal, duly authorized under the authority of article 879 of the code of civil procedure, as curators to the estate of Napoléon Dorval and Dame Aurélie Dorval, wife separated as to property of Guillaume Mann, architect, all three of the city and district of Montreal, and the last one duly authorized by her husband to carry on business as a public trader, and both doing business in partnership, at Montreal, to run the Vancouver Hotel, under the style and firm of "Jos. Dorval", Insolvents, and DOMINIQUE MOROGH, Petitioner.

Saisi comme appartenant à Dame Aurélie Dorval, l'un des dits faillis, l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre situé dans Cartierville, dans le district de Montréal, faisant front sur la Grande Avenue, dans la paroisse de Saint-Laurent, dans le comté de Jacques Cartier, contenant quarante pieds de largeur sur cent vingt pieds de profondeur, mesure anglaise plus ou moins, étant la subdivision quinze du lot connu sous le numéro quarante quatre (44-15), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec les bâtisses sus érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de JANVIER prochain (1899), à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau.

Bureau du shérif, Montréal, 21 décembre 1898. 4797  
[Première publication, 24 décembre 1898.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District de Montreal.*

Montréal, à savoir : } JOSEPH CHEVALIER  
No. 1148. } agent, des cité et district  
de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de DAME JULIE PARE et al Défendeurs

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause qui doit avoir lieu le TRENTIEME jour de DECEMBRE courant, à DIX heures de l'avant-midi, se fera pour la jouissance et la nue propriété de chacun des dits immeubles saisis, et pour un seul et même prix, suivant jugement de l'honorable juge Lorauger, en date du treizième jour de décembre courant (1898)

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 21 décembre 1898. 4795  
[Première publication, 24 décembre 1898.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District de Montreal.*

Montréal, à savoir : } THOMAS SHELLY, des  
No. 733. } cité et district de Montréal, machiniste, Demandeur ; contre les terres et tenements de FRANCIS McCABE, ci-devant des cité et district de Montréal, maintenant de lieux inconnus, Défendeur.

1° Un certain terrain situé dans le quartier Saint-Gabriel, en la cité de Montréal—avec les bâtisses y érigées ; et borné en front par la rue Butler, composé de deux lots de terre connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, comté d'Hochelega, sous les numéros quatre et cinq de la subdivision du lot primitif numéro trois mille trois cent quatre-vingt-dix-neuf, avec droit de passage dans une ruelle en arrière du dit terrain, mais sans droit de l'obstruer en aucune façon, la dite ruelle connue sous le numéro dix de la subdivision du dit lot primitif, numéro trois mille trois cent quatre-vingt-dix-neuf.

2° Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, comté de Chambly, district de Montréal, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, sous le numéro deux cent trois de la subdivision du lot primitif, numéro cent cinquante-huit ; borné en front par une avenue projetée connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro cent soixante et douze de la subdivision du dit lot primitif cent cinquante-huit, la dite avenue connue aussi sous le nom d'avenue Harrison, et d'un côté au nord est par une avenue projetée connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro deux cent-deux de la subdivision du dit lot primitif, numéro cent cinquante huit, la dite avenue connue aussi sous le nom d'avenue DeLorimier—sans bâtisses.

Seized as belonging to Dame Aurélie Dorval, one of the said insolvents, the following lot of land, to wit :

A lot of land situate in Cartierville, in the district of Montreal, fronting on the Grand Avenue, in the parish of St. Laurent, in the county of Jacques-Cartier, containing forty feet in width by one hundred and twenty feet in depth, english measure, and more or less, being subdivision fifteen of the lot known as the number forty-four (44-15) on the official plan and book of reference of the said parish—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SEVENTH day of JANUARY next (1899), at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's office, Montréal, 21st December, 1898. 4798  
[First published, 24th December, 1898.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } JOSEPH CHEVALIER,  
No. 1148. } agent, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of DAME JULIE PARE et al., Defendants.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present suit which should have taken place on the THIRTIETH day of DECEMBER instant, at TEN of the clock in the forenoon, will be made for the enjoyment and for the sole property (*nue propriété*) of each of the said immovables seized and for one single price, according to judgment of the Honorable judge Lorauger, dated the thirteenth day of December instant (1898).

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 21st December, 1898. 4796  
[First published, 24th December 1898.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } THOMAS SHELLY, of the  
No. 733. } city and district of Montreal, machinist, Plaintiff ; against the lands and tenements of FRANCIS McCABE, late of the city and district of Montreal, now of parts unknown, Defendant.

1. A certain lot of land situate in Saint Gabriel Ward, in the city of Montreal—with the buildings thereon erected ; and bounded in front by Butler street, made up of two lots of land known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, county of Hochelega, as numbers four and five of the subdivision of the primitive lot number three thousand three hundred and ninety-nine, with right of passage in a lane in rear of the said lot, but without the right to obstruct the said lane in any way, said lane known as number ten of the subdivision of said primitive lot number three thousand three hundred and ninety-nine.

2. A lot of land situate in the parish of Saint-Antoine de Longueuil, county of Chambly, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Saint-Antoine de Longueuil as number two hundred and three of the subdivision of the primitive lot number one hundred and fifty-eight ; bounded in front by a projected avenue known and designated on the said official plan and book of reference as number one hundred and seventy two of the subdivision of the said primitive lot number one hundred and fifty-eight, said avenue also known by the name of Harrison avenue, and on one side to the north east by a projected avenue known and designated on the aforesaid official plan and book of reference as number two hundred and two of the subdivision of the said primitive lot number one hundred and fifty-eight, said avenue also known by the name of De Lorimier avenue—without buildings.

3° Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, comté de Chambly, district de Montréal, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, sous le numéro douze de la subdivision du lot primitif numéro cent cinquante-neuf; borné en front par une rue projetée connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels sous les numéros soixante et dix-neuf de la subdivision du dit lot primitif numéro cent cinquante-neuf, la dite rue connue aussi sous le nom de Boulevard Lafayette—sans bâtisses.

Pour être vendu le paragraphe No 1, en mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de JANVIER prochain (1899), à DIX heures de l'avant-midi, et les paragraphes 2 et 3, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, le VINGT-SEPTIEME jour de JANVIER aussi prochain (1899), à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU, Shérif.  
Bureau du Shérif, 4799  
Montréal, 21 décembre 1898. Sheriff's Office,  
[Première publication, 24 décembre 1898.] Montreal, 21st December, 1898.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } THE McCLARY MANU-  
No. 1651. } FACTURING CO., corps  
politique et incorporé, ayant son principal bureau  
d'affaires en la cité de Montréal, Demanderesse ;  
contre les terres et tenements de PIERRE O. LE-  
FEBVRE, marchand, de la cité et district de  
Montréal, Défendeur.

Un certain terrain situé dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, en la cité de Montréal, étant la partie sud-ouest des lots de terre connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels du village Saint-Jean-Baptiste, sous les numéros cent cinquante, cent cinquante-un et cent cinquante-deux de la subdivision du lot primitif numéro dix, mesurant trente quatre pieds de front par quarante-huit pieds de profondeur; borné en front par la rue Rachel, en arrière par le dit lot numéro cent cinquante de la subdivision du dit lot primitif numéro dix, au sud-ouest par une ruelle, et du côté nord-est par le résidu des dits lots numéros cent cinquante, cent cinquante-un et cent cinquante-deux de la subdivision du dit lot primitif numéro dix—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu en mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de JANVIER prochain (1899), à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU, Shérif.  
Bureau du Shérif, 4801  
Montréal, 21 décembre 1898. Sheriff's Office,  
[Première publication, 24 décembre 1898.] Montreal, 21st December, 1898.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } DAME MARIE ALBER-  
No 3091. } TINE HERME-  
LENDHA BRUNEL, de la cité et du district de  
Montréal, veuve de feu John Antoine McNichols,  
en son vivant, comptable, du même lieu, Demande-  
resse ; contre les terres et tenements de LOUIS  
ALIAS WILFRID DUROCHER, peintre, de la cité  
de Sainte-Cunégonde, de Montréal, district de  
Montréal, Défendeur.

1° Les cinq douzièmes indivis d'un lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Jacques, en la cité de Montréal, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Jacques comme faisant partie du lot numéro trois cent quarante-et-un, contenant la dite partie ainsi saisie quarante-quatre pieds de front sur quatre-vingt-quatre pieds neuf pouces de profondeur, mesure française, plus ou moins—avec les bâtisses y érigées, les dites bâtisses portant les numéros civiques soixante deux, soixante-quatre et soixante-

3. A lot of land situate in the parish of Saint-Antoine de Longueuil, county of Chambly, district of Montreal, known and designated on the official plan and in the book of reference of the said parish of Saint Antoine de Longueuil as number twelve of the subdivision of the primitive lot number one hundred and fifty nine; bounded in front by a projected street known and designated on the said official plan and book of reference as number seventy nine of the subdivision of the said primitive lot number one hundred and fifty nine, said street also known by the name of Boulevard Lafayette—without buildings.

To be sold, lot No. 1, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of JANUARY next (1899), at TEN o'clock in the forenoon, and paragraphs 2 and 3, at the parochial church door of the parish of Saint Antoine de Longueuil, on the TWENTY SEVENTH day of JANUARY, also next (1899), at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU, Sheriff  
Sheriff's Office, 4800  
Montreal, 21st December, 1898. Sheriff  
[First published, 24th December, 1898.] Montreal, 21st December, 1898.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } THE McCLARY MANU-  
No 1651. } FACTURING Co., a body  
politic and corporate, having its chief place of busi-  
ness in the city of Montreal, Plaintiffs; against the  
lands and tenements of PIERRE O. LEFEBVRE,  
merchant, of the city and district of Montreal, De-  
fendant.

A certain lot of land situate in Saint Jean Baptiste ward, in the city of Montreal, being the south west part of the lots known and designated on the official plan and in the book of reference for the village of Saint Jean Baptiste, as numbers one hundred and fifty, one hundred and fifty one and one hundred and fifty two of the subdivision of the primitive lot number ten, measuring thirty four feet in front by forty eight feet in depth; bounded in front by Rachel street, in rear by the said lot number one hundred and fifty of the subdivision of the said primitive lot number ten, on the south-west by a lane, and on the north east side by the remainder of the said lots numbers one hundred and fifty, one hundred and fifty one and one hundred and fifty two of the subdivision of the said primitive lot number ten—together with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of JANUARY next (1899), at TWO of the clock in the afternoon,

J. R. THIBAUDEAU, Sheriff.  
Sheriff's Office, 4802  
Montreal, 21st December, 1898. Sheriff.  
[First published, 24th December 1898.] Montreal, 21st December, 1898.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } DAME MARIE ALBERTI-  
No. 3091. } NE HERMELENDHA  
BRUNEL, of the city and district of Montreal,  
widow of the late John Antoine McNichols, in his  
lifetime, accountant, of the same place, Plaintiff,  
against the lands and tenements of LOUIS ALIAS  
WILFRID DUROCHER, painter, of the city of  
Sainte-Cunégonde of Montreal, district of Montreal,  
Defendant.

1. The five undivided twelfths of a lot of land situate and being in Saint James ward, in the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said Saint James ward as forming part of the lot number three hundred and forty one, the said part so seized containing forty four feet in front by eighty four feet nine inches in depth, french measure, more or less,—with the buildings thereon erected, said buildings bearing civic numbers sixty two, sixty four and sixty six of Visitation street, bounded as follows :

six de la rue Visitation, borné comme suit : en front par la dite rue Visitation, en arrière par les lots numéros trois cent cinquante et trois cent cinquante et un des susdits plan et livre de renvoi officiels, d'un côté au sud-est par le lot numéro trois cent quarante des susdits plan et livre de renvoi officiels, et de l'autre côté au nord-ouest par le résidu du dit lot numéro trois cent quarante et un, avec droit au passage en commun et mitoyen avec le propriétaire du résidu du dit lot numéro trois cent quarante et un, du côté nord ouest lequel passage doit rester libre et sans obstruction, à perpétuité.

2° Les cinq douzièmes indivis d'un certain terrain sis et situé dans le quartier Saint-Jacques, en la cité de Montréal ; borné en front par la rue Amherst—avec les bâtisses y érigées ; les dites bâtisses portant les numéros civiques, quatre cent soixante et quinze, quatre cent soixante et dix-sept, quatre cent soixante et dix-neuf et quatre cent quatre-vingt-un, de la dite rue Amherst, le dit terrain connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Jacques, sous les numéros de subdivision quarante et quarante et un, du lot primitif numéro neuf cent soixante et quatorze, les dites deux subdivisions quarante et quarante et un formant une seule et même exploitation, avec l'usage en commun à perpétuité avec tous ceux qui y ont droit, d'une ruelle de quinze pieds de largeur en arrière du dit terrain pour communiquer de la rue Ontario à la rue Demontigny.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIÈME jour de JANVIER prochain (1899), à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Sherif.  
Montréal, 21 décembre 1898. 4807  
[Première publication, 24 décembre 1898.]

#### WARRANT DU CURATEUR.

*Cour Supérieure.*

Montréal, à savoir : { **IN RE JOHN B. BAGIN**;  
No. 99. } failli, et ci-devant de Saint-Lambert, en la province de Québec, maintenant absent de la dite province, et **CHARLES-HENRY WALTERS**, curateur des biens du dit failli, dûment autorisé pour les fins de la saisie et vente des immeubles ci-après décrits, et requérant iceux en vertu de l'article 772 du code de procédure civile pour le Bas-Canada, tel qu'amendé par l'acte 48 Victoria, chapitre 22, section 6, et **JOHN M. M. DUFF**, intimé. Le dit immeuble décrit comme suit dans le warrant du curateur, à savoir :

Ce lot de terre situé à Saint-Lambert, dans le comté de Chambly, connu et désigné sous le numéro soixante-quinze (75), de la subdivision du lot deux cent cinquante-cinq (255), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longueuil—avec les bâtisses sus-érigées, étant la propriété du dit John B. Bagin, le failli en cette cause.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause qui a eu lieu le deuxième jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-six (1886), aura lieu de nouveau à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, le VINGT-HUITIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant midi, à la folle enchère du dit John M. M. Duff, en sa qualité de curateur à la succession vacante du dit David H. Henderson.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 22 décembre 1898. 4857  
[Première publication, 24 décembre 1898.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **PIERRE MILOT**, bour-  
No. 3200. } geois, de la cité et du  
district de Montréal, Demandeur ; contre les terres

in front by the said Visitation street, in rear by lot numbers three hundred and fifty and three hundred and fifty-one of the said official plan and book of reference, on one side to the south east by lot number three hundred and forty of the said official plan and book of reference, and on the other side to the north west by the residue of said lot number three hundred and forty-one, with right of passage in common and joint ownership with the proprietor of the residue of the said lot number three hundred and forty-one, on the north west side which passage must remain free and without obstruction forever.

2. The five undivided twelfths of a certain lot situate and being in Saint James ward, in the city of Montreal ; bounded in front by Amherst street—with the buildings thereon erected ; said buildings bearing the civic numbers four hundred and seventy-five, four hundred and seventy-seven, four hundred and seventy-nine and four hundred and eighty-one, of Amherst street aforesaid ; said lot known and designated on the official plan and book of reference of the said Saint James ward, as subdivision numbers forty and forty-one, of the primitive lot number nine hundred and seventy-four, said two subdivisions lots forty and forty-one forming one and the same plot, with the use forever in common with those entitled thereto of a lane fifteen feet wide in rear of the said lot to communicate from Ontario street to Demontigny street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of JANUARY next (1899), at ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sherif.  
Montreal, 21st December, 1898. 4808  
[First published, 24th December, 1898.]

#### CURATOR'S WARRANT.

*Superior Court.*

Montreal, to wit : { **IN RE JOHN B. BAGIN**;  
No. 99. } insolvent, heretofore of Saint Lambert, in the province of Quebec, absent from the said province, and **CHARLES HENRY WALTERS**, curators to the estate of the said insolvent, duly authorized for the purpose of the seizure and sale of the immovables hereinafter described, and petitioners therefore, under article 772 of the code of civil procedure for Lower Canada, such as amended by the act 48 Victoria, chapter 22, section 6, and **JOHN M. M. DUFF**, respondent.

Said immovable described as follows in the curator's warrant, to wit :

That certain lot of ground situated at Saint Lambert, in the county of Chambly, and known and distinguished by number seventy five (75), of subdivision of lot two hundred and fifty five (255), on the official plan and book of reference of the parish of Longueuil—with the buildings thereon erected, being the property of the said John B. Bagin, the insolvent in this cause.

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in the present cause, which took place on the second day of July, one thousand eight hundred and eighty-six (1886), at the parochial church door of the parish of Saint Antoine de Longueuil, will take place anew on the TWENTY-EIGHTH day of JANUARY next (1899), at TEN of the clock in the forenoon, at the resale of John M. M. Duff, in his quality of curator to the vacant estate of the said David H. Henderson.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sherif.  
Montreal, 22nd December, 1898. 4858  
[First published, 24th December, 1898.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **PIERRE MILOT**, gentle-  
No. 3200. } man, of the city and dis-  
trict of Montreal, Plaintiff ; against the lands and

et tenements de VICTOR ST. ANDRÉ, du même lieu, et PIERRE MELOCHE, de la ville de Saint-Henri, dans le district de Montréal, tous deux conjointement et solidairement, Défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit défendeur P. Meloche, les immeubles suivants, savoir :

1° Une bâtisse en bois à deux étages servant de beurrerie, mesurant environ quarante pieds de front sur vingt-quatre pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec toutes les machineries servant à l'exploitation de la dite beurrerie et consistant en un engin, boiler et autres accessoires pour manufacturer le beurre, la dite bâtisse se trouve construite sur un lot de terre connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, district de Montréal, sous le numéro cent quatre-vingt-douze; le dit lot est borné en front par le chemin de la Reine.

2° Un certain terrain avec toutes les servitudes s'y rattachant et avec les bâtisses y érigées, situé en la cité de Saint-Henri, comté d'Hochelega, district de Montréal; borné en front par la rue Richelieu, composé 1° d'un lot de terre connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro neuf cent cinquante-trois, contenant le dit lot trente pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, 2° d'une lisière de terre de deux pieds de largeur sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, à prendre du côté nord-est du lot de terre connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro neuf cent cinquante-deux, la dite lisière de terre est bornée en front par la rue Richelieu, en arrière par le lot de terre connu et désigné aux susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro neuf cent quarante-neuf, d'un côté par le résidu du dit lot neuf cent cinquante-deux et de l'autre côté par le dit lot neuf cent cinquante-trois, le dit lot de terre neuf cent cinquante-trois et la dite lisière de terre du dit lot neuf cent cinquante-deux étant contiguës et formant une seule et même exploitation.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de JANVIER prochain (1899), à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 21 décembre 1898. Shérif, 4806  
[Première publication, 24 décembre 1898.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
*Court de Circuit—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } WILLIAM ALEXANDER  
No 11586. } HASTINGS, gérant, des  
cité et district de Montréal. Demandeur; contre  
les terres et tenements de HENRY GOODRICK  
ET HENRY LOUCH, tous deux des cité et district  
de Montréal. Défendeurs.

Un lot de terre ou emplacement faisant front sur la rue Carrière, dans le quartier Saint-Denis, de la dite cité de Montréal, ci-devant ville de la Côte Saint-Louis, particulièrement connu et décrit sous le numéro de cadastre deux cent quatre-vingt-douze (No 292), des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, dans le comté d'Hochelega—avec une maison en pierre, une maison en bois et autres bâtisses sus-érigées et avec tous les droits et circonstances appartenant à la dite propriété.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 29 novembre 1898. Shérif, 4413-2  
[Première publication, 3 décembre 1898.]

tenements of VICTOR ST ANDRÉ, of the same place, and PIERRE MELOCHE, of the town of Saint Henry, in the district of Montreal, both jointly and severally, Defendants.

Seized as belonging to the said defendant P. Meloche, the following immovables, to wit :

1. A two storey wooden building used as a butter factory, measuring about forty feet in front by twenty-four feet in depth, english measure, more or less—with all the machinery used in running the said butter factory and consisting of an engine, boiler, and other accessories for making butter, the said building is erected on a lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, county of Jacques Cartier, district of Montreal, as number one hundred and ninety-two; the said lot is bounded in front by the Queen's road.

2. A certain lot with all the servitudes appertaining thereto and with the buildings thereon erected, situate in the city of Saint Henry, county of Hochelega, district of Montreal; bounded in front by Richelieu street, made up 1. of a lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as number nine hundred and fifty-three, the said lot containing thirty feet in front by ninety feet in depth, english measure, more or less, without warranty of precise measurement, 2. of a strip of land of two feet in width by ninety feet in depth, english measure, more or less, to be taken off the north east side of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as number nine hundred and fifty-two, said strip of land being bounded in front by Richelieu street, in rear by the lot of land known and designated on the said official plan and book of reference as number nine hundred and forty-nine, on one side by the residue of the said lot number nine hundred and fifty-two, and on the other side by the said lot nine hundred and fifty-three, the said lot of land nine hundred and fifty-three and the said strip of land of the said lot number nine hundred and fifty-two being contiguous and forming one and the same plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SEVENTH day of JANUARY next (1899), at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 21st December, 1898. Sheriff, 4806  
[First published, 24th December, 1898.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Circuit Court—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } WILLIAM ALEXANDER  
No. 11586. } HASTINGS, manager,  
of the city and district of Montreal. Plaintiff;  
against the lands and tenements of HENRY  
GOODRICK AND HENRY LOUCH, both of the  
city of Montreal, Defendants.

A certain lot of land or emplacement fronting on Carrière street, in the Saint Denis ward, of the said city of Montreal, formerly the town of Côte Saint Louis, properly known and described as cadastral number two hundred and ninety-two (No. 292), on the official plan and in the book of reference of the village of Côte Saint Louis, in the county of Hochelega—with a stone house, a wooden house and other buildings thereon erected and with all the rights and appurtenances unto said property belonging.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's office, Montreal, 29th November, 1898. Sheriff, 4414  
[First published, 3rd December, 1898.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **EDOUARD NORMAN-**  
No 1582. } **DIN**, boulanger, de la  
ville de Longueuil, Demandeur ; contre les terres  
et tenements de **GEORGE MOUNCEY**, de la ville  
de Longueuil, district de Montréal, Défendeur.

Un terrain situé en la ville de Longueuil, comté  
de Chambly, district de Montréal, de forme irréguli-  
ère, contenant soixante et sept pieds de front sur  
une profondeur de soixante et dix pieds, de là pre-  
nant cent vingt quatre pieds de largeur sur trente-  
sept pieds de profondeur, plus ou moins, sans  
garantie de mesure précise, tenant en front au che-  
min de Chambly, en profondeur à Charles Poirier,  
d'un côté, partie à un nommé Delorme et partie à  
un nommé Laurier, et de l'autre côté au sud-est au  
dit Charles Poirier—avec une maison en bois et bri-  
que, une boutique de boulanger, un four et autres  
bâtisses dessus construites ; le dit terrain faisant  
partie du lot de terre connu et désigné sur le plan  
et au livre de renvoi officiels du village de Longueuil,  
sous le numéro cent neuf.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale  
de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil le  
**CINQUIÈME** jour de **JANVIER** prochain (1899),  
à **DIX** heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif. Shérif.  
Montréal, 30 novembre 1898. 4441-2  
[Première publication, 3 décembre 1898.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **JOSEPH BELANGER**,  
No 10756. } marchand épicer, de la  
ville de Saint-Louis, dit district, Demandeur ; contre  
les terres et tenements de **CLEOPHAS MAISON-**  
**NEUVE**, de la paroisse de la Longue Pointe,  
dit district, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé en la paroisse de la  
Longue Pointe, district de Montréal ; borné en  
front par le chemin Saint-Léonard, connu et dési-  
gné comme subdivision deux cent soixante et douze  
du lot numéro trois cent quatre-vingt-neuf (389),  
des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de  
la Longue Pointe—sans bâtisses.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de  
Montréal, le **SEPTIÈME** jour de **JANVIER** pro-  
chain (1899), à **DIX** heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif. Shérif.  
Montréal, 30 novembre 1898. 4439-2  
[Première publication, 3 décembre 1898.]

**Ventes par le Shérif—Ottawa**

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que  
les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mention-  
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et  
lieux respectifs tel quementionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Montréal.*

Ottawa, à savoir : } **CANADA INDUSTRIAL**  
No 1320. } **COMPANY (LIMITED)**,  
corps politique et dument incorporé, ayant son  
principal bureau d'affaires en les cité et district de  
Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tene-  
ments de **JOSEPH O. BURDETT**, avocat, de  
Heingham, Etat de Massachusetts, et **F. R. WHITE**,  
gentilhomme, de Lynn, dans le dit Etat de Mass-  
achusetts, Défendeurs.

Saisi comme appartenant aux dit défendeurs les  
immeubles suivants, à savoir :

1° La moitié indivise des parts et intérêts dans  
les mines et droits miniers, dans les étendues de  
terrasins suivants, situés dans le canton de Temple-  
ton, dans le district d'Ottawa et province de Qué-

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **EDOUARD NORMANDIN**,  
No. 1582. } **E** baker, of the town of Lon-  
gueuil, Plaintiff ; against the lands and tenements  
of **GEORGE MOUNCEY**, of the town of Longueuil,  
district of Montreal, Defendant.

A lot situate in the town of Longueuil, county of  
Chambly, district of Montreal, of irregular shape,  
containing sixty-seven feet in front by a depth of  
seventy feet, from thence having one hundred and  
twenty-four feet in width by thirty seven feet in  
depth, more or less, without warranty as to precise  
measurement : bounded in front by the Chambly  
road, in rear by Charles Poirier, on one side partly  
by one Delorme and partly by one Laurier, and on  
the other side to the south east by the said Charles  
Poirier—with a wooden and brick house, a bakery,  
an oven and outbuildings thereon erected ; said  
lot forming part of the lot known and designated  
on the official plan and book of reference of the  
village of Longueuil, as number one hundred and  
nine.

To be sold at the parochial church door of the  
parish of Saint Antoine de Longueuil, on the **FIFTH**  
day of **JANUARY** next (1899), at **TEN** of the clock  
in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office. Sheriff.  
Montreal, 30th November, 1898. 4442  
[First published, 3rd December, 1898.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **JOSEPH BELANGER**, mer-  
No 10756. } chant grocer, of the town  
of Saint Louis, said district, Plaintiff ; against the  
lands and tenements of **CLEOPHAS MAISON-**  
**NEUVE**, of the parish of Longue Pointe, said  
district, Defendant.

A lot of land situate and being in the parish of  
Longue Pointe, district of Montreal ; bounded in  
front by the Sa'n Leonard road, known and dis-  
signed as subdivision two hundred and seventy-two  
of lot number three hundred and eighty-nine (389), of the  
official plan and book of reference of the cadastre of  
the parish of Longue Pointe—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the **SEVENTH** day of **JANUARY** next (1899),  
at **TEN** o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office. Sheriff.  
Montreal, 30th November, 1898. 4440  
[First published, 3rd December, 1898.]

**Sheriff's Sales—Ottawa**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the un-  
dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have  
been seized, and will be sold at the respective time  
and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Montreal.*

Ottawa, to wit : } **CANADA INDUSTRIAL**  
No. 1320. } **COMPANY (LIMITED)**,  
a body politic and corporate, having its principal  
place of business in the city and district of Mon-  
treal, Plaintiff ; against the lands and tenements of  
**JOSEPH O. BURDETT**, advocate, of Heingham,  
State of Massachusetts and **F. R. WHITE**, gentle-  
man, of Lynn, in the said State of Massachusetts,  
Defendants.

Seized as belonging to the said defendants, the  
following immovables, to wit :

1. The undivided half interest and share in the  
mine and mining rights, in the following tracts of  
land situate in the township of Templeton, in the dis-  
trict of Ottawa, known according to the official plan

jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. AMYOT,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Québec, 22 décembre 1898. 4825  
[Première publication, 24 décembre 1898.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir : } **THE PEOPLE'S BANK OF**  
No. 2317. } **HALIFAX**, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la ville de Halifax, dans la Nouvelle-Ecosse, avec un bureau d'affaires en la cité de Québec ; contre ALPHONSE CHARLEBOIS, de la cité de Québec, à savoir

Le droit d'usufruit durant la vie de Alphonse Charlebois, de Québec, contracteur, et de Dame Marie Flore Charlotte Valois, son épouse, sur—1o Le lot No. 4443, (quatre mille quatre cent quarante trois), du cadastre officiel pour le quartier Montcalm de la cité de Québec—avec maison et autres bâtisses ; 2o Le lot No. 153, (cent cinquante-trois) du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame, Banlieue de Québec—circonstances et dépendances. Les dits droits d'usufruit sur les dits immeubles pour être vendus en bloc et à la charge d'une rente foncière de vingt-quatre piastres par année payable semi-annuellement aux représentants de Dame veuve John Neilson.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Québec, le VINGT-SEPTIEME jour de JANVIER prochain à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. AMYOT,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Québec, 22 décembre 1898. 4827  
[Première publication, 24 décembre 1898.]

**FIERI FACIAS.**

*Circuit de Québec.*

Québec, à savoir : } **LOUIS HENRI BLAIS**,  
No. 3495. } **Avocat**, de la ville de Montmagny ; contre **PIERRE L'HERAULT**, de la municipalité de Limoilou, charron, à savoir :

1° Le lot No 142 (cent quarante-deux), du cadastre officiel pour la municipalité de Saint-Roch de Québec Nord, village Stadacona, maintenant municipalité de Limoilou, étant un terrain situé rue Papineau, sujet à une rente foncière et constituée de six piastres, payable à L. H. Blais, le premier de mai chaque année.

2° Le lot No 143 (cent quarante-trois), du cadastre officiel pour la municipalité de Saint-Roch de Québec Nord, village de Stadacona, maintenant municipalité de Limoilou, étant un terrain situé rue Papineau, sujet à une rente foncière et constituée de six piastres, payable à L. H. Blais, le premier de mai chaque année.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le TREIZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 7 décembre 1898. 4547-2  
[Première publication, 10 décembre 1898.]

**Ventes par le Shérif—Richelieu**

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**ALIAS FIERI FACIAS.**

*Cour Supérieure—District de Saint-Hyacinthe.*

Sorel à savoir : } **UDGER GAOUETTE**, bourgeois, No. 122. } **Homme**, de la paroisse de Saint-Denis, district de Saint-Hyacinthe, Demandeur ;

JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon The said writ returnable according to law.

J. B. AMYOT,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Quebec, 22nd December 1898. 4825  
[First published, 24th December, 1898.]

**FIERI FACIAS.**

Quebec, to wit : } **THE PEOPLE'S BANK OF**  
No. 2317. } **HALIFAX**, a body politic and corporate, having its chief place of business in the town of Halifax in Nova Scotia, with a business office in the city of Quebec ; against ALPHONSE CHARLEBOIS, of the city of Quebec, to wit :

The right of usufruct during the lifetime of Alphonse Charlebois, of Quebec, contractor, and of Dame Marie Flore Charlotte Valois, his wife, upon—1. Lot No. 4443 (four thousand four hundred and forty-three), of the official cadastre for Montcalm ward, of the city of Quebec—together with house and other buildings ; 2. Lot No. 153 (one hundred and fifty-three), of the official cadastre for the parish of Notre Dame, Banlieue of Quebec, circumstances and dependencies. The said rights of usufruct on the said immovables to be sold *en bloc*, subject to the charge of an annual ground rent of twenty-four dollars, payable semi-annually to the representatives of the widow John Neilson.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY-SEVENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. B. AMYOT,  
Sheriff's office, Deputy-Sheriff.  
Quebec, 22nd December, 1898. 4828  
[First published, 24th December, 1898.]

**FIERI FACIAS.**

*Quebec Circuit.*

Quebec, to wit : } **LOUIS HENRI BLAIS**, advo-  
No. 3495. } **cate**, of the town of Montmagny ; against **PIERRE L'HERAULT**, of the municipality of Limoilou, coach maker, to wit :

1. Lot No. 142 (one hundred and forty-two), of the official cadastre for the municipality of Saint Roch de Québec Nord, village of Stadacona, now municipality of Limoilou, being a lot situate on Papineau street, subject to a ground and constituted rent of six dollars, payable to L. H. Blais, on the first of May of every year.

2. Lot No. 143 (one hundred and forty-three), of the official cadastre for the municipality of Saint Roch de Québec Nord, village Stadacona, now municipality of Limoilou, being a lot situate on Papineau street, subject to a ground and constituted rent of six dollars, payable to L. H. Blais, on the first May of every year.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the THIRTEENTH day of JANUARY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,  
Sheriff's office, Sheriff  
Quebec, 7th December, 1898. 4548  
[First published, 10th December, 1898.]

**Sheriff's Sales—Richelieu**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**ALIAS FIERI FACIAS.**

*Superior Court—District of St. Hyacinthe.*

Sorel, to wit : } **UDGER GAOUETTE**, gentleman, No. 122. } **Man**, of the parish of Saint-Denis, district of Saint Hyacinthe, Plaintiff ; against

contre **PIERRE SAINT-GERMAIN**, cultivateur, de la paroisse de Saint-Jude, dit district, Défendeur.

Un lopin de terre situé en la paroisse de Saint-Ours, district de Richelieu, dans la concession de la rivière Richelieu, de la contenance de soixante et quinze pieds de front, c'est-à-dire : à partir du fossé à aller au côté sud-ouest de la *soche*, sur un demi arpent de profondeur ; tenant devant au chemin de la dite concession, derrière et des deux côtés à Ludger Millette, le dit lopin de terre étant une partie du lot numéro cent cinquante six, (pt : No 156) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Ours—avec une fromagerie y érigée, ainsi que l'agès de cette fromagerie.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Ours, le **VINGT-CINQUIÈME** jour du mois de **JANVIER** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

**P. GUEVREMONT,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sorel, 21 décembre 1898. 4816  
[Première publication, 24 décembre 1898.]

**FIERI FACIAS.**

*Cour Supérieure du district de Richelieu.*

Sorel, à savoir : } **ALBERT LAURENDEAU**,  
No. 1516. } écuyer, médecin, du village de Saint-Gabriel de Brandon, Demandeur ; contre **DELLE MELINA LANOUE**, fille majeure et usant de ses droits, du village de Saint-Gabriel de Brandon, dans le district de Joliette, Défenderesse, et **JEAN-BAPTISTE HENRY**, cultivateur, ci-devant de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, et maintenant aux États-Unis d'Amérique, Opposant.

Une terre située en la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, dans le cinquième rang de Brandon, contenant environ quarante-deux acres et trente-huit perches en superficie, connue et désignée sous le numéro cinq cent quarante-cinq (No 545), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse sans bâtisse.

À droite de la dite terre, un lopin de terre appartenant au dit opposant, contenant deux arpents de front sur un arpent et demi de profondeur ; tenant devant au chemin public, en profondeur au résidu de la dite terre, d'un côté à Narcisse Légaré et d'autre côté aux représentants de Edouard Henri—sans bâtisse.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble ci-dessus désigné saisi dans la présente cause, qui devait avoir lieu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, le vingt-deuxième jour du mois de juin dernier, à dix heures de l'avant-midi ; aura lieu à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, le **DIXIÈME** jour du mois de **JANVIER** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

**P. GUEVREMONT,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sorel, 21 décembre 1898. 4859  
[Première publication, 24 décembre 1898.]

**Ventes par le Shérif—Saguenay**

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Saguenay.*

Malbaie, à savoir : } **ROBERT RITCHIE**, de la  
No. 1250. } ville de Lévis, rentier ;  
contre **ALFRED GIRARD**, de Saint-Etienne de la Malbaie, cultivateur, savoir :

1° Les lots numéros huit cent cinquante-quatre

**PIERRE SAINT-GERMAIN**, farmer, of the parish of Saint-Jude, said district, Defendant.

A lot of land situate in the parish of Saint-Ours, district of Richelieu, in the concession of the river Richelieu, containing seventy-five feet in front, to wit : from the ditch to the south west side of the stump, by one half of an arpent in depth, fronting on the road of the said concession ; bounded in rear and on both side by Ludger Millette, the said lot of land being a part of lot number one hundred and fifty six (pt : No 156), of the official plan and in the book of reference for the said parish of Saint-Ours—with a cheese factory thereon erected and plant of the said factory.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Ours, on the **TWENTY FIFTH** day of the month of **JANUARY** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

**P. GUEVREMONT,**

Sheriff's Office, Shérif.  
Sorel, 21st December, 1898. 4816  
[First published, 24th December, 1898.]

**FIERI FACIAS.**

*Superior Court—District of Richelieu.*

Sorel, to wit : } **ALBERT LAURENDEAU**,  
No. 1516. } Esquire, physician, of the village of Saint-Gabriel de Brandon, Plaintiff ; against **MISS MELINA LANOUE**, spinster in the enjoyment of her rights, of the village of Saint-Gabriel de Brandon, in the district of Joliette, Defendant, and **JEAN-BAPTISTE HENRY**, farmer, heretofore of the parish of Saint-Gabriel de Brandon, and now in the United States of America, Opposant.

A land situate in the parish of Saint-Gabriel de Brandon, in the fifth range of Brandon, containing about forty-two acres and thirty-eight perches in area, known and designated as number five hundred and forty-five (No. 545), of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish aforesaid—without buildings.

Reserving from the said land a piece of land belonging to the said opposant, containing two arpents in front by one arpent and a half in depth ; bounded in front by the public road, in rear by the residue of the said land, on one side by Narcisse Légaré, on the other side by the representatives of Edouard Henry—without buildings.

Notice is hereby given that the sale of the immovable hereinabove described seized in the present cause, which should have taken place at the church door of the parish of Saint-Gabriel de Brandon, on the twenty-second day of the month of June last, at ten of the clock in the forenoon, will take place at the parochial church door of the said parish of Saint-Gabriel de Brandon, on the **TENTH** day of the month of **JANUARY** next, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon.

**P. GUEVREMONT,**

Sheriff's Office, Shérif.  
Sorel, 21st December, 1898. 4859  
[First published, 24th December, 1898.]

**Sheriff's Sales—Saguenay**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Saguenay.*

Malbaie, to wit : } **ROBERT RITCHIE**, of the  
No. 1250. } town of Lévis, rentier ;  
against **ALFRED GIRARD**, of Saint-Etienne de la Malbaie, farmer, to wit :

1. Lots numbers eight hundred and fifty-four and

et huit cent cinquante-cinq (Nos. 854 et 855), du cadastre officiel de la dite paroisse Saint-Etienne de la Malbaie, situés concession Sainte-Magdeleine ou Joyeuse — avec bâtisses, pour être vendus en un seul lot.

2° Le lot numéro huit cent soixante et neuf (No. 869) des susdits cadastre et concession — avec bâtisses.

A distraire, néanmoins, de ce dernier lot : 1° Un emplacement de six perches et demie de front sur cinq perches de profondeur, plus ou moins ; borné par devant au chemin public, par derrière au trait-carré de la dite concession, au nord à la ligne de Joseph Emond, et au sud au défendeur, actuellement en possession de George Desbiens. 2° Un autre emplacement de treize perches et demie de largeur sur quatorze perches de profondeur, plus ou moins ; borné au sud-ouest par le chemin public, au nord-est par le défendeur, au nord-ouest par Joseph Girard, et au sud-est par Alfred Girard, fils de Ferdinand, appartenant à Elie Girard, fils de Joseph.

Pour être vendus au bureau du shérif, en la paroisse de la Malbaie, le VINGT-CINQUIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

P. H. CIMON,

Bureau du Shérif, Malbaie, 17 décembre 1898.  
[Première publication, 24 décembre 1898.]

Shérif.  
4763

eight hundred and fifty-five (854 and 855), of the official cadastre of the said parish of Saint Etienne de la Malbaie, situate in the concession Sainte Magdeleine or Joyeuse—with buildings, to be sold in one lot.

2. Lot number eight hundred and sixty-nine (869), of the said cadastre and concession—with buildings.

Reserving, however, from this latter lot : 1. A lot of six perches and a half in front by five perches in depth, more or less ; bounded in front by the public road, in rear by the division line of the said concession, on the north by the line of Joseph Emond, and on the south by the defendant, actually in the possession of George Desbiens. 2. Another lot of thirteen perches and a half in width by fourteen perches in depth, more or less ; bounded on the south west by the public road, on the north east by the defendant, on the north west by Joseph Girard, and on the south east by Alfred Girard, son of Ferdinand, belonging to Elie Girard, son of Joseph.

To be sold at the sheriff's office, in the parish of La Malbaie, on the TWENTY-FIFTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

P. H. CIMON,

Sheriff's Office, Malbaie, 17th December, 1898.  
[First published, 24th December, 1898.]

Sheriff.  
4764

### Ventes par le Sherif—St-François

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } LA BANQUE NA-  
No 75. } TIONALE, corps

politique et incorporé, ayant son principal bureau et place d'affaires dans la cité de Québec, dans le distr. et de Québec, Demanderesse ; contre EDMOND MARTEL ET JEAN-BAPTISTE MARTEL, (conjointement et solidairement), deux des défendeurs dans une certaine cause, dans laquelle la demanderesse était demanderesse, et Frédéric Martel, de la paroisse de Saint-Joseph de Chambly, dans le district de Montréal, cultivateur, Edmond Martel, de la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, dans le district de Saint-Hyacinthe, et Jean-Baptiste Martel, de Brompton Falls, dans le district de Saint-François, tous deux cultivateurs, Défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit Jean-Baptiste Martel, l'un des dits défendeurs, les immeubles ci-après décrits, à savoir :

Une terre située dans le canton de Brompton, dans le district de Saint-François, formant partie des lots numéros vingt-huit et vingt-neuf dans le cinquième rang du dit canton, connue et désignée comme suit :

1° Le résidu du lot numéro vingt-neuf dans le cinquième rang du dit canton de Brompton, après déduction faite des cent acres au bout sud-ouest du dit lot, et vendu à Charles Berwick, et aussi après déduction faite au morceau de terre qui se trouve situé au nord-est du chemin public, et au sud-ouest des lignes entre les rangs quatre et cinq du dit canton, tel que le dit résidu peut être et lequel morceau est présentement réservé.

2° Les trois quarts nord-est du lot numéro vingt-huit dans le cinquième rang de Brompton, et contenant cent cinquante acres de terre, plus ou moins, et contenant tout le dit lot après déduction faite de la portion d'icelui, vendu à Thomas Griffith, aussi déduction faite du morceau de terre qui se trouve aussi au nord-est du chemin public, et au sud-ouest des lignes entre les rangs quatre et cinq

### Sheriff's Sales—St. Francis

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court—District of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit : } LA BANQUE NA-  
No. 75. } TIONALE, a body

politic and corporate, having its chief place of business in the city of Quebec, in the district of Quebec, Plaintiff ; against EDMOND MARTEL and JEAN-BAPTISTE MARTEL, (jointly and severally), two of the defendants in a certain suit in which the plaintiff was plaintiff, and Frédéric Martel, of the parish of Saint Joseph de Chambly, in the district of Montreal, farmer, Edmond Martel, of the parish of Sainte Marie de Monnoir, in the district of Saint Hyacinth, and Jean-Baptiste Martel, of Brompton Falls, in the district of Saint Francis, both farmers, Defendants.

Seized as belonging to the said Jean-Baptiste Martel, one of the said defendants, the immovables hereinafter described, to wit :

A land situate in the township of Brompton, in the district of Saint Francis, forming part of lots numbers twenty-eight and twenty-nine, in the fifth range of the said township, known and designated as follows

1. The residue of lot number twenty-nine in the fifth range of the said township of Brompton, after deduction made of the hundred acres at the south west end of the said lot, and sold to Charles Berwick, and also after deduction made of the piece of land which is situated north east of the public road, and at the south west of the lines between the ranges four and five of the said township, such as the said residue may be and which piece is now reserved.

2. The north east three fourths of lot number twenty eight in the fifth range of Brompton, and containing one hundred and fifty acres of land, more or less, the whole of the said lot containing, after deduction made of the portion thereof sold to Thomas Griffith, also deduction made of the piece of land which is north east of the public road, and to the south west of the lines between the ranges

du dit canton, sauf et excepté de la présente saisie, et réservé en faveur de Zacharie Ponton, sur le lot de terre en dernier lieu ci-dessus décrit : 1° Cent pieds de terrain à l'entour du moulin à scie qui se trouve construit partie sur le dit lot vingt-huit ainsi que le dit moulin et dépendance ; 2° Tout le bassin d'eau qui se trouve au-dessus du dit moulin ainsi que le terrain qui se trouve et se trouvera couvert par les eaux les plus hautes dans le dit bassin ; 3° Réserve en faveur du révérend J. Bte. Ponton ou représentants, le droit d'élever sa chaussée jusqu'à la hauteur du rocher sous la roue qui se trouve immédiatement à la tête du dit bassin sus-décrit ; 4° Réserve pour le dit J. Bte. Ponton ou représentants, un droit de passage dans le passage actuel, pour venir au dit moulin, depuis le chemin public et passant sur le lot vingt-huit, le dit passage devant servir pour l'usage du dit moulin.

Saisi de plus comme appartenant au dit défendeur, Jean-Baptiste Martel, le droit de passer par le passage sus énoncé pour aller sur l'autre partie de sa terre.

La dite terre étant de la contenance d'environ deux cent quarante acres en superficie, plus ou moins ; et bornée en front par le chemin public, en arrière par partie des dits lots appartenant à Robert Brown, William Bonnallie et F. Page respectivement, d'un côté partie par un terrain appartenant à E. W. Tobin, et partie par un terrain appartenant à J. Goddard, et de l'autre côté partie par la terre de Henri Giroux, et partie par le terrain appartenant à William Bonnallie—avec toutes les bâtisses et améliorations faites et érigées sur la dite terre et y appartenant.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Praxède de Brompton, le VINGT-QUATRIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif  
Sherbrooke, 21 décembre 1898. 4811  
[Première publication, 24 décembre 1898.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } LEONARD THOMAS,  
No 120. } du village de Mel-  
bourne, dans le district de Saint-François, gentil-  
homme, Demandeur ; contre les terres et tenements  
de J. M. NUNNS ET G. B. CORAM, tous deux du  
village de Melbourne, W. E. Jones, de la ville de  
Richmond, et F. H. Nunns, de la ville de Coaticook,  
tous du district de Saint-François, et Henry A.  
Allen et Z. Labelle, tous deux des cité et district  
de Montréal, Défendeurs, conjointement et solidai-  
rement.

Saisi comme appartenant au dit W. E. Jones, un  
des dits défendeurs, l'immeuble suivant, à savoir :

Un morceau de terre situé dans la ville de Rich-  
mond, dans le comté de Richmond, dans le district  
de Saint-François, connu et désigné comme étant  
partie du lot numéro quinze, dans le quatorzième  
rang des lots du canton de Cleveland, contenant  
environ un demi acre en superficie, plus ou moins ;  
borné en front vers l'ouest par la rue du Collège, en  
arrière à l'est et d'un côté vers le nord par la pro-  
priété de Richard N. Webber, et de l'autre côté vers  
le sud par la propriété de F. A. Cleveland—avec les  
bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la  
paroisse de Sainte-Bibiane de Richmond, dans la  
ville de Richmond, le TROISIÈME jour de JAN-  
VIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif  
Sherbrooke, 30 novembre 1898. 4435-2  
[Première publication, 3 décembre 1898.]

four and five of the said township, saving and  
excepting from the present seizure and reserved in  
favor of Zacharie Ponton, on the lot of land lastly  
herein above described : 1. One hundred feet of  
land around the saw mill which is built upon part  
of the said lot twenty eight as also the said mill and  
dependencies ; 2. All the basin of water which is  
above the said mill as also the land which is or will  
be covered by the highest water flows, in the said  
basin ; 3. Reserving in favor of the reverend J.  
Bte. Ponton or representatives, the right to raise  
the said dam to the height of the rock under the  
wheel which is immediately at the head of the said  
basin above described ; 4. Reserving for the said  
reverend J. Bte. Ponton or representatives, a right  
of passage in the actual passage to go to the said mill  
from the public road, and passing over lot twenty  
eight, the said passage to be for the use of the said  
mill.

Seized as belonging to the said Defendant Jean  
Bte Martel, the right to pass by the passage above  
mentioned to go upon the other part of his land.

The said land being of the contents of about two  
hundred and forty acres in area, more or less, and  
bounded in front by the public road, in rear by  
part of the said lots belonging to Robert Brown,  
William Bonnallie and F Page, respectively, on  
one side partly by a lot belonging to E. W. Tobin,  
and partly by a lot belonging to J. Goddard, and  
on the other side partly by the land of Henri  
Giroux, and partly by the land belonging to William  
Bonnallie—with the buildings and improvements  
thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of  
Saint Praxede de Brompton, on the TWENTY-  
FOURTH day of JANUARY next, at TEN of the  
clock in the forenoon.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Shérif  
Sherbrooke, 21st December, 1898. 4812  
[First published, 24th December, 1898.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit : } LEONARD THOMAS,  
No. 120. } of the village of Mel-  
bourne, in the district of Saint Francis, gentleman,  
Plaintiff ; against the lands and tenements of J. M.  
NUNNS AND G. B. CORAM, both of the village  
of Melbourne, W. E. Jones, of the town of Rich-  
mond, and F. H. Nunns, of the town of Coaticook,  
all in the district of Saint Francis, and Henry A.  
Allen and Z. Labelle, both of the city and district  
of Montreal, Defendants, jointly and severally.

Seized as belong to the said W. E. Jones, one of  
the said defendants, the following immovable  
property, to wit :

A piece of land situate in the town of Rich-  
mond, in the county of Richmond, in the district of Saint  
Francis, known and designated as being part and  
portion of the lot number fifteen, in the fourteenth  
range of lots of the township of Cleveland, contain-  
ing about one half acre in superficies, more or less ;  
bounded in front towards the west by College street,  
in rear to the east and on one side towards to north  
by the property of Richard N. Webber, and on the  
other side towards the south by the property of F.  
A. Cleveland—with the buildings and improve-  
ments thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of  
Sainte Bibiane of Richmond, in the town of Rich-  
mond, on the THIRD day of JANUARY next, at  
TEN of the clock in the forenoon.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Shérif  
Sherbrooke, 30th November, 1898. 4436  
[First published, 3rd December, 1898.]

## Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.***Cour Supérieure.*

Canada, Province de Québec, District de Saint-Hyacinthe, No 126. } **HONORÉ CARREAU**, Demandeur ; vs. **EDMOND MARTEL**, cultivateur,

de la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, dans le district de Saint-Hyacinthe, Défendeur, poursuivi conjointement et solidairement avec Jean Baptiste Martel, cultivateur, du township de Brompton, dans le district de Saint-François, et Frédéric Martel, cultivateur, de la paroisse de Saint-Joseph de Chambly, dans le district de Montréal, à savoir : Saisi sur le dit Edmond Martel :

1° Une terre située dans la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, dans le rang du Ruisseau Barré, côté est, contenant trois arpents de largeur sur trente de longueur ; bornée devant par le chemin du dit rang, en arrière du chemin de l'Eglise, du côté nord joignant la terre de François Vigeant, et du côté sud celle du dit Edmond Martel, ci-dessous décrite, connue sous le numéro deux cent quatre-vingt-seize (No 296), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Marie de Monnoir—avec les bâtisses.

2° Une terre située dans la dite paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, sur le dit rang du Ruisseau Barré, de la contenance de trois arpents de largeur sur trente de profondeur, connue et désignée sous le numéro deux cent quatre-vingt-quinze (295), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Marie de Monnoir—avec les bâtisses.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, le **TRENTE-UNIEME** jour de **JANVIER** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

**EUGENE SICOTTE,**

Bureau du shérif, Saint-Hyacinthe, 19 décembre 1898. 4767  
[Première publication, 24 décembre 1898.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Cour de Circuit.*

Canada, Province de Québec, District de Saint-Hyacinthe, No 529. } **SIR WILLIAM SHALES HINGSTON**, Demandeur ; vs. **EDOUARD POISSANT**, Défendeur.

Une terre située dans les limites de la seigneurie Ramzay, dans le rang Sainte-Hélène Ouest, de la paroisse de Sainte-Hélène, dit district et comté de Bagot, étant la moitié sud-est du lot numéro cinq cent cinquante-trois (No 553), de la dite seigneurie, et correspondant aux deux tiers sud-est du lot numéro cent quatre-vingt-six (No 186), du cadastre officiel de la dite paroisse de Sainte-Hélène, contenant deux arpents de front sur environ quatorze arpents de profondeur ; bornée au front par le chemin public, en profondeur par le cordon des terres du rang Sainte-Hélène Est, et du côté nord-est par le terrain de Frédéric Deszambeau, et du côté sud-est par celui de Louis Deszambeau.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Hélène, le **VINGT CINQUIEME** jour de **JANVIER** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

**EUGENE SICOTTE,**

Bureau du Shérif, Saint-Hyacinthe, 19 décembre 1898. 4769  
[Première publication, 24 décembre 1898.]

## Sheriff's Sales—St. Hyacinth

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.***Superior Court.*

Canada, Province of Québec, District of Saint Hyacinth, No. 126. } **HONORE CARREAU**, Plaintiff; vs. **EDMOND MARTEL**, farmer, of the

parish of Sainte Marie de Monnoir, in the district of Saint Hyacinth, Defendant, sued jointly and severally with Jean Baptiste Martel, farmer, of the Township of Brompton, in the district of Saint Francis, and Frederick Martel, farmer, of the parish of Saint Joseph de Chambly, in the district of Montreal, to wit :

Seized on the said Edmond Martel :

1. A lot of land situate in the parish of Sainte Marie de Monnoir, on the range of the Ruisseau Barré, east side, containing three acres in width by thirty in length ; bounded in front by the road of said range, in rear by the road of the range known as the Church range, on the north side by the land of François Vigeant, and on the south side by the land of the said Edmond Martel, hereinafter described known on the official plan and book of reference for the said parish of Sainte Marie de Monnoir as lot number two hundred and ninety-six (No. 296)—with buildings.

2. A lot of land situate in the said parish of Sainte Marie de Monnoir, on the said range of the Ruisseau Barré, containing three acres in width by thirty in depth, known and designated as lot number two hundred and ninety-five (No. 295), of the official plan and book of reference for the said parish of Saint Marie de Monnoir—with the buildings.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Sainte Marie de Monnoir, on the **THIRTY-FIRST** day of **JANUARY** next, at **ELEVEN** o'clock of the forenoon.

**EUGENE SICOTTE,**

Sheriff's Office, Saint Hyacinth, 19th December, 1898. 4768  
[First published, 24th December, 1898.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Circuit Court.*

Canada, Province of Québec, District of Saint Hyacinth, No. 529. } **SIR WILLIAM SHALES HINGSTON**, Plaintiff ; vs. **EDOUARD POISSANT**, Defendant.

A lot of land situate in the limits of the Ramzay Seignior, on the range Sainte Helene west, of the parish of Sainte Helene, said district, and in the county of Bagot, being the south east half of lot number five hundred and fifty-three (No 553), of said seignior and corresponding to the south east two thirds of lot number one hundred and eighty-six (No 186), of the official plan and book of reference for the said parish of Saint Helene, containing two acres in front by about fourteen acres in depth ; bounded in front by the public highway, in rear by the boundary line of the Sainte Helene east range, and on the north east side by the land of Frederick Deszambeau, and on the south east side by the land of Louis Deszambeau.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Sainte Helene, on the **TWENTY-FIFTH** day of **JANUARY** next, at **ELEVEN** o'clock of the forenoon.

**EUGENE SICOTTE,**

Sheriff's Office, Saint Hyacinth, 19th December, 1898. 4770  
[First published, 24th December, 1898.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure.*

Canada, Province de Québec, District de Saint-Hyacinthe, No 122. } **LUDGER GA-LOUETTE**, Demandeur; contre **PIERRE SAINT-GERMAIN**, Défendeur.

1° Une terre située dans la paroisse de Saint-Judes, au quatrième rang, comté de Saint-Hyacinthe, de trois arpents de large sur quarante arpents de longueur, étant, 1° Le lot numéro deux cent trente, (No 230), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Judes; et 2° Une lisière de terre de sept perches de large sur toute la profondeur du lot numéro deux cent vingt-neuf (No 229), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Judes, sur le quatrième rang, à prendre dans la ligne du dit lot numéro deux cent vingt-neuf, de manière à former en tout trois arpents de largeur—avec les maisons et autres constructions, le tout ne formant qu'une seule exploitation.

2° Une terre à bois située en la dite paroisse de Saint-Judes, sur le septième rang, faisant partie du lot numéro cinq cent treize (No 513), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Judes; bornée en front au chemin, en arrière à la rivière Salvail, d'un côté au numéro cinq cent douze du cadastre, et de l'autre côté au résidu du lot numéro cinq cent treize, appartenant à Ludger Chevalier—sans bâtisses.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Judes, le VINGT-QUATRIÈME jour de JANVIER prochain, à UNE heure de l'après-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Saint-Hyacinthe, 12 décembre 1898. Shérif. 4649  
[Première publication, 24 décembre 1898.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Cour Supérieure.*

District de Terrebonne, Sainte-Scholastique, à } **JEAN B. B. PREVOST**, Demandeur; contre savoir: No. 401. } **DAME L. A. WHEELER** ET AL., Défendeurs, savoir:

1° Deux lots de terre situés dans le premier rang du canton de Grandson, Mission de Saint-Jovite, district de Terrebonne, connus et désignés sous les numéros vingt-un et vingt-deux (21 et 22)—avec les bâtisses dessus construites.

2° Un autre lot de terre situé au même lieu, connu et désigné sous le numéro treize (13).

3° Un autre lot de terre situé au même lieu, connu et désigné sous le numéro quinze (15).

Pour être vendus à la porte de l'église catholique de la Mission de Saint-Jovite, dit district, le QUATRIÈME jour de JANVIER prochain (1899), à ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Sainte-Scholastique, 28 novembre 1898. Shérif. 4403-2  
[Première publication, 3 décembre 1898.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.*

District de Terrebonne, Sainte-Scholastique, à } **DAME CARMELIA BRUCHESI** ET VIR., Demandeurs; vs. **DAME JOSEPHINE LEFEBVRE** ES-QUALITÉ, Défendesse, savoir:

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court.*

Canada, Province de Québec, District de Saint-Hyacinthe, No. 122. } **LUDGER GA-LOUETTE**, Plaintiff; against **PIERRE SAINT-GERMAIN**, Defendant.

1° A lot of land situate in the parish of Saint-Judes, on the fourth range, Saint-Hyacinth county, containing three acres in width by forty acres in depth, and being, 1° Lot number two hundred and thirty, (No 230), of the official plan and book of reference for the parish of Saint-Judes; and 2° A strip of land containing seven rods in width by the whole depth of lot number two hundred and twenty nine (No 229), of the official plan and book of reference for the said parish of Saint-Judes, on the fourth range, to be taken on the line of said lot number two hundred and twenty nine, so as to make three acres in width—with the houses and other buildings thereon erected and being carried on as one farm.

2° A lot of land situate in the said parish of Saint-Judes, on the seventh range, being part of lot number five hundred and thirteen (No 513), of the official plan and book of reference for the said parish of Saint-Judes; bounded in front by the road, in rear by the river Salvail, on one side by lot number five hundred and twelve of the cadastral plan, and on the other side by the residue of lot number five hundred and thirteen, belonging to Ludger Chevalier—without buildings.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint-Judes, on the TWENTY-FOURTH day of JANUARY next, at ONE o'clock of the afternoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Saint-Hyacinth, 12th December, 1898. Sheriff. 4650  
[First published, 24th December, 1898.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.*

District of Terrebonne, Sainte-Scholastique, } **JEAN B. B. PREVOST**, Plaintiff; against to wit: No. 401. } **DAME L. A. WHEELER** ET AL., Defendants, to wit:

1° Two lots of land situate and being in the first range of the township of Grandson, Mission of Saint-Jovite, district of Terrebonne, known and designated as numbers twenty-one and twenty-two (21 and 22)—with the buildings thereon erected.

2° Another lot of land situate at the same place, known and designated as number thirteen (13).

3° Another lot of land situate at the same place, known and designated as number fifteen (15).

To be sold at the catholic church door of the Mission of Saint-Jovite, said district, on the FOURTH day of JANUARY next (1899), at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sainte-Scholastique, 28th November, 1898. Sheriff. 4404  
[First published, 3rd December, 1898.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.*

District of Terrebonne, Sainte-Scholastique, } **DAME CARMELIA BRUCHESI** ET VIR., to wit: No. 436. } Plaintiffs; vs. **DAME JOSEPHINE LEFEBVRE** ES-QUALITÉ, Defendant, to wit:

1° Un lot de terre situé en la côte Saint-Etienne, paroisse de Saint-Benoit, district de Terrebonne, comme étant la moitié ouest du lot désigné, sous le numéro trois cent quarante-quatre (344), aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Saint-Benoit—avec les bâties dessus construites.

2° Un autre lot de terre situé en la côte Saint-Vincent, même paroisse, connu et désigné sous le numéro trois cent soixante-deux (362), aux mêmes plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Saint-Benoit.

Pour être vendus à la porte de l'église par issiale de la paroisse de Saint-Benoit, dit district, le SEPTIEME jour de JANVIER prochain (1899), à DIX heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif, 4401-2  
Sainte-Scholastique, 28 novembre 1898.  
[Première publication, 3 décembre 1898.]

### Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } FRANCOIS-XAVIER  
No. 262. } DESCOTEAU, De-  
mandeur ; contre LOUIS PHILIPPE TROTTIER, Défendeur.

1° Un emplacement situé en la cité des Trois-Rivières, sur le côté sud-ouest de la rue Saint-Roch, connu et désigné comme étant le numéro cinq cent un (501), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la cité des Trois-Rivières—avec maison en briques à deux étages, circonstances et dépendances.

2° Les lots de terres connus et désignés sous les numéros quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) et cinq cent (500), du cadastre officiels de la cité des Trois-Rivières, étant un emplacement situé au sud-ouest de la rue Saint-Roch, contenant quarante-cinq pieds de front sur cinquante pieds de profondeur—avec les bâties dessus construites et dans lesquelles, le dit débiteur exploite une buanderie et avec les engins, bouilloires, arbre de ligne, poulies, courroies, matériel, outillage et accessoires de la dite buanderie qui s'y trouvent, et en dépendent, mais sujet le dit emplacement au droit de passage en faveur du propriétaire du lot numéro cinq cent un (501) du même cadastre, dans le passage existant sur la partie sud-est du dit lot No. 500, pour communiquer et entrer de la rue Saint-Roch jusqu'en arrière de la maison bâtie sur le dit lot No. 501.

Pour être vendus à mon bureau, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le VINGT-QUATRIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN.

Bureau du Shérif, Shérif, 4839  
Trois-Rivières, 21 décembre 1898.  
[Première publication, 24 décembre 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } JOSEPH FRANCOIS  
No. 906. } TROTTIER, De-  
mandeur ; contre LOUIS DESCOTEAUX, Défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de Sainte-Flore, dans le rang de la Grand-Mère, contenant cinquante pieds de front, sur la profondeur d'un demi arpent ; borné en front en arrière, par les héritiers Alexis Garceau, et des deux autres côtés

1. A lot situate in the Côte Saint Etienne, parish of Saint Benoit, district of Terrebonne, being the west half of the lot designated as number three hundred and forty-four (344), on the official plan and book of reference made for the said parish of Saint Benoit—with the buildings thereon erected.

2. Another lot of land situate in the Côte Saint Vincent, same parish, known and designated as number three hundred and sixty-two (362), on the same official plan and book of reference, made for the said parish of Saint Benoit.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Benoit, said district, on the SEVENTH day of JANUARY next (1899), at TEN of the clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff, 4402  
Sainte Scholastique, 28th November, 1898.  
[First published, 3rd December, 1898.]

### Sheriff's Sales—Three Rivers

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } FRANCOIS-XAVIER  
No. 262. } DESCOTEAU,  
Plaintiff ; against LOUIS PHILIPPE TROTTIER, Defendant.

1. A lot of land situate in the city of Three Rivers, on the south west side of Saint Roch street, known and designated as being number five hundred and one (501), of the official plan and in the book of reference of the registration cadastre for the city of Three Rivers, with a two story brick house, circumstances and dependencies.

2. The lots of lauds known and designated as numbers four hundred and ninety-nine (499) and five hundred (500), of the official cadastre for the city of Three Rivers, being a lot situate on the south west side of Saint Roch street, containing forty-five feet in front by fifty feet in depth—together with the buildings thereon erected and in which the said debtor is working a laundry and together with the engines, boilers, line shaft, polleys, straps, plant, tools and accessories of the said laundry which are thereon and belonging thereto, but the said lot subject to the right of passage in favor of the owner of lot number five hundred and one (501), of the same cadastre, in a passage existing on the south east part of the said lot No. 500, to communicate and enter from Saint Roch street to the rear of the house built on the said lot No. 501.

To be sold at my office, in the court house, in the city of Three Rivers, on the TWENTY-FOURTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff, 4840  
Three Rivers, 21st December, 1898.  
[First published, 24th December, 1898.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } JOSEPH FRANCOIS  
No 906. } TROTTIER, Plain-  
tiff ; against LOUIS DESCOTEAUX, Defendant.

A lot situate in the parish of Sainte Flore, in the range of Grand Mère, containing fifty feet in front by the depth of one half of an arpent ; bounded in front and in rear by the heirs of Alexis Garceau, and on both sides by Joseph Deziel, this emplace-

par Joseph Déziel, icelui emplacement à prendre à environ trois quarts d'arpent de la maison actuelle des dits héritiers, et fait partie du lot de terre numéro quatre-vingt-seize (96), du cadastre de la paroisse de Sainte-Flore—avec bâtisses dessus construites, avec réserve en faveur de Joseph Déziel, du côté nord au bout du dit emplacement un chemin de quinze pieds de largeur sur la longueur d'icelui, lequel chemin à la charge de l'acquéreur.

Potr être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Flore, le VINGT-CINQUIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 21 décembre 1898. 4835  
[Première publication, 24 décembre 1898.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } NAZ AIRE B O U -  
No. 237. } CHARD, Demandeur ; contre ANTOINE VEZINA, Défendeur.

1° Une terre située en la paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan, concession de la Baie, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan, sous le numéro trois cent cinquante-cinq (355).

2° Une terre située en la paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan, rang de la Montagne, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan, sous les numéros deux cent quatre-vingt-trois et deux cent quatre-vingt-quatre (283 et 284).

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan, le VINGT-SIXIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 21 décembre 1898. 4837  
[Première publication, 24 décembre 1898.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } RTHUROLIVIER,  
No. 247. } Demandeur ; contre NORBERT BEAUCHESNE, Défendeur.

1° Un lopin de terre situé dans la paroisse de Bécancour, à l'endroit appelé L'Anse, contenant environ deux arpents, trois perches et neuf pieds de largeur sur une profondeur de quatre arpents dans la ligne nord est, et de six arpents et quatre perches dans la ligne sud-ouest ; borné devant au fleuve Saint-Laurent, à l'autre bout à la rivière Bécancour, du côté sud à Joseph Levasseur, et du côté nord par J. A. Blondin et Alfred Beauchesne, avec les droits de passage qui peuvent exister en faveur du dit terrain, et sans garantie quant à la division de ce terrain avec le numéro cinq cents (500), le dit lopin de terre connu et désigné sous le numéro cinq cent un (501), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Nicolet, pour la paroisse de Bécancour.

2° Une terre située au quatrième rang du fief Dutord, en la dite paroisse de Bécancour, contenant un arpent et demi, plus ou moins, de front sur soixante et deux arpents, plus ou moins, de profondeur ; borné devant à Victor Fournier, en profondeur à la ligne du fief Cournoyer, du côté nord-est à J. A. Blondin, et du côté sud-ouest à Pierre Deshaies, fils, en bois debout avec tous droits de passage que le saisi peut avoir sur les terres du troisième rang pour communiquer au dit terrain, la dite terre connue et désignée sous le numéro trois cent vingt-sept (327), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Nicolet, pour la paroisse de Bécancour.

ment to be detached at about three quarter of an arpent from the actual house of the said heirs and forming part of the lot of land number ninety six (96), of the cadastral of the parish of Sainte-Flore— together with buildings thereon erected, with the reserve in favor of Joseph Deziel, on the north side at the end of the said lot, of a road of fifteen feet in width by the length of the same, which road to be at the charge of the purchaser.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Flore, on the TWENTY-FIFTH day of JANUARY next, at ten o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 21st December, 1898. 4836  
[First published, 24th December, 1898.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers to wit : } NAZ AIRE B O U -  
No. 237. } CHARD, Plaintiff ; against ANTOINE VEZINA, Defendant.

1. A land situate in the parish of Sainte-Geneviève de Batiscan, concession of *la Baie*, known and designated on the official plan and in the book of reference of the registration cadastre of the county of Champlain, for the said parish of Sainte-Geneviève de Batiscan, as number three hundred and fifty-five (355).

2. A land situate in the parish of Sainte-Geneviève de Batiscan, in the Mountain range, known and designated on the official plan and in the book of reference of the registration cadastre of the county of Champlain, for the said parish of Sainte-Geneviève de Batiscan, as numbers two hundred and eighty-three and two hundred and eighty-four (283 and 284).

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Geneviève de Batiscan, on the TWENTY-SIXTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 21st December, 1898. 4838  
[First published, 24th December, 1898.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } ARTHUR OLIVIER,  
No. 247. } Plaintiff ; against NORBERT BEAUCHESNE, Defendant.

1. A lot of land situate in the parish of Bécancour, at the place called the Cove (l'Anse), containing about two arpents, three perches and nine feet in width by a depth of four arpents on the north east line, and of six arpents and four perches on the south west line ; bounded in front by the river Saint Lawrence, at the other end by the river Bécancour, on the south side by Joseph Levasseur, and on the north side by J. A. Blondin and Alfred Beauchesne, with the rights of passage which may exist in favor of the said lot, and without warranty as to the division of this lot from number five hundred (500), said lot of land known and designated as number five hundred and one (501), of the official plan and book of reference of the cadastral of the county of Nicolet, for the parish of Bécancour.

2. A land situate in the fourth range of the fief Dutord, in the said parish of Bécancour, containing one arpent and a half, more or less, in front by sixty-two arpents, more or less, in depth ; bounded in front by Victor Fournier, in rear by the line of the fief Cournoyer, on the north east side by J. A. Blondin, and on the south west side by Pierre Deshaies, junior, uncleared, with all the rights of passage which the party seized may have on the lands of the third range to communicate from the said lot, said land known and designated as number three hundred and twenty-seven (327), of the official plan and book of reference of the cadastral of the county of Nicolet, for the parish of Bécancour.

3° Une terre située au premier rang du fief Dutord, dans la dite paroisse de Bécancour, contenant deux arpents, plus ou moins, de front sur vingt-deux arpents plus ou moins de profondeur—avec maison, grange, sus érigées, et connue et désignée sous le numéro cent vingt-cinq (125), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Nicolet, pour la paroisse de Bécancour; à distraire de la dite terre les emplacements d'Onésime Dorval et de Narcisse Prince, suivant leurs titres.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Bécancour, le QUATRIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 30 novembre 1898. 4431-2  
[Première publication, 3 décembre 1898.]

### Avis du Gouvernement

No 2660-98.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.*

Eriger en municipalité scolaire les cantons Dolbeau et Racine, et détacher les rangs XIV, XV, XVI et XVII du canton Parent, qui font actuellement partie de la municipalité de "Saint-Méthode, comté du Lac Saint-Jean, et ériger ce territoire sous le nom de "Saint-Michel de Mistassini. Cette érection ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1899. 4853

### Avis Divers

Province of Quebec, }  
District of Arthabaska. } *Cour Supérieure.*  
No 146.

Dame Delphine Boutin, de la paroisse de Saint-Louis de Blandford, épouse de Joseph Côté, cultivateur, du même lieu, Demanderesse;

vs.

Le dit Joseph Côté, de la paroisse de Saint-Louis de Blandford, Défendeur.

Un action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 23 novembre 1898.

CREPEAU & CREPEAU,  
Procureurs de la demanderesse.

Daté ce 22 décembre 1898. 4863

### Demande à la Législature

AVIS.

Avis public est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la législature de cette province, "La compagnie du chemin de fer de la vallée de la Chaudière," composée de John Breakey, éc., président de la Banque de Québec, et autres, demandera l'adoption d'un projet de loi pour amender sa charte existant maintenant en vertu du chapitre 64 de l'acte 61 Victoria, de manière à obtenir le pouvoir de construire et d'étendre son chemin de fer dans

3. A land situate in the first range of the fief Dutord, in the said parish of Bécancour, containing two arpents, more or less, in front by twenty-two arpents more or less in depth—with a house and barn thereon erected, and known and designated as number one hundred and twenty-five (125), of the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Bécancour; reserving from the said land the lots of Onésime Dorval and of Narcisse Prince, according to their title deeds.

To be sold at the church door of the parish of Bécancour, on the FOURTH day of JANUARY next, at TEN of the clock in the forenoon, writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 30th November, 1898. 4432  
[First published, 3rd December 1898.]

### Government Notice

No. 2660-98.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Application to erect a new school municipality.*

To erect into a school municipality the townships Dolbeau and Racine, and to detach the ranges XIV, XV, XVI and XVII of the township Parent, which now form part of the municipality of Saint Methode, county of Lake Saint John, and to erect this territory under the name of Saint Michael of Mistassini. This erection to take effect only on the 1st of July next, 1899. 4854

### Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }  
District of Arthabaska. } *Superior Court.*  
No. 146.

Dame Delphine Boutin, of the parish of Saint Louis de Blandford, wife of Joseph Côté, farmer, of the same place, Plaintiff;

vs.

The said Joseph Côté, of the parish of Saint Louis de Blandford, Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this cause, on the 23rd November, 1898.

CREPEAU & CREPEAU,  
Attorneys for plaintiff.

Dated this 22nd of December, 1898. 4864

### Application to the Legislature

NOTICE.

Public notice is hereby given that at the next session of the Legislature of this province, "The Chaudière Valley Railway Company," composed of John Breakey, Esq., president of the Quebec Bank, and others, will apply for the passage of a bill to amend the present charter under chapter 64 of the Statutes 61 Victoria, so as to obtain power to construct and extend its railway in the counties of Levis, Bellechasse, Dorchester and Lotbinière, to run the

les comtés de Lévis, Bellechasse, Dorchester et Lotbinière, de faire fonctionner tout ce chemin, ou partie de ce chemin, par la vapeur ou l'électricité, et de se fusionner si besoin en est, avec d'autres compagnies de chemin de fer ou d'électricité.

J. A. LANE,  
Procureur de la requérante.  
Québec, 22 décembre 1898, 4855

whole of this railway, or part of it, by steam or electricity, and to amalgamate, if need be, with other railway or electric companies.

J. A. LANE,  
Attorney for Petitioner.  
Quebec, 22nd December, 1898. 4856

### Règle de Cour

Canada, }  
Province de Québec, }  
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*  
No. 2810.  
Fortunat Pomerleau, cultivateur, de la paroisse  
de Saint François, Demandeur ;  
vs.  
Pierre Poulin, fils de Gabin, du même lieu,  
Défendeur ;  
et  
Louis Nadeau, de la paroisse de Saint Frédéric,  
ferblantier, Opposant.  
Le vingt-et-unième jour de décembre mil huit cent  
quatre-vingt-dix-huit.

Vu la déclaration d'insolvabilité du défendeur, produite en cette cause, les deniers prélevés par la vente de ses effets mobiliers, et l'ordonnance de l'honorable juge H. C. Pelletier, en date du 20 décembre courant, il est ordonné aux créanciers du dit défendeur de produire leurs réclamations, avec pièces justificatives, et dûment assermentées, au greffe de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion de cet avis.

VEZINA & CHASSÉ,  
4821 P. C. S.

### Rule of Court

Quebec, }  
Province of Quebec, }  
District of Beauce. } *Superior Court.*  
No 2810.  
Fortunat Pomerleau, farmer, of the parish of Saint  
Francis, Plaintiff ;  
vs.  
Pierre Poulin, son of Gabin, of the same place,  
Defendant ;  
and  
Louis Nadeau, of the parish of Saint Frederic,  
tinsmith, Opposant.  
The twenty-first day of December, one thousand  
eight hundred and ninety-eight.

Seeing the declaration of insolvency of the defendant filed in this cause, the moneys levied from the sale of his goods and chattels, and the order of the honorable judge H. C. Pelletier, dated the 20th of December instant, it is ordered that the creditors of the said defendant file their claims with vouchers or duly attested, at the office of this court, within the fifteen days from the date of the first insertion of this notice.

VEZINA & CHASSÉ,  
4822 P. S. C.

*Index de la Gazette Officielle de  
Québec, No. 51*

**ANNEXION DE MUNICIPALITÉ** :—Canton Bois au canton Colbert, 2470.

**ANNONCEURS** :—*Avis aux* :—Concernant avis, etc., 2443.

**AVIS** :—Relatif aux bills privés, 2444.

**BILLS PRIVÉS, P. F.** :—*Avis au sujet des* :—Chambre des Communes ; Sénat et Chambre des Communes ; Sénat, 2446, 2447, 2448.

**BILLS PRIVÉS, P. Q.** :—*Avis au sujet des* :—Assemblée législative ; Conseil législatif, 2448, 2450.

**DEMANDES A LA LÉGISLATURE** :—Admettre Henri Bourassa à la pratique du droit ; Admettre Léopold Guérin à la pratique du droit ; Amender charte de la Montreal Protestant House of Industry and Refuge ; Association des barbiers de la province de Québec ; Cartier *et al* ; Changer chef-lieu du comté de Wolfe ; Chausssegros de Léry *et al* ; Chateauguay and Northern Railway Coy ; Cie des chars urbains de Montréal ; Cie de Pulpe du Lac Mégantic ; Cité de Montréal ; Cité de Montréal ; Cité de Saint-Henri ; Compagnie demandant à agir comme syndics, etc. ; Compagnie du chemin de fer de la Vallée de la Chaudière ; Conseil municipal du village de Grand'Mère ; Constituer en corporation de ville Viauville ; Corporation de la ville de Farnham ; Corporation de la ville de Lachine ; Corporation de la ville de Magog ; Corporation ville de Longueuil ; Dame Kelly ; Dame Labbé *ès-qualité* ; Eriger en municipalité séparée la paroisse de Saint-Elie d'Orford ; Exécuteurs testamentaires de Joël Leduc ; Fraternité du Tiers-Ordre Saint-François d'Assise ; Hogan *et al* ; Incorporer East Angus en corporation de ville ; Incorporer une compagnie pour fournir l'eau, la lumière et les pouvoirs d'eau ; La Cie Canadienne d'Aqueduc et de force motrice ; La Cie d'assurance de Montréal contre le feu ; La Cie de Brasserie de Beauport ; La cité de Québec ; La corporation du village de Verdun ; La Société ecclésiastique de secours mutuels du Sacré-Cœur de Jésus de Chicoutimi ; L'association des Dentistes de la province de Québec ; L'association Saint-Jean Baptiste de Montréal ; Les commissaires d'écoles de la municipalité de la ville de Westmount ; Les commissaires d'écoles de Saint-Henri ; Les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse Saint-Jean-Baptiste de Montréal ; Les syndics de la paroisse du Saint-Enfant Jésus du Coteau Saint-Louis ; Loyola College ; L'Union des mouleurs de Montréal ; Lycée catholique de Montréal ; Merchants Cotton Coy ; Montreal Loan and Investment Coy ; Obtenir un acte pour possession de biens en faveur de P. E. Panet ; P. C. Beaumier ; Propriétaires d'immeubles du village de Verdun ; Société des Artisans Canadiens-français ; Syndics apostolique des Pères Franciscains ; The Builders Exchange Coy ; The Burrill Lumber Coy ; The Petroleum Oil Trust of London ; Transporter bureau d'enregistrement du comté Labelle ; Windsor Hotel Coy, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2497.

*Index of the Quebec Official  
Gazette, No. 51*

**MUNICIPALITY ANNEXED** :—Township Bois to the township Colbert, 2470.

**ADVERTISERS** :—*Notice to* :—Respecting notices, &c, 2443.

**NOTICE** :—Respecting the private bills, 2444.

**PRIVATE BILLS, F. P.** :—*Notice respecting the* :—House of Commons ; Senate and House of Commons ; Senate, 2446, 2447, 2448.

**PRIVATE BILLS, P. Q.** :—*Notice Respecting the* :—Legislative Assembly ; Legislative Council, 2448, 2450.

**APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE** :—To admit Henri Bourassa to the practice of law ; To admit Léopold Guérin to the practice of law ; To amend charter of the Montreal Protestant House of Industry and Refuge ; The barbers' association of the province of Quebec ; Cartier *et al* ; To change chief place of the county of Wolfe ; Chausssegros de Léry *et al* ; Chateauguay and Northern Railway Coy ; Montreal Street Railway Coy ; Lake Megantic Pulp Coy ; City of Montreal ; City of Montreal ; City of Saint-Henri ; A company acting as trustees, etc. ; Compagnie du chemin de fer de la vallée de la Chaudière ; Municipal council of the village of Grand'Mère ; Constitute in town corporation Viauville ; Corporation of the town of Farnham ; Corporation of the town of Lachine ; Corporation of the town of Magog ; Corporation town of Longueuil ; Dame Kelly ; Dame Labbé, *ès-qualité* ; To erect into a separate municipality the parish of Saint-Elie d'Orford ; Exécuteurs testamentaire de Joël Leduc ; Fraternity of Third Order Saint François d'Assise ; Hogan *et al* ; To organizing East Angus in town corporation ; To incorporate a company for supplying heat, light and water powers ; The Canadian Water & Power Coy ; The Montreal Fire Insurance Coy ; La Cie de Brasserie de Beauport ; The city of Quebec ; The corporation of the village of Verdun ; "La Société ecclésiastique de secours mutuels du Sacré-Cœur de Jésus de Chicoutimi" ; The Dental Association of the province of Quebec ; L'Association Saint Jean Baptiste de Montréal ; The school commissioners of the municipality of the town of Westmount ; The school commissioners of Saint-Henri ; "Les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Montréal" ; The trustees of the parish of Saint-Enfant Jésus du Coteau Saint-Louis ; Loyola College ; The Moulders' Union of Montreal ; Catholic High School of Montreal ; Merchants Cotton Coy ; Montreal Loan and Investment Coy ; To obtain an act for moveable possession in favor of P. E. Panet ; P. C. Beaumier ; Proprietors of real estate of the village of Verdun ; Société des Artisans Canadiens-français ; Syndics apostoliques des Pères Franciscains ; The Builders Exchange ; The Lumber Burrill Coy ; The Petroleum Oil Trust of London ; To transfer the registration office of the county Labelle ; Windsor Hotel Coy, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2497.

**EXAMENS :—Barreau de Bedford :—Candidats aux, 2473.**

*Barreau de Quebec* :—Candidats à l'étude et à la pratique du droit, 2473, 2474.

*Barreau de Saint-François* :—Candidats à la pratique et à l'étude du droit, 2474.

**FAILLIS** :—Boily & Glaveau ; Brosseau ; Cloutier ; Dauteuil & Cie ; Denis ; Dme Sanche ; Dubois ; Geoffrion ; Girard ; Harvey ; Jacques ; Marion ; Pouliot ; Wilson & McGregor, 2475, 2476, 2477.

**LETTRES PATENTES, DEMANDES DE** :—La Cie d'amusements et d'exhibitions de Valleyfield ; La Cie d'éclairage électrique du village de Mégantic ; The Abenakis Spring Hotel Coy ; The Burrill Lumber Coy ; The Canada Hardware Coy (Limited) ; The J. S. Prince Coy (Limited), 2466, 2467, 2468, 2469.

**LICITATION** :—Dme Lamarche *et al* vs Dme Roy *et al*, 2479.

**MUNICIPALITÉ SCOLAIRE** :—Demande d'ériger les cantons Dalbeau et Racine, 2497.

**PROCLAMATION** :—Convocation des Chambres, dépêche des affaires, 2443.

**RÈGLES DE COUR** :—Burman vs Dufault ; Dionne vs Morin ; Galer vs Thomas *et al* ; Dme Stewart vs Dme Lassisserey ; Pomerleau vs Poulin, 2477, 2478, 2498.

**SÉPARATIONS DE BIENS** :—Dmes Boutin vs Côté ; Cardinal vs Boulanger ; Forgues vs Lessard ; Goulet vs Bourgault ; Grégoire vs Gauthier ; Kerr vs O'Connor ; Leblanc vs Lavigne ; Meigs vs Heath ; Rousseau vs Gervais ; Stacy vs Bishop, 2470, 2471, 2472, 2497.

**SÉPARATIONS DE CORPS ET DE BIENS** :—Dames Guillemartin vs Talbot Griffith vs Hicks ; Sweeney vs Sylvester, 2470, 2472, 2473.

**SOCIÉTÉ DISSOUE** :—Société d'Imprimerie de Waterloo, 2470.

**TERRES DE LA COURONNE** :—*Avis de cancellation, etc.* :—Cantons Arago ; Beaubien ; Begon ; Bourdages ; Clyde ; Ditchfield ; Duquesne ; Low ; Marchand ; Montminy ; Normandin ; Patton ; Port Daniel, 2444, 2445, 2446.

**VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS** :—Richelieu & Ontario Navigation Coy, 2474.

**VENTES PAR LES SHERIFS :**

**ARTHABASKA** :—McCaig vs Dme Kennedy *et vir*, 2480.

**BEAUCÉ** :—Dme Grenier vs Poulin ; Taschereau *et al* vs Drouin, 2480, 2481.

**IBERVILLE** :—Chicoine vs Martel, 2481.

**KAMOURASKA** :—Rioux vs Dumont, 2481.

**MONTREAL** :—Bagin, failli ; Bélanger vs Maisonneuve ; Brossard *et al* vs Morogh ; Chevalier vs Dme Paré *et al* ; Dme Brunel vs Durocher ; Frost vs Renaud ; Hastings vs Goodrick *et al* ; McClary Manufacturing Coy vs Lefebvre ; Milot vs St-André *et al* ; Normandin vs Mouncey ; Shelly vs McCabe, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487.

**EXAMINATIONS :—Bar of Bedford :—Candidates to the, 2473.**

*Bar of Quebec* :—Candidates to the study and practice of law, 2473, 2474.

*Bar of Saint Francis* :—Candidates to the practice and to the study of law, 2474.

**INSOLVENTS** :—Boily & Glaveau ; Brosseau ; Cloutier ; Dauteuil & Cie ; Denis ; Dme Sanche ; Dubois ; Geoffrion ; Girard ; Harvey ; Jacques ; Marion ; Pouliot ; Wilson & McGregor, 2475, 2476, 2477.

**LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR** :—La Cie d'amusements et d'exhibitions de Valleyfield ; The Electric Lighting Coy of the village of Mégantic ; The Abenakis Spring Hotel Coy ; The Burrill Lumber Coy ; The Canada Hardware Coy (Limited) ; The J. S. Prince Coy (Limited), 2466, 2467, 2468, 2469.

**LICITATION** :—Dme Lamarche *et al* vs Dme Roy *et al*, 2479.

**SCHOOL MUNICIPALITY** :—Application to erect the townships Dalbeau and Racine, 2497.

**PROCLAMATION** :—Parliament convoked, despatch of business, 2443.

**RULES OF COURT** :—Burman vs Dufault ; Dionne vs Morin ; Galer vs Thomas *et al* ; Dme Stewart vs Dme Lassisserey ; Pomerleau vs Poulin, 2477, 2478, 2498.

**SEPARATIONS AS TO PROPERTY** :—Dmes Boutin vs Côté ; Cardinal vs Boulanger ; Forgues vs Lessard ; Goulet vs Bourgault ; Grégoire vs Gauthier ; Kerr vs O'Connor ; Leblanc vs Lavigne ; Meigs vs Heath ; Rousseau vs Gervais ; Stacy vs Bishop, 2470, 2471, 2472, 2497.

**SEPARATIONS FROM BED AND BOARD** :—Dames Guillemartin vs Talbot ; Griffith vs Hicks ; Sweeney vs Sylvester, 2470, 2472, 2473.

**PARTNERSHIP DISSOLVED** :—Société d'Imprimerie de Waterloo, 2470.

**CROWN LANDS** :—*Notice of cancellation, etc.* :—Townships Arago ; Beaubien ; Begon ; Bourdages ; Clyde ; Ditchfield ; Duquesne ; Low ; Marchand ; Montminy ; Normandin ; Patton ; Port Daniel, 2444, 2445, 2446.

**SALE OF UNCLAIMED GOODS** :—Richelieu & Ontario Navigation Coy, 2474.

**SHERIFF'S SALES :**

**ARTHABASKA** :—McCaig vs Dme Kennedy *et vir*, 2480.

**BEAUCÉ** :—Dme Grenier vs Poulin ; Taschereau *et al* vs Drouin, 2480, 2481.

**IBERVILLE** :—Chicoine vs Martel, 2481.

**KAMOURASKA** :—Rioux vs Dumont, 2481.

**MONTREAL** :—Bagin, insolvent ; Bélanger vs Maisonneuve ; Brossard *et al* vs Morogh ; Chevalier vs Dme Paré *et al* ; Dme Brunel vs Durocher ; Frost vs Renaud ; Hastings vs Goodrick *et al* ; McClary Manufacturing Coy vs Lefebvre ; Milot vs St-André *et al* ; Normandin vs Mouncey ; Shelly vs McCabe, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487.

OTTAWA :—Canada Industrial Coy vs Burdett *et al*, 2487.

QUÉBEC :—Blais vs L'Hérault ; Dme Begin vs Begin ; Tessier vs Rivard ; The People's Bank of Halifax vs Charlebois, 2488, 2489.

RICHELIEU :—Gaouette vs St-Germain ; Laurendeau vs Delle Lanoue, 2489, 2490.

SAGUENAY :—Ritchie vs Girard, 2490.

SAINT-FRANÇOIS —La Banque Nationale vs Martel *et al* ; Thomas vs Munns *et al*, 2491, 2492.

SAINT-HYACINTHE —Carreau vs Martel ; Gaouette vs Saint-Germain ; Hingston vs Poissant, 2493, 2494.

TERRERBONNE :—Dme Bruchési *et vir* vs Lefebvre *ès qual.* ; Prevost vs Dme Wheeler *et al*, 2494.

TROIS RIVIÈRES :—Bouchard vs Vézina ; Descoteau vs Trottier ; Olivier vs Beauchesne-Trottier vs Descoteau, 2495, 2496.

OTTAWA :—Canada Industrial Coy vs Burdett *et al*, 2487.

QUÉBEC :—Blais vs L'Hérault ; Dme Begin vs Begin ; Tessier vs Rivard ; The People's Bank of Halifax vs Charlebois, 2488, 2489.

RICHELIEU :—Gaouette vs Saint Germain ; Laurendeau vs Delle Lanoue, 2489, 2490.

SAGUENAY :—Ritchie vs Girard, 2490.

SAINT FRANCIS :—La Banque Nationale vs Martel *et al* ; Thomas vs Munns *et al*, 2491, 2492.

SAINT HYACINTHE :—Carreau vs Martel ; Gaouette vs Saint Germain ; Hingston vs Poissant, 2493, 2494.

TERRERBONNE :—Dme Bruchési *et vir* vs Lefebvre *ès-qual.* ; Prevost vs Dme Wheeler *et al*, 2494.

TRENE RIVERS :—Bouchard vs Vézina ; Descoteau vs Trottier ; Olivier vs Beauchesne ; Trottier vs Descoteau, 2495, 2496.

Faint, illegible text at the top of the page, possibly bleed-through from the reverse side.

1842  
1843  
1844